



# **ANNUAIRE STATISTIQUE 2021 DE LA DGTCP**



**Novembre 2022**

MINISTERE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU TRESOR  
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

DIRECTION DU SUIVI DES OPERATIONS  
FINANCIERES DE L'ETAT



**BURKINA FASO**

Unité-Progrès-Justice

# **ANNUAIRE STATISTIQUE 2021 DE LA DGTCP**

**Novembre 2022**

# AVANT PROPOS



La Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) inscrit l'obligation de rendre compte comme une valeur cardinale de sa gouvernance. Pour ce faire, elle s'est engagée à communiquer et à rendre disponible l'information sur ses activités à travers les statistiques qu'elle produit.

Les réformes engagées par la DGTCP ces dernières années en matière de production et de diffusion des statistiques, ont permis d'atteindre des résultats appréciables. Ainsi, plusieurs statistiques sont produites pour suivre l'exécution et l'évolution des différentes activités. Il s'agit des statistiques sur la dette publique, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat et des Collectivités territoriales, les sociétés d'assurance, les Systèmes financiers décentralisés (SFD), les opérations financières de l'Etat, les correspondants du Trésor, les Etablissements Publics de l'Etat (EPE), etc.

Au regard de cette diversité des productions statistiques et pour répondre aux multiples sollicitations, la DGTCP a entrepris depuis 2020 la production de son annuaire statistique couvrant une période de dix ans. Ce dernier a pour boussole le document intitulé « **typologie et dispositif de collecte, de traitement et de centralisation des données produites à la DGTCP** », élaboré en 2013 et actualisé successivement en 2018 et 2022.

Dans cette optique de bonne gouvernance économique et d'aide à la prise de décision, la publication de l'information sur les statistiques constitue un pilier important pour orienter et faciliter des prises de décisions judicieuses. Aussi, la production et la diffusion de ces statistiques participent à l'animation du débat public sur la gouvernance et la gestion des finances publiques comme le veut la loi n°008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances

publiques qui dispose qu'il est une obligation pour l'administration publique de mettre l'information à la disposition du public.

Pour satisfaire à cet impératif de rendre compte, la DGTCP assure couramment la production de son annuaire statistique. A cet effet, elle a le plaisir de mettre à votre disposition la troisième édition couvrant la période 2012-2021. Celle-ci est le produit d'un processus participatif ayant impliqué l'ensemble des structures de la DGTCP et aussi d'autres directions générales du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (MEFP). Leurs contributions ont permis de disposer de données riches et très diversifiées.

Je me réjouis de la production de cette nouvelle édition et j'adresse mes sincères remerciements à tous les collaborateurs pour les efforts fournis pour assurer la collecte des données dans des conditions bien souvent difficiles tout en restant confiant que désormais l'annuaire sera produit et publié régulièrement dans des délais raisonnables.

Nonobstant les efforts consentis pour disposer d'un document de qualité, des imperfections pourraient y subsister. Ma structure accueillera favorablement les observations, suggestions et compléments afin d'améliorer les productions futures.

J'ose croire que ce document répondra aux besoins des utilisateurs et contribuera à l'enrichissement de leurs connaissances sur les productions statistiques de la DGTCP.

**Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique**

**Célestin Santeré SANON**

Officier de l'Ordre de l'Etat



# SOMMAIRE

AVANT PROPOS.....	I
SOMMAIRE .....	II
SIGNES CONVENTIONNELS.....	V
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	VII
LISTE DES TABLEAUX.....	1
METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA DGTCP	
7	
I <sup>ère</sup> Partie : Présentation de la DGTCP .....	9
Chapitre 1 : Organisation administrative de la DGTCP.....	11
Chapitre 2 : Ressources humaines et matérielles .....	19
II <sup>ème</sup> PARTIE : Gestion optimale des deniers publics.....	27
Chapitre 3 : Prévisions et mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie.....	29
Chapitre 4 : Prévision et exécution des dépenses publiques .....	45
Chapitre 5 : Gestion de la dette publique .....	49
Chapitre 6 : Soldes caractéristiques du TOFE, indicateurs de la dette, critères FEC et critères de convergence .....	55
III <sup>ème</sup> PARTIE : Tenue efficace de la comptabilité et gestion de la tutelle et renforcement des relations économique, financière et monétaire.....	59
Chapitre 7 : Principaux indicateurs des Assurances.....	61
Chapitre 8 : Principaux indicateurs des Systèmes financiers décentralisés et des Fonds nationaux .....	67
Chapitre 9 : Etablissements publics de l'Etat, entreprises publiques, sociétés d'économie mixtes, bureaux de change et de transferts, jeux de hasard.....	73
Chapitre 10 : Principaux agrégats et soldes des opérations financières des Collectivités Territoriales .....	87
GLOSSAIRE .....	a
METADONNEES .....	i
ANNEXES .....	1
Annexe 1 : liste des communes dont les opérations ne sont pas incluses dans les tableaux des opérations financières des CT sur la période 2015-2021 .....	1
Annexe 2 : Equipe d'élaboration de l'annuaire statistique .....	m
Annexe 3 : Liste des participants à l'atelier de validation .....	n



# SIGNES CONVENTIONNELS

- na : non applicable
- nd : non disponible
- \* : données provisoires



# SIGLES ET ABBREVIATIONS

CODEP-MP	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de service public
DA	: Direction des assurances
DAMOF	: Direction des affaires monétaires et financières
DDP	: Direction de la dette publique
DELF	: Direction des études et de la législation financière
DGTCP	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DSC-SFD	: Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés
DISOFE	: Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
FN	: Fonds national
MINEFID	: Ministère de l'économie, des finances et du développement
PAGPS	: Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques
PS	: Perception spécialisée
PTF	: Partenaires techniques et financiers
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
FEC	: Facilité élargie de crédit
LFR	: Loi de finances rectificative
MSFP	: Manuel de statistiques de finances publiques
FMI	: Fonds monétaire international
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
CEDEAO	: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
APE	: Appel public à l'épargne
PPTE	: Initiative des pays pauvres très endettés
IADM	: Initiative d'allègement de la dette multilatérale
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
PIB	: Produit intérieur brut
IHPC	: Indice harmonisé des prix courants
IARD	: Incendies, accidents et risques divers

CODEP-MP	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de service public
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CARFO	: Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
SEM	: Société d'économie mixte
EPPS	: Etablissement public de prévoyance sociale
CNAMU	: Caisse nationale d'assurance maladie universelle
CIMA	: Conférence interafricaine des marchés des assurances
DTS	: Droits de tirages spéciaux
DC/BR	: Dépositaire central/Banque de règlement
GFC	: Gestion financière et comptable
BAT	: Bons assimilable du trésor
OAT	: Obligation assimilable du trésor
SRH	: Service des ressources humaines
UCBA	: Unit Credit Austria

# LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1 : Effectif du personnel de la DGTCP par catégorie de 2016 à 2021 .....	20
Tableau 2 : Effectif des agents de la DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2021 .....	20
Tableau 3 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2021 .....	21
Tableau 4 : Effectif des agents hors DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2021 .....	21
Tableau 5 : Effectif des agents en activité à la DGTCP selon l'ancienneté de 2016 à 2021 .....	21
Tableau 6 : Effectif des agents hors DGTCP selon l'ancienneté de 2016 à 2021 .....	22
Tableau 7 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par direction de 2016 à 2021.....	22
Tableau 8 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par emploi de 2016 à 2021 .....	23
Tableau 9 : Effectif des agents de la DGTCP en activité par tranche d'âge de 2016 à 2021 .....	24
Tableau 10 : Effectif des agents hors DGTCP par tranche d'âge de 2016 à 2021 .....	25
Tableau 11 : Situation du matériel de la DGTCP de 2020 à 2021 .....	25
Tableau 12 : Situation des immobilisations de la DGTCP de 2020 à 2021 .....	25
Tableau 13 : Prévisions de recettes, hors recettes des collectivités territoriales par régie, en milliards de FCFA selon la dernière Loi de Finances Rectificative .....	30
Tableau 14 : Prévisions révisées de recettes, hors recettes des collectivités territoriales, par régie en milliards de FCFA selon le programme Facilité Elargie de Crédit .....	30
Tableau 15 : Réalisations des recettes, hors recettes des collectivités territoriales, par régie en milliards de FCFA .....	31
Tableau 16 : Prévisions de recettes en milliards de FCFA selon la dernière Loi de Finances Rectificative (Nomenclature TOFE).....	31
Tableau 17 : Prévisions révisées des recettes en milliards de FCFA selon le programme Facilité Elargie de Crédit (nomenclature TOFE).....	32
Tableau 18 : Réalisations des recettes en milliards de FCFA selon la nomenclature TOFE.....	33
Tableau 19 : Prévisions des recettes par groupe d'Unités de recouvrement en milliards de FCFA selon la dernière Loi de Finances Rectificative .....	34
Tableau 20: Réalisation par groupe d'Unités de recouvrement en milliards de FCFA.....	34
Tableau 21 : Prévisions des recettes par nature de la DGTCP en milliards de FCFA selon la dernière Loi de Finances Rectificative .....	34
Tableau 22 : Prévisions révisées des recettes par nature de la DGTCP en milliards de FCFA selon le programme Facilité Elargie de Crédit .....	35
Tableau 23: Réalisations des recettes par nature de la DGTCP (en milliards de FCFA) .....	35
Tableau 24 : Situation des précomptes effectués par la DGTCP pour le compte de la DGI, de la DGD et de l'ARCOP (en millions de FCFA) .....	36
Tableau 25: Prévisions des recettes des collectivités territoriales par région et par acteur (en millions de FCFA) .....	36

Tableau 26 : Recouvrement des recettes des collectivités territoriales par région et par acteur (en millions de FCFA) .....	38
Tableau 27 : Montants mobilisés des titres publics par voie d'émission (en milliards de FCFA).....	39
Tableau 28 : Mobilisation des titres publics par type d'instruments (en milliards de FCFA) .....	39
Tableau 29 : Montants mobilisés des titres publics par maturités (en milliards de FCFA).....	39
Tableau 30 : Nombre d'émission des titres publics.....	40
Tableau 31 : Répartition de titres publics par maturité.....	40
Tableau 32 : Taux d'intérêt moyen des titres publics par maturité (%) .....	40
Tableau 33 : Taux moyen de couverture par maturité des titres publics (%) .....	41
Tableau 34 : Taux de rendement moyen (%) .....	41
Tableau 35 : Prix moyen pondéré (en F CFA) .....	41
Tableau 36 : Prévisions des décaissements des financements extérieurs (en milliards de FCFA) .....	41
Tableau 37 : Décaissements des financements extérieurs (en milliards de FCFA).....	42
Tableau 38 : Décaissements des appuis projets par type de partenaires (en milliards de FCFA) .....	42
Tableau 39 : Décaissements des appuis programmes par type de partenaires (en milliards de FCFA).....	42
Tableau 40 : Nombre de comptes de dépôts au trésor .....	43
Tableau 41 : Prévisions des dépenses de l'Administration centrale budgétaire par nature économique selon la dernière Loi de Finances Rectificative (en milliards de FCFA) .....	46
Tableau 42: Prévisions révisées des dépenses de l'Administration centrale budgétaire par nature économique selon le Programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI (en milliards de F CFA) .....	47
Tableau 43 : Exécution des dépenses de l'Administration centrale par nature économique (en milliards de FCFA) .....	48
Tableau 44 : Subventions aux hydrocarbures et au gaz (en milliards de FCFA) .....	48
Tableau 45: Encours de la dette publique par bénéficiaire (en milliards de FCFA).....	50
Tableau 46: Encours de la dette publique par source de financement en milliards de FCFA.....	50
Tableau 47 : Encours de la dette publique selon la monnaie de 2015 à 2021 (en milliards de FCFA).....	50
Tableau 48 : Encours de la dette extérieure par type de créanciers (en milliards FCFA) .....	51
Tableau 49: Encours de la dette publique extérieure par créancier (en milliards de FCFA).....	51
Tableau 50: Encours de la dette publique intérieure par créancier (en milliards de FCFA).....	52
Tableau 51: Service de la dette publique par secteur de la contrepartie et par composante (en milliards de FCFA) .....	53
Tableau 52 : Allègements obtenus de la dette (en milliards FCFA).....	53
Tableau 53: Soldes caractéristiques du TOFE (en milliards de FCFA).....	56
Tableau 54: Indicateurs de la dette extérieure .....	56
Tableau 55: Taux d'endettement.....	56

Tableau 56: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 <sup>er</sup> rang UEMOA) .....	57
Tableau 57: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 <sup>ème</sup> rang UEMOA) .....	57
Tableau 58: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 <sup>er</sup> rang CEDEAO).....	57
Tableau 59: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 <sup>ème</sup> rang CEDEAO).....	58
Tableau 60 : Les critères de performances ou de réalisations quantitatifs du suivi du programme de 2014 à 2021 FEC en milliards de FCFA.....	58
Tableau 61: Repères indicatifs du suivi du programme FEC (en milliards de FCFA) .....	58
Tableau 62: Effectif des sociétés d'assurance par type d'assurance.....	62
Tableau 63: Chiffre d'affaires des sociétés d'assurances (en millions de FCFA) .....	62
Tableau 64: Situation des indemnisations des sociétés d'assurances (en millions de FCFA) .....	62
Tableau 65 : Engagements réglementés des sociétés d'assurances (en millions de FCFA).....	62
Tableau 66: Placements des sociétés d'assurances (en millions de FCFA).....	62
Tableau 67: Marge de solvabilité des sociétés d'assurance (en millions de FCFA) .....	63
Tableau 68: Marge de solvabilité agrégée des sociétés d'assurance (en millions de FCFA) .....	63
Tableau 69: Situation des primes cédées aux réassureurs (en millions de FCFA) .....	63
Tableau 70 : Situation des sinistres et prestations à la charge des réassureurs (en millions de FCFA) .....	64
Tableau 71: Résultats de réassurance du marché des assurances (en millions de FCFA).....	64
Tableau 72: Résultat d'exploitation des sociétés d'assurances (en millions de FCFA).....	64
Tableau 73: Evolution des commissions payées aux intermédiaires d'assurances (en millions de FCFA) .....	64
Tableau 74: Evolution des frais généraux d'assurances (en millions de FCFA) .....	64
Tableau 75: Evolution des arriérés des sociétés d'assurances (en millions de FCFA) .....	65
Tableau 76 : Effectif des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) par statut juridique de 2013 à 2021 .....	68
Tableau 77: Situation des missions de contrôle sur place de 2013 à 2021 .....	68
Tableau 78: Effectif des membres des Systèmes Financiers Décentralisés de 2013 à 2021 .....	68
Tableau 79: Indicateurs des systèmes financiers décentralisés de 2013 à 2021 (en millions de FCFA) .....	68
Tableau 80 : Nombre des Fonds nationaux par catégorie de 2015 à 2021 .....	69
Tableau 81 : Recettes par nature des Fonds nationaux de 2015 à 2021 (en millions de FCFA) .....	69
Tableau 82: Recettes par nature des Fonds d'Etat de 2015 à 2021 (en millions de FCFA) .....	69
Tableau 83 : Recettes par nature des Fonds nationaux de financement de 2015 à 2021 (en millions de FCFA) .....	70
Tableau 84 : Dépenses par nature des Fonds nationaux de 2015 à 2021 (en millions de FCFA) .....	70
Tableau 85 : Dépenses par nature des Fonds d'Etat de 2015 à 2021 (en millions de FCFA) .....	70
Tableau 86 : Dépenses par nature des Fonds nationaux de financement de 2015 à 2021 (en millions de FCFA) .....	71
Tableau 87 : Effectif des Etablissements Publics de l'Etat (EPE) par secteurs d'activités, hors ceux disposant d'une Assemblée Générale .....	74



Tableau 88 : Effectif des EPE ayant présenté un rapport financier à l'Assemblée Générale des EPE par secteur d'activités .....	74
Tableau 89 : Recettes des EPE par nature (en millions de FCFA).....	74
Tableau 90: Recettes des EPE du secteur Santé par nature (en millions de FCFA) .....	75
Tableau 91 : Recettes des EPE du secteur Hydraulique, développement rural et foresterie par nature (en millions de FCFA).....	75
Tableau 92 : Recettes des EPE du secteur Education, enseignement et formation professionnelle (en millions de FCFA).....	75
Tableau 93 : Recettes des EPE du secteur Prestation de services et autres par nature (en millions de FCFA) .....	76
Tableau 94 : Recettes des EPE du secteur Communication et culture par nature (en millions de FCFA) .....	76
Tableau 95: Dépenses des EPE par nature (en millions de FCFA).....	76
Tableau 96: Dépenses des EPE du secteur Santé par nature (en millions de FCFA) .....	76
Tableau 97 : Dépenses des EPE du secteur Hydraulique, développement rural et foresterie par nature en millions de FCFA.....	77
Tableau 98: Dépenses des EPE du secteur Education, enseignement et formation professionnelle par nature en millions de FCFA .....	77
Tableau 99 : Dépenses des EPE du Secteur Prestation de services et autres par nature (en millions de FCFA) .....	77
Tableau 100 : Dépenses des EPE du Secteur Communication et culture par nature (en millions de FCFA) ...	77
Tableau 101 : Dépenses d'investissement des EPE par secteur d'activités (en millions de FCFA) .....	78
Tableau 102 : Taux moyen du ratio d'autofinancement des EPE par secteur d'activités (%) .....	78
Tableau 103 : Effectif des EPE suivant le respect de la norme du ratio d'autofinancement ( $\geq 20\%$ ) par secteur d'activités.....	78
Tableau 104 : Effectif des entreprises publiques et des sociétés d'économie mixte .....	79
Tableau 105: Situation financière des sociétés d'Etat sur la période 2017 à 2020 (en millions de FCFA) .....	79
Tableau 106 : Capital social par catégorie de sociétés d'économies mixtes (en millions de FCFA) dont part de l'Etat (%).....	79
Tableau 107 : Nombre de bureaux de change manuel par localité de 2012 à 2021.....	80
Tableau 108 : Vente de devises au Burkina Faso de 2012 à 2020 (en milliers) .....	80
Tableau 109 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent américain de 2012 à 2020.....	80
Tableau 110 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent asiatique de 2012 à 2020.....	80
Tableau 111 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent européen de 2012 à 2020.....	81
Tableau 112 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent africain de 2012 à 2020.....	81
Tableau 113 : Nombre de bureaux de transfert d'argent par localité .....	81

Tableau 114 : Transferts reçus et émis par le Burkina Faso (en millions de FCFA).....	82
Tableau 115 : Nombre de dossiers de contentieux administratifs délibérés vidés .....	82
Tableau 116 : Nombre de dossiers de contentieux judiciaires délibérés vidés .....	82
Tableau 117 : Incidence financière des dommages causés par l'Etat par nature de dossiers (en millions de FCFA) .....	82
Tableau 118 : Situation des arrêtés portant autorisation d'organiser des tombolas .....	82
Tableau 119 : Situation des autorisations des nouveaux dossiers relatifs aux licences d'exploitation et d'ouverture des salles de machines à sous et casinos .....	83
Tableau 120 : Situation des comptes de gestion des Comptables Principaux de l'Etat (CPE) .....	83
Tableau 121 : Situation des comptes de gestion produits par les Agents Comptables .....	83
Tableau 122 : Situation des comptes de gestion des collectivités territoriales faisant l'objet de jugement par la Cour des comptes .....	83
Tableau 123 : Situation des droits payés pour services rendus (en millions de FCFA) .....	84
Tableau 124 : Couverture géographique des salles de machines à sous des sociétés de jeux .....	84
Tableau 125 : Situation de traitement des demandes de création de régie d'avances de 2019 à 2021 .....	84
Tableau 126 : Situation de traitement des demandes de création de régie de recettes de 2019 à 2021 .....	85
Tableau 127 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des Collectivités Territoriales (nomenclature TOFE) de 2015 à 2021 (en millions de FCFA) .....	88
Tableau 128 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des Communes rurales sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	89
Tableau 129 : Principaux agrégats des Opérations financières des Communes urbaines sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	90
Tableau 130 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des régions (collectivités Territoriales) sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	91
Tableau 131 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région de la Boucle du Mouhoun sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	91
Tableau 132 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région des Cascades sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	92
Tableau 133 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	93
Tableau 134 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre-Est sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	94
Tableau 135 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre-Nord sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	94
Tableau 136 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région du Centre-Ouest sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	95
Tableau 137 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région du Centre-Sud sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	95

Tableau 138 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région de l'Est sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA) .....	97
Tableau 139 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région des Hauts-Bassins sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	97
Tableau 140 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Nord sur la période 2015-2021 en millions de FCFA .....	98
Tableau 141 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Plateau Central sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA).....	98
Tableau 142 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Sahel sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA) .....	99
Tableau 143 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Sud-Ouest sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA) .....	100

# METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA DGTCP

Au regard de la diversité des productions statistiques et pour répondre aux multiples sollicitations, la DGTCP a entrepris depuis 2020 la production d'un annuaire statistique couvrant une période de dix ans.

Pour ce faire, le document « **typologie et dispositif de collecte, de traitement et de centralisation des données produites à la DGTCP** », élaboré en 2013 et actualisé successivement en 2018 et 2022, a servi de boussole. Ces différentes actualisations tiennent compte de l'évolution des productions statistiques de la DGTCP, des méthodes de collecte et du traitement des données. Ledit document recense, d'une part, l'ensemble des productions statistiques de la DGTCP, les classe suivant plusieurs critères et définit, d'autre part, un dispositif de collecte, de traitement et de centralisation des données.

La présente note méthodologique présente les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique 2021 et les principaux changements intervenus. Elle est une description pratique du dispositif défini par le document ci-dessus cité.

## **1. Processus de production de l'Annuaire Statistique 2021 de la DGTCP**

Il a consisté essentiellement à la collecte, au traitement et à la validation des données provenant des différentes structures de la DGTCP. Ainsi, un chronogramme indicatif allant de la collecte des données à la diffusion a été établi.

La collecte des données s'est déroulée du 02 au 20 juin 2022, à la suite de la lettre circulaire n°2022-1062/MEFP/SG/DGTCP/DSOFE du 02 juin 2022 adressée à tout responsable de structure centrale. Cette phase a été marquée par l'actualisation et la transmission des fiches de collecte par courrier ordinaire aux structures puis par voie électronique aux correspondants statistiques qui se sont chargés de les renseigner et de les retourner à la Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat (DSOFE).

Pour le traitement des données collectées, il s'est agi d'effectuer des contrôles de cohérence et de fiabilité ainsi qu'à la production des différents tableaux. Cette étape a abouti à la production d'un

projet d'annuaire statistique qui a été finalisé lors d'un atelier en présence des représentants des différentes structures.

S'agissant de la validation du projet de l'Annuaire Statistique de la DGTCP, elle s'est faite en atelier avec les premiers responsables de la DGTCP.

## **2. Les principaux changements**

Par rapport à l'édition antérieure, les principaux changements sont les suivants :

- actualisation des données provisoires ;
- insertion de nouveaux tableaux concernant : le taux d'endettement, les comptes de gestion, les régies d'avances et les régies de recettes, le taux de rendement moyen par maturité des titres publics, la situation des licences d'exploitation et d'ouverture des machines à sous et casino ainsi que le prix moyen pondéré des titres publics ;
- changement du titre du tableau n°31 « le nombre d'émissions des titres publics par maturité » en « répartition des titres publics par maturité » ;
- remplacement des données portant arrêtés sur les tombolas ;
- abandon de certains indicateurs de la dette publique jugés non pertinents;
- changement des données sur le tableau des opérations financières des collectivités territoriales en lien avec la prise en comptes des données manquantes et la révision de certains codes du MSFP 2014.

Outre ces changements, il sied également de noter que les parties du document ont été redéfinies afin de prendre en compte la nouvelle orientation de la DGTCP marquée par l'adoption du plan stratégique 2021-2025. Ce choix a été opéré dans l'intention de nourrir les éditions prochaines de nouveaux indicateurs permettant de suivre l'exécution du plan stratégique.

# 1ère Partie

**PRÉSENTATION DE LA DGTCP**



**Chapitre  
1**

**Organisation administrative  
de la DGTCP**

En application des dispositions du décret n°2020-0354/PRES/PM/MINEFID du 15 mai 2020 portant organisation du ministère de l'Économie, des finances et du développement, l'arrêté N°2020-000324/MINEFID/SG/DGTCP<sup>1</sup> du 10 juillet 2020 précise les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP).

La DGTCP est une structure centrale du MINEFID. Elle a pour mission d'assurer une saine gestion des deniers publics, de garantir la trésorerie au titre du budget de l'Etat, des collectivités territoriales ainsi que des établissements publics et de veiller à la viabilité du système financier national. Placée sous l'autorité d'un Directeur général, assisté d'un Directeur général adjoint, la DGTCP est organisée comme suit :

- la direction générale ;
- les structures d'appui ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées.

## **1. La direction générale**

La direction générale comprend :

- le Directeur général ;
- le Secrétariat du Directeur général ;
- l'Inspection Technique du trésor (ITT) ;
- la Cellule d'appui technique (CAT) ;
- le Directeur général adjoint ;
- le Secrétariat du Directeur général adjoint.

### **1.1. Le Directeur général**

Le Directeur général définit les grandes orientations, coordonne, contrôle l'exécution des activités et évalue les performances.

### **1.2. Le Secrétariat du Directeur général**

Le Secrétariat du Directeur général est chargé de la réception, du traitement, du classement, de l'archivage et de l'expédition du courrier. Il s'occupe également de l'organisation des audiences du Directeur général.

Le Secrétariat du Directeur général comprend un Secrétariat particulier et une Cellule courrier.

### **1.3. L'Inspection technique du trésor**

L'Inspection technique du trésor a pour mission d'assurer le contrôle de l'ensemble des services du trésor et l'ensemble des réseaux des comptables publics et assimilés.

L'ITT est placée sous l'autorité d'un Inspecteur technique principal.

---

<sup>1</sup> Un nouveau décret N°2022-0767/PRES-TRANS/PM/MEFP du 10 Août 2022 portant organisation et fonctionnement du MEFP.

L'Inspecteur technique principal est assisté d'inspecteurs techniques.

#### ***1.4. La Cellule d'appui technique***

La Cellule d'appui technique est composée de Chargés d'études. Ils ont en charge l'étude et le traitement de tous les dossiers qui leur sont confiés par le Directeur général. Elle a en outre pour mission le suivi-évaluation des performances de la DGTCP.

#### ***1.5. Le Directeur général adjoint***

Le Directeur général adjoint assiste le Directeur général dans l'exécution de ses missions. Il est compétent pour toutes les questions que pourrait lui confier le Directeur général.

Le Directeur général adjoint assure l'intérim du Directeur général en cas d'absence de ce dernier.

#### ***1.6. Le Secrétariat du Directeur général adjoint***

Le Secrétariat du Directeur général adjoint est chargé de la réception, du traitement, du classement, de l'archivage et de l'expédition du courrier. Il s'occupe également de l'organisation des audiences du Directeur général adjoint.

### **2. Les services d'appui**

Les services d'appui de la DGTCP sont :

- le Service des ressources humaines (SRH) ;
- le Service de l'administration des finances (SAF) ;
- le Service de la communication et des relations publiques (SCRP) ;
- le Service de la qualité, de l'innovation et des réformes (SQIR) ;
- le Service des archives et de la documentation (SAD) ;
- le Bureau comptable matières secondaire (BCMS)

#### ***2.1. Le Service des ressources humaines***

Le Service des ressources humaines a pour mission la gestion efficace du personnel de la DGTCP.

#### ***2.2. Le Service de l'administration des finances***

Le Service de l'administration des finances a pour mission la gestion des moyens financiers de la DGTCP.

#### ***2.3. Le Service de la communication et des relations publiques***

Le Service de la communication et des relations publiques a pour mission de veiller à la visibilité de l'action de la DGTCP par l'information de son public cible et de ses partenaires.

#### ***2.4. Le Service de la qualité, de l'innovation et des réformes***

Le Service de la qualité, de l'innovation et des réformes a pour mission la conduite du processus de certification aux normes internationales et la coordination des actions de réformes.

## **2.5. Le Service des archives et de la documentation**

Le Service des archives et de la documentation a pour mission d'organiser et de gérer l'ensemble des archives de la DGTCP.

## **2.6. Le Bureau comptable matières secondaire**

Le Bureau comptable matières secondaire a pour mission d'assurer la gestion des matières qui lui sont confiées et de transmettre les opérations au comptable principal des matières.

## **3. Les structures centrales**

Les structures centrales de la DGTCP sont constituées de directions de service et de structures comptables.

### **3.1. Les directions de service**

**Les directions de service sont :**

- la Direction des affaires monétaires et financières (DAMOF) ;
- la Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés (DSC-SFD) ;
- la Direction des assurances (DA) ;
- la Direction de la dette publique (DDP) ;
- la Direction des études et de la législation financière (DELFI) ;
- la Direction de l'informatisation du trésor (DIT) ;
- la Direction du suivi des opérations financières de l'Etat (DSOFE).

#### **3.1.1. La Direction des affaires monétaires et financières**

La Direction des affaires monétaires et financières a pour mission de contribuer à l'élaboration et à la conduite de la politique monétaire et financière de l'Etat et de déterminer les grandes orientations de l'Etat en matière de politique de gestion des entreprises publiques et des établissements publics de l'Etat. Elle comprend le Service des sociétés à capitaux publics, le Service des établissements publics de l'Etat, le Service monnaie et crédit et le Service des relations financières internationales.

#### **3.1.2. La Direction des assurances**

La Direction des assurances a pour mission l'exercice de la tutelle du secteur des assurances.

Elle est composée du Service de la législation et de la promotion des assurances, du Service du contrôle technique, du service des études et statistiques et du Service de la formation et des stages.

#### **3.1.3. La Direction de la dette publique**

La Direction de la dette publique a pour mission la gestion de la dette publique extérieure et intérieure. Elle comprend les services suivants : le Service des études et du suivi du dispositif institutionnel d'endettement public, le Service des opérations de décaissement, le Service des opérations financières et le Service de l'analyse et des statistiques.

### 3.1.4. La Direction des études et de la législation financière

La Direction des études et de la législation financière a pour mission la réglementation et l'organisation de la gestion des deniers publics. Elle se compose des services suivants : le Service de la législation financière et comptable, le Service des comptes de gestion, le Service de la réglementation et du contrôle des jeux de hasard.

### 3.1.5. La Direction de l'informatisation du trésor

La Direction de l'informatisation du trésor a pour mission la gestion du schéma directeur du système d'information de la DGTCP. Elle comprend le Service des équipements et des supports informatiques, le Service des études et des réalisations, le Service de l'exploitation et le Service qualité et sécurité.

### 3.1.6. La Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés

La Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés a pour mission l'exercice de la tutelle du ministère chargé des finances sur les systèmes financiers décentralisés et les fonds nationaux. Elle comprend les services suivants : le Service de la réglementation, le Service des inspections des Systèmes financiers décentralisés et le Service des études et des statistiques.

### 3.1.7. La Direction du suivi des opérations financières de l'Etat

La Direction du suivi des opérations financières de l'Etat a pour mission la production, l'analyse et la diffusion des statistiques de finances publiques. Elle comprend le Service des statistiques des opérations financières de l'Etat et le Service des statistiques de finances publiques.

## 3.2. Structures comptables

Elles se composent de :

- l'Agence comptable centrale du trésor (ACCT) ;
- la Paierie générale (PG) ;
- la Recette générale (RG) ;
- la Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires (TMDC).

### 3.2.1. L'Agence comptable centrale du trésor

L'Agence comptable centrale du trésor a pour mission la gestion des deniers publics, l'exécution des opérations de trésorerie ainsi que la centralisation informatique de la comptabilité générale de l'Etat et l'édition des états y afférents.

Elle comprend les services suivants : le Service de la comptabilité, le Service des dépôts de fonds, le Service des opérations spécifiques, le Service de la trésorerie, le Service des opérations de règlements bancaires et le Service central de caisse.

### 3.2.2. La Paierie générale

La Paierie générale est chargée du paiement des dépenses du budget général, des comptes d'affectation spéciale et des budgets annexes. Elle assure également la tutelle fonctionnelle des régies d'avances de l'Etat.

Elle est composée des services ci-après : le Service du contrôle des dépenses, le Service de la comptabilité, le Service des règlements, le Service des régies d'avances, le Service des exonérations et subventions et les Cellules paieries des unités de vérification dans les ministères et institutions.

### 3.2.3. La Recette générale

La Recette générale a pour mission le recouvrement de recettes du budget de l'Etat. Elle assure également la tutelle fonctionnelle des régies de recettes.

La Recette générale comprend les services suivants : le Service de la comptabilité, le Service des recettes des administrations financières, le Service des régies de recettes, le Service des opérations diverses, le Service des créances diverses.

Sont rattachées à la Recette générale des Perceptions spécialisées.

Les Perceptions spécialisées assurent au sein des départements ministériels ou institutions auprès desquels elles sont créées :

- le recouvrement des recettes de services définies par les lois et règlements ;
- le maniement et la garde des fonds et valeurs qui leur sont confiés ;
- la tenue de la comptabilité.

### 3.2.4. La Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires

La Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires a pour mission la gestion comptable des représentations diplomatiques et consulaires du Burkina Faso.

La Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires comprend les services du siège et les services extérieurs.

Les services du siège comprennent :

- le Service de la comptabilité ;
- le Service de la trésorerie et des opérations spécifiques ;
- le Service des analyses et des statistiques.

Les services extérieurs comprennent :

- les Trésoreries placées auprès des ambassades et des missions permanentes ;
- les Perceptions auprès des consulats généraux.

Les Trésoreries auprès des ambassades et des missions permanentes sont chargées, dans les limites de leur juridiction, de la gestion comptable des représentations diplomatiques.

Les Perceptions auprès des Consulats généraux du Burkina Faso à l'étranger sont chargées, dans les limites de leur juridiction, de la gestion comptable des représentations consulaires.

### 3.3. Les structures déconcentrées

Les Trésoreries régionales et les postes rattachés ont pour mission, dans les limites de leur circonscription financière, la mobilisation des ressources publiques et la gestion des deniers publics ainsi que la supervision et le contrôle des établissements publics et des systèmes financiers décentralisés.

La Trésorerie régionale comprend les services du siège et les postes comptables rattachés.



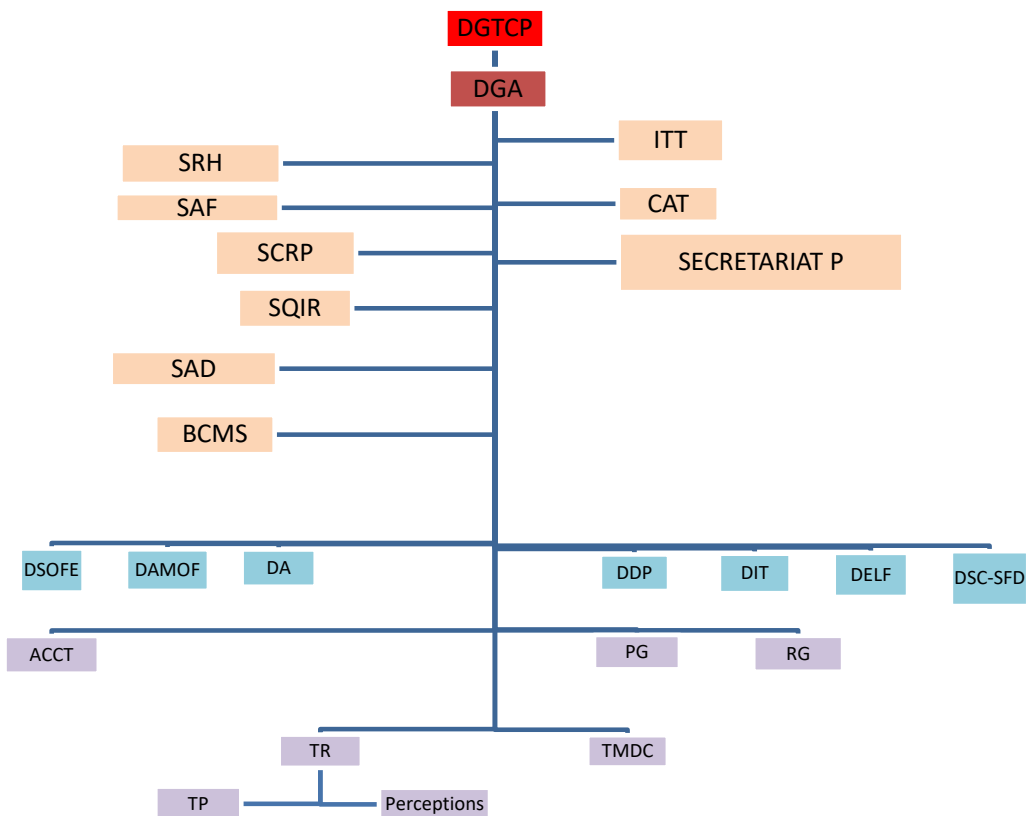
Les services du siège comprennent :

- le Service de l'action financière ;
- le Service de la comptabilité ;
- le Service des collectivités territoriales ;
- le Service des comptes de gestion ;
- le Service de la dépense ;
- le Service de la recette ;
- le Service de la recette des hôtels de finances ;
- le Service de gestion des moyens.

Les postes comptables rattachés comprennent :

- les Trésoreries principales ;
- les Perceptions.

## Organigramme de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique



**Chapitre  
2**

**Ressources humaines  
et matérielles**

## 2.1 Ressources humaines

Tableau 1 : Effectif du personnel de la DGTCP par catégorie de 2016 à 2021

Catégorie	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Catégorie A et assimilés	868	867	888	843	909	897
Catégorie B et assimilés	616	616	645	634	643	640
Catégorie C et assimilés	473	475	516	518	502	490
Catégorie D et assimilés	56	57	57	57	53	54
Catégorie E et assimilés	54	54	54	54	50	47
<b>Total</b>	<b>2 067</b>	<b>2 069</b>	<b>2 160</b>	<b>2 106</b>	<b>2 157</b>	<b>2 128</b>

Source : DGTCP/SRH/Système de gestion des ressources humaines (SGRH)

Tableau 2 : Effectif des agents de la DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2021

Catégorie	Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Catégorie A et assimilés	Féminin	148	148	148	146	153	145
	Masculin	720	719	740	697	756	752
Catégorie B et assimilés	Féminin	154	154	162	157	161	163
	Masculin	462	462	483	477	482	477
Catégorie C et assimilés	Féminin	159	160	164	166	160	153
	Masculin	314	315	352	352	342	337
Catégorie D et assimilés	Féminin	19	19	19	19	17	17
	Masculin	37	38	38	38	36	37
Catégorie E et assimilés	Féminin	0	0	0	0	0	0
	Masculin	54	54	54	54	50	47
<b>Ensemble</b>	<b>Féminin</b>	<b>480</b>	<b>481</b>	<b>493</b>	<b>488</b>	<b>491</b>	<b>478</b>
	<b>Masculin</b>	<b>1 587</b>	<b>1 588</b>	<b>1 667</b>	<b>1 618</b>	<b>1 666</b>	<b>1 650</b>
<b>Total</b>		<b>2 067</b>	<b>2 069</b>	<b>2 160</b>	<b>2 106</b>	<b>2 157</b>	<b>2 128</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

**Tableau 3 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2021**

Catégorie	Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Catégorie A et assimilés	Féminin	109	109	113	114	105	92
	Masculin	447	448	475	476	463	441
Catégorie B et assimilés	Féminin	133	133	139	140	137	137
	Masculin	316	316	338	344	332	320
Catégorie C et assimilés	Féminin	146	147	151	154	147	144
	Masculin	273	274	311	315	315	307
Catégorie D et assimilés	Féminin	19	19	19	19	17	17
	Masculin	37	38	38	38	36	37
Catégorie E et assimilés	Féminin	0	0	0	0	0	0
	Masculin	54	54	54	54	50	47
<b>Total</b>		<b>1 534</b>	<b>1 538</b>	<b>1 638</b>	<b>1 654</b>	<b>1 602</b>	<b>1 542</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

**Tableau 4 : Effectif des agents hors DGTCP par catégorie et par sexe de 2016 à 2021**

Catégorie	Sexe	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Catégorie A	Féminin	39	39	35	32	48	53
	Masculin	273	271	265	221	293	311
Catégorie B	Féminin	21	21	23	17	24	26
	Masculin	146	146	145	133	150	157
Catégorie C	Féminin	13	13	13	12	13	9
	Masculin	41	41	41	37	27	30
<b>Total</b>		<b>533</b>	<b>531</b>	<b>522</b>	<b>452</b>	<b>555</b>	<b>586</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

**Tableau 5 : Effectif des agents en activité à la DGTCP selon l'ancienneté de 2016 à 2021**

Groupe d'ancienneté	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Moins de 10 ans	937	861	847	778	710	501
10-19 ans	421	477	554	597	611	731
20-29 ans	147	168	201	237	234	246
30-40 ans	29	32	36	42	47	64
<b>Total</b>	<b>1 534</b>	<b>1 538</b>	<b>1 638</b>	<b>1 654</b>	<b>1 602</b>	<b>1 542</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

**Tableau 6 : Effectif des agents hors DGTCP selon l'ancienneté de 2016 à 2021**

Groupe d'ancienneté	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Moins de 10 ans	240	203	162	111	88	87
10-19 ans	210	237	264	242	317	337
20-29 ans	72	80	85	89	132	130
30-40 ans	11	11	11	10	18	32
<b>Total</b>	<b>533</b>	<b>531</b>	<b>522</b>	<b>452</b>	<b>555</b>	<b>586</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

**Tableau 7 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par direction de 2016 à 2021**

Direction	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Structures centrales</b>	<b>716</b>	<b>720</b>	<b>746</b>	<b>753</b>	<b>752</b>	<b>713</b>
<b>Direction générale</b>	<b>29</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>28</b>
<b>Services d'appui à la direction générale</b>	<b>109</b>	<b>107</b>	<b>110</b>	<b>111</b>	<b>115</b>	<b>104</b>
Inspection technique du trésor (ex-Inspection générale du trésor)	25	24	24	25	22	21
Cellule d'appui technique <sup>2</sup>	8	8	8	8	7	6
Service de la communication et des relations publiques <sup>(a)</sup>	0	0	0	0	1	1
Service financier et du matériel	39	39	41	41	36	0
Service de l'administration des finances <sup>3</sup>	na	na	na	na	1	12
Bureau comptable matières secondaire	na	na	na	na	1	29
Service des archives et de la documentation	9	9	9	10	9	10
Service des ressources humaines	28	27	28	27	37	20
Service de la qualité, de l'innovation et des réformes <sup>4</sup>	na	na	na	na	1	5
<b>Direction de service</b>	<b>210</b>	<b>214</b>	<b>223</b>	<b>225</b>	<b>222</b>	<b>188</b>
Agence judiciaire du trésor <sup>5</sup>	44	45	45	46	39	0
Direction de la dette publique	42	43	45	45	45	45
Direction de la surveillance et du contrôle des systèmes financiers décentralisés	18	18	18	18	19	21
Direction de l'informatisation du trésor	20	20	20	20	19	20
Direction des affaires monétaires et financières	32	32	34	34	33	32
Direction des assurances	17	17	18	18	20	21
Direction des études et de la législation financière	24	25	28	29	31	33

<sup>2</sup> Les effectifs de la cellule d'appui technique incluent le chef de SCRP de 2016 à 2019. Quant aux autres agents du SCRP, ils ont été pris en compte dans leurs services d'origine.

<sup>3</sup> Eclatement du service financier et du matériel en service de l'administration des finances et du Bureau comptable matières secondaire avec nomination des premiers responsables (Cf. Arrêté N°000324/MINEFID/SG/DGTCP portant attributions, organisation et fonctionnement de la DGTCP du 09/07/2020).

<sup>4</sup> Article 23 de l'arrêté N°000324/MINEFID/SG/DGTCP portant attributions, organisation et fonctionnement de la DGTCP du 09/07/2020

<sup>5</sup> Agence judiciaire du trésor devenue Agence judiciaire de l'Etat suivant le décret N°2020-0336/PRES/PM/MINEFID/MJ du 08 mai 2020, portant création, missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence judiciaire de l'Etat. L'AJE est désormais rattachée au Cabinet du MEFP.



Direction	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Direction du suivi des opérations financières de l'État	13	14	15	15	16	16
<b>Structures comptables centrales</b>	<b>274</b>	<b>274</b>	<b>288</b>	<b>289</b>	<b>292</b>	<b>295</b>
Agence comptable centrale du trésor	82	82	88	89	90	92
Paierie générale	95	95	100	100	104	104
Recette générale	97	97	100	100	98	99
<b>Trésorerie des missions diplomatiques et consulaires</b>	<b>94</b>	<b>94</b>	<b>94</b>	<b>96</b>	<b>95</b>	<b>98</b>
<b>Structures déconcentrées</b>	<b>818</b>	<b>818</b>	<b>892</b>	<b>901</b>	<b>850</b>	<b>829</b>
Trésorerie régionale de la Boucle du Mouhoun	54	55	62	62	59	59
Trésorerie régionale de l'Est	47	47	55	56	56	48
Trésorerie régionale des Cascades	55	55	59	59	50	47
Trésorerie régionale des Hauts Bassins	99	99	106	107	104	101
Trésorerie régionale du Centre	125	124	128	130	130	136
Trésorerie régionale du Centre-Est	51	51	58	59	52	52
Trésorerie régionale du Centre-Nord	62	62	67	67	62	60
Trésorerie régionale du Centre-Ouest	80	80	88	89	87	82
Trésorerie régionale du Centre-Sud	47	47	51	51	47	46
Trésorerie régionale du Nord	57	57	62	64	57	56
Trésorerie régionale du Plateau Central	48	48	51	51	49	50
Trésorerie régionale du Sahel	46	46	52	52	48	43
Trésorerie régionale du Sud-Ouest	47	47	53	54	49	49
<b>Total</b>	<b>1 534</b>	<b>1 538</b>	<b>1 638</b>	<b>1 654</b>	<b>1 602</b>	<b>1542</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

**Tableau 8 : Effectif des agents en activité à la DGTCP par emploi de 2016 à 2021**

Emploi	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Emplois spécifiques	1 232	1 232	1 331	1 345	1 307	<b>1254</b>
Inspecteur du trésor et assimilés	540	540	571	573	552	531
Contrôleur du trésor et assimilés	415	415	442	449	438	424
Agent de recouvrement du trésor et assimilés	277	277	318	323	317	299
<b>Emplois non spécifiques</b>	<b>302</b>	<b>306</b>	<b>307</b>	<b>309</b>	<b>295</b>	<b>288</b>
Adjoint administratif	8	8	8	8	5	5
Adjoint de secrétariat	8	10	11	12	13	11
Agent communal	7	7	7	7	6	6
Agent de bureau	113	113	113	113	113	111
Agent de liaison	36	37	37	37	35	35
Agent de poursuite	7	7	7	7	7	6

Emploi	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Agent de recouvrement	4	4	4	4	4	6
Aide archiviste	0	0	0	1	1	2
Aide comptable	6	6	6	6	6	5
Archiviste	2	2	2	2	3	3
Assistant en gestion des ressources humaines	2	2	2	2	2	2
Assistant juridique	0	1	1	1	1	0
Attache en études et analyses	3	3	3	3	3	0
Chauffeur	46	46	46	46	43	41
Comptable	11	11	11	11	11	11
Gardien	1	1	1	1	0	0
Gendarme	2	2	2	2	1	1
Gestionnaire	2	2	2	2	2	2
Informaticien	9	9	9	9	8	8
Juriste	1	1	1	1	1	0
Manceuvre	10	10	10	10	10	10
Secrétaire	15	15	15	15	12	13
Secrétaire dactylographe	2	2	2	2	2	3
Secrétaire de direction	4	4	4	4	4	5
Standardiste	3	3	3	3	2	2
<b>Total</b>	<b>1 534</b>	<b>1 538</b>	<b>1 638</b>	<b>1 654</b>	<b>1 602</b>	<b>1542</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

**Tableau 9 : Effectif des agents de la DGTCP en activité par tranche d'âge de 2016 à 2021**

Tranche d'âge	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Moins de 20 ans	0	0	1	3	0	0
20-29 ans	151	98	125	80	64	42
30-39 ans	760	746	735	706	644	563
40-49 ans	502	542	601	640	648	664
50-60 ans	121	152	176	225	246	273
<b>Total</b>	<b>1 534</b>	<b>1 538</b>	<b>1 638</b>	<b>1 654</b>	<b>1 602</b>	<b>1 542</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

**Tableau 10 : Effectif des agents hors DGTCP par tranche d'âge de 2016 à 2021**

Tranche d'âge	2016	2017	2018	2019	2020	2021
20-29 ans	22	14	9	4	2	4
30-39 ans	275	246	199	162	151	156
40-49 ans	182	199	232	210	283	292
50-60 ans	54	72	82	76	119	134
<b>Total</b>	<b>533</b>	<b>531</b>	<b>522</b>	<b>452</b>	<b>555</b>	<b>586</b>

Source : DGTCP/SRH/SGRH

## 2.2 Ressources matérielles

**Tableau 11 : Situation du matériel de la DGTCP de 2020 à 2021**

Désignation	2020	2021
<b>Matériel et mobilier de bureau et de logement</b>	<b>nd</b>	<b>12287</b>
Matériel de bureau et de logement	nd	2629
Mobilier de bureau	nd	9520
Matériel de communication audio-visuel	nd	50
Matériel et outillage spécifique	nd	88
<b>Matériel informatique</b>	<b>2742</b>	<b>2953</b>
<b>Matériel roulant</b>	<b>118</b>	<b>218</b>
Deux roues	nd	125
Quatre roues et plus	118	93

Source : DGTCP/BCMS/SIGCM

**Tableau 12 : Situation des immobilisations de la DGTCP de 2020 à 2021**

Désignation	2020	2021
Terrains	nd	15
Bâtiments administratifs à usage de bureau	nd	50
Bâtiments administratifs à usage de logement	nd	81
Bâtiments administratifs à usage technique	nd	22
Bâtiments administratifs à usage spécifique	nd	174
Ouvrage d'art et infrastructures	nd	24

Source : DGTCP/BCMS/SIGCM

# 2ème Partie

**GESTION OPTIMALE DES  
DENIERS PUBLICS**

**Chapitre  
3**

**Présivion et mobilisation des  
ressources financières  
et gestion de la trésorerie**

**Tableau 13 : Prévisions de recettes, hors recettes des collectivités territoriales par régie, en milliards de FCFA selon la dernière Loi de Finances Rectificative**

Régies de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Direction générale des impôts	433,8	534,1	587,7	520,6	622,9	720,7	746,9	869,1	433,8	946,7
Direction générale des douanes	383,3	500,0	550,8	430,3	512,0	603,6	572,9	665,0	383,3	662,3
Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	114,5	120,9	103,8	112,0	151,9	120,5	183,9	303,5	114,5	208,5
<i>dont Ecart avec les données de la Recette Générale</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-26,9	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>931,6</b>	<b>1 155,0</b>	<b>1 242,3</b>	<b>1 062,8</b>	<b>1 286,8</b>	<b>1 444,8</b>	<b>1 503,7</b>	<b>1 837,6</b>	<b>1 672,3</b>	<b>1 817,5</b>
<i>dont CAST Crédit TVA pris en compte</i>	na	na	na	na	na	na	na	50,0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

CAST : Compte d'Affectation Spéciale du Trésor

L'écart de 26,9 milliards de FCFA en plus dans les annexes du TOFE correspond aux prévisions de la cession des actions de l'Office nationale des télécommunications non pris en compte dans les données de la Recette Générale.

**Tableau 14 : Prévisions révisées de recettes, hors recettes des collectivités territoriales, par régie en milliards de FCFA selon le programme Facilité Elargie de Crédit**

Programmes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Direction générale des impôts	433,8	529,6	587,7	502,6	597,8	699,1	754,2	844,3	778,4	na
Direction générale des douanes	383,3	506,0	550,8	427,7	532,6	587,6	573,7	649,0	644,9	na
Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	92,4	120,9	103,8	130,4	143,0	128,1	175,1	298,9	224,7	na
<b>Total</b>	<b>909,5</b>	<b>1 156,4</b>	<b>1 242,3</b>	<b>1 060,7</b>	<b>1 273,4</b>	<b>1 414,8</b>	<b>1 503,0</b>	<b>1 792,2</b>	<b>1 648,0</b>	<b>na</b>

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

**Tableau 15 : Réalisations des recettes, hors recettes des collectivités territoriales, par régie en milliards de FCFA**

Régies de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
Direction générale des impôts	464,7	521,5	521,9	503,5	595,0	673,4	723,5	845,1	806,9	1 028,8
<i>dont Ecart avec l'annuaire statistique MEFP<sup>(1)</sup></i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,5	-55,0	-24,1
Direction générale des douanes	432,9	476,1	425,5	431,7	488,2	575,2	639,2	588,1	582,3	672,3
<i>dont Ecart avec l'annuaire statistique MEFP<sup>(2)</sup></i>	+8,2	0,0	+5,8	+8,8	0,0	0,0	0,0	-50,2	-29,0	-23,7
Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	106,6	121,4	119,3	116,7	148,8	149,1	204,7	323,2	279,6	253,9
<i>dont Ecart avec l'annuaire statistique MEFP<sup>(3)</sup></i>	0,0	+0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-26,7	-0,5	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>1 004,1</b>	<b>1 119,1</b>	<b>1 066,7</b>	<b>1 051,9</b>	<b>1 232,0</b>	<b>1 397,7</b>	<b>1 567,4</b>	<b>1 756,5</b>	<b>1 668,9</b>	<b>1 955,1</b>

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

(1) L'écart constaté en 2019 s'explique par la non prise en compte des données définitives. Les recettes de la DGI sont enregistrées nettes du crédit TVA, ce qui justifie les écarts de 55,0 milliards de FCFA en 2020 et 24,1 milliards de FCFA en 2021 par rapport aux données de l'annuaire statistique du MEFP.

(2) Les écarts constatés entre 2012 et 2015 au niveau de la DGD s'expliquent par la non prise en compte des données définitives.

Les recettes de la DGD sont enregistrées nettes du crédit TVA, ce qui justifie les écarts de 50,2 milliards de FCFA en 2019, de 29,0 milliards de FCFA en 2020 et de 23,7 milliards de FCFA en 2021 par rapport aux données de l'annuaire statistique du MEFP.

(3) Les écarts constatés en 2013 et 2019 s'expliquent par la non prise en compte des données définitives.

L'écart de 26,7 milliards de FCFA constaté en 2018 correspond à la cession des actions de l'Office nationale des télécommunications non pris en compte dans l'annuaire statistique du MEFP.

**Tableau 16 : Prévisions de recettes en milliards de FCFA selon la dernière Loi de Finances Rectificative (Nomenclature TOFE)**

Natures de recettes <sup>6</sup>	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
<b>Recettes totales<sup>7</sup></b>	<b>924,7</b>	<b>1 147,8</b>	<b>1 238,3</b>	<b>1 059,9</b>	<b>1 283,9</b>	<b>1 441,0</b>	<b>1 473,7</b>	<b>1 828,3</b>	<b>1 662,7</b>	<b>1 807,4</b>
<b>Recettes courantes</b>	<b>924,7</b>	<b>1 147,7</b>	<b>1 238,2</b>	<b>1 059,1</b>	<b>1 283,9</b>	<b>1 441,0</b>	<b>1 473,7</b>	<b>1 828,3</b>	<b>1 662,7</b>	<b>1 807,4</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>812,1</b>	<b>1 022,2</b>	<b>1 129,8</b>	<b>944,9</b>	<b>1 127,3</b>	<b>1 315,5</b>	<b>1 313,9</b>	<b>1 526,0</b>	<b>1 439,6</b>	<b>1 597,3</b>
Impôts sur les revenus et bénéfices	229,4	296,5	319,0	245,6	307,4	355,0	373,5	449,9	438,8	470,2
Impôts à la charge de l'employeur sur les salaires ou sur la main-d'œuvre	5,2	6,9	7,5	8,0	8,9	10,4	10,8	14,2	12,5	16,3
Impôts sur la propriété	5,1	6,8	7,8	8,0	10,3	11,4	11,4	9,3	9,7	65,0
Impôts et taxes sur les biens et services	416,8	514,1	602,7	523,0	607,4	730,4	720,1	827,0	759,8	825,3
Impôts sur commerce international	149,8	190,9	185,0	152,5	182,7	198,8	186,7	212,2	204,7	218,2
Autres recettes fiscales	5,8	6,9	7,7	7,9	10,6	9,6	11,4	13,3	14,0	2,2
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>112,5</b>	<b>125,5</b>	<b>108,4</b>	<b>114,1</b>	<b>156,6</b>	<b>125,5</b>	<b>159,8</b>	<b>302,3</b>	<b>223,1</b>	<b>210,2</b>
Droits frais administratifs	4,6	5,3	9,4	6,8	6,9	6,0	6,3	7,0	6,3	6,3

<sup>6</sup> Les données financières du TOFE sont compilées selon la méthodologie du MSFP 1986.

<sup>7</sup> Les recettes totales selon la nomenclature TOFE n'intègrent pas les recettes en capital, excepté celles de la DGI.

Natures de recettes <sup>6</sup>	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
Ventes non industrielles	50,8	30,1	31,3	27,5	31,4	33,4	28,9	147,4	74,7	66,0
Amendes et condamnations pécuniaires	1,9	1,9	2,0	2,2	2,5	2,3	3,8	2,5	3,0	2,9
Produits financiers	12,4	9,5	10,1	12,0	40,1	19,2	36,9	26,8	30,3	30,3
Autres recettes non fiscales	42,9	78,6	55,5	65,6	75,7	64,6	83,9	118,6	108,9	104,8
<b>Recettes en capital</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Cession des immobilisations incorporelles	0,0	0,2	0,2	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres recettes en capital non ventilées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

Tableau 17 : Prévisions révisées des recettes en milliards de FCFA selon le programme Facilité Elargie de Crédit (nomenclature TOFE)

Natures de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Recettes totales</b>	<b>902,5</b>	<b>1 147,9</b>	<b>1 238,3</b>	<b>1 057,8</b>	<b>1 270,5</b>	<b>1 411,0</b>	<b>1 473,0</b>	<b>1 783,0</b>	<b>1 648,0</b>	na
<b>Recettes courantes</b>	<b>902,5</b>	<b>1 147,7</b>	<b>1 238,1</b>	<b>1 057,8</b>	<b>1 270,5</b>	<b>1 411,0</b>	<b>1 473,0</b>	<b>1 783,0</b>	<b>1 648,0</b>	na
<b>Recettes fiscales</b>	<b>812,1</b>	<b>1 031,2</b>	<b>1 129,8</b>	<b>927,4</b>	<b>1 121,6</b>	<b>1 276,0</b>	<b>1 314,0</b>	<b>1 481,0</b>	<b>1 411,0</b>	na
Impôts sur les revenus et bénéfiques	229,4	302,7	319,0	231,9	299,3	344,4	375,1	436,8	430,1	na
Impôts à la charge de l'employeur sur les salaires ou sur la main-d'œuvre	5,2	6,9	7,5	7,8	7,7	10,1	10,8	13,6	12,3	na
Impôts sur la propriété	5,1	7,6	7,8	9,0	8,9	11,0	11,5	9,1	9,5	na
Impôts et taxes sur les biens et services	416,8	514,7	602,7	526,9	600,9	708,4	719,2	797,1	744,7	na
Impôts sur commerce international	149,8	193,1	185,0	144,0	195,6	192,8	185,9	211,4	200,7	na
Autres recettes fiscales	5,8	6,2	7,7	7,7	9,2	9,3	11,4	13,0	13,7	na
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>90,4</b>	<b>116,5</b>	<b>108,4</b>	<b>130,4</b>	<b>148,9</b>	<b>135,0</b>	<b>159,0</b>	<b>302,0</b>	<b>237,0</b>	na
Droits frais administratifs	4,6	5,3	9,4	6,9	6,9	6,8	6,5	7,0	6,7	na
Ventes non industrielles	30,8	22,5	31,3	30,5	33,7	36,2	32,2	151,5	79,4	na
Amendes et condamnations pécuniaires	1,9	1,9	2,0	8,0	2,9	2,6	3,9	2,6	3,2	na
Produits financiers	10,2	9,5	10,1	25,3	29,4	21,7	27,3	27,1	32,1	na
Autres recettes non fiscales	42,9	77,3	55,5	59,8	76,0	67,6	89,1	113,8	115,7	na
<b>Recettes en capital</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	na
Cession des immobilisations incorporelles	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na
Autres recettes en capital non ventilées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE



Tableau 18 : Réalisations des recettes en milliards de FCFA selon la nomenclature TOFE

Natures de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>8</sup>	2020	2021*
<b>Recettes totales</b>	<b>998,9</b>	<b>1 117,4</b>	<b>1 064,7</b>	<b>1 047,9</b>	<b>1 230,5</b>	<b>1 389,3</b>	<b>1 530,9</b>	<b>1 747,7</b>	<b>1 659,4</b>	<b>1 946,6</b>
<b>Recettes courantes</b>	<b>998,8</b>	<b>1 117,3</b>	<b>1 064,7</b>	<b>1 047,9</b>	<b>1 230,5</b>	<b>1 389,3</b>	<b>1 530,9</b>	<b>1 747,7</b>	<b>1 659,1</b>	<b>1 946,6</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>890,8</b>	<b>992,6</b>	<b>940,7</b>	<b>929,3</b>	<b>1 075,4</b>	<b>1 238,2</b>	<b>1 354,3</b>	<b>1 424,9</b>	<b>1 377,0</b>	<b>1 687,5</b>
Impôts sur les revenus et bénéfiques	256,0	277,2	262,6	234,6	285,8	323,3	375,3	448,6	457,1	572,6
Impôts à la charge de l'employeur sur les salaires ou sur la main-d'œuvre	5,9	7,3	7,4	7,9	8,8	10,8	12,4	13,2	14,6	16,2
Impôts sur la propriété	5,8	7,2	9,4	7,5	10,7	8,4	7,8	8,6	10,3	58,9
Impôts et taxes sur les biens et services	467,5	523,4	509,6	528,9	601,6	702,9	744,9	746,8	701,2	822,5
Impôts sur commerce international	148,6	168,6	143,7	142,9	159,1	181,2	202,5	195,9	185,3	215,8
Autres recettes fiscales	7,0	8,9	7,9	7,5	9,3	11,6	11,4	11,6	8,6	1,4
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>108,0</b>	<b>124,7</b>	<b>124,0</b>	<b>118,7</b>	<b>155,1</b>	<b>151,0</b>	<b>176,6</b>	<b>322,8</b>	<b>282,1</b>	<b>259,1</b>
Droits frais administratifs	4,2	4,7	5,2	5,2	5,7	6,3	6,6	6,6	4,7	5,8
Ventes non industrielles	34,4	46,1	27,9	29,2	34,7	35,6	30,0	151,7	83,8	70,3
Amendes et condamnations pécuniaires	2,1	3,2	4,1	6,9	17,4	2,0	2,6	2,4	3,1	2,2
Produits financiers	15,1	21,6	30,0	20,0	29,5	33,4	39,0	45,3	58,8	53,3
Autres recettes non fiscales	52,3	49,1	56,9	57,4	67,7	73,7	98,4	116,8	131,6	127,6
<b>Recettes en capital</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0-</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>
Cession des immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
Autres recettes en capital non ventilées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

\* : Données provisoires

<sup>8</sup> Les données ont été actualisées pour tenir compte de la réduction du montant de 50 milliards de FCFA sur la TVA (remboursement crédit) en lien avec les négociations du FMI.

**Tableau 19 : Prévisions des recettes par groupe d'Unités de recouvrement en milliards de FCFA selon la dernière Loi de Finances Rectificative**

Groupes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recette Générale	68,5	45,0	40,3	37,8	48,6	46,9	92,1	194,5	112,8	90,6
Perception Spécialisée	45,8	75,8	63,3	73,9	102,9	73,3	91,5	108,7	108,3	117,0
Institutions	0,2	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
<i>dont écart avec l'annuaire statistique MEFP</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-26,9	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>114,5</b>	<b>120,9</b>	<b>103,8</b>	<b>112,0</b>	<b>151,9</b>	<b>120,5</b>	<b>183,8</b>	<b>303,5</b>	<b>221,3</b>	<b>208,5</b>

Source : DGTCP/RG/Situations annuelles de recouvrement

**Tableau 20: Réalisation par groupe d'Unités de recouvrement en milliards de FCFA**

Groupes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recette Générale	51,1	68,5	65,6	58,8	64,7	74,5	89,2	226,8	150,2	142,8
Perception Spécialisée	55,3	52,9	53,4	57,8	84,0	74,5	89,0	96,1	129,1	110,6
Institutions	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,3	0,4
<i>dont écart avec l'annuaire statistique MEFP</i>	0,0	+0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-26,7	-0,5	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>106,6</b>	<b>121,5</b>	<b>119,3</b>	<b>116,7</b>	<b>148,8</b>	<b>149,1</b>	<b>178,5</b>	<b>323,2</b>	<b>279,6</b>	<b>253,9</b>

Source : DGTCP/RG/Situations annuelles des réalisations

**Tableau 21 : Prévisions des recettes par nature de la DGTCP en milliards de FCFA selon la dernière Loi de Finances Rectificative**

Codes budgétaires	Nature de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
219	Cession des actifs de l'Etat	6,9	7,1	4,0	2,9	2,9	3,8	30,0	9,2	0,0	0,0
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	4,2	4,9	5,5	5,6	4,8	4,5	4,4	4,3	3,9	4,9
719	Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1
722	Droits et frais administratifs	46,2	18,8	26,6	23,8	25,8	26,8	21,3	141,7	71,9	55,9
723	Amendes et condamnations pécuniaires	1,9	1,9	2,0	2,2	2,5	2,3	3,8	2,5	2,8	2,8
724	Intérêts sur traite en douane	12,3	9,5	10,1	11,9	40,1	18,6	36,6	26,6	0,1	30,1
729	Autres recettes non fiscales	42,9	78,6	55,5	65,6	75,7	64,6	83,9	118,6	142,6	104,8
	<b>Total</b>	<b>114,5</b>	<b>120,9</b>	<b>103,8</b>	<b>112,0</b>	<b>151,9</b>	<b>120,5</b>	<b>179,9</b>	<b>302,9</b>	<b>221,3</b>	<b>208,5</b>

Source : DGTCP/RG/Situations annuelles des réalisations

**Tableau 22 : Prévisions révisées des recettes par nature de la DGTCF en milliards de FCFA selon le programme Facilité Elargie de Crédit**

Codes budgétaires	Natures de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
219	Cession des actifs de l'Etat	6,9	7,1	4,0	2,9	2,9	3,8	30,0	9,2	0,0	na
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	4,2	4,9	5,5	5,6	4,8	4,3	3,6	4,2	2,6	na
719	Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na
722	Droits et frais administratifs	26,2	18,8	26,6	29,0	27,0	28,7	21,6	141,8	71,5	na
723	Amendes et condamnations pécuniaires	1,9	1,9	2,0	8,0	2,9	2,6	3,9	2,6	3,0	na
724	Intérêts sur traite en douane	10,2	9,5	10,1	25,2	29,3	21,0	26,9	26,7	31,9	na
729	Autres recettes non fiscales	42,9	77,3	55,5	59,8	76,0	67,6	89,1	113,8	115,7	na
<b>Total</b>		<b>92,4</b>	<b>119,5</b>	<b>103,8</b>	<b>130,4</b>	<b>143,0</b>	<b>128,1</b>	<b>175,0</b>	<b>298,3</b>	<b>224,7</b>	<b>na</b>

Source : DGTCF/RG/Situations annuelles des réalisations

**Tableau 23: Réalisations des recettes par nature de la DGTCF (en milliards de FCFA)**

Codes budgétaires	Nature de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
219	Cession des actifs de l'Etat	5,2	1,7	2,0	4,0	1,5	8,4	36,5	8,8	0,0	0,0
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	2,6	4,6	1,9	3,7	4,3	3,2	5,2	5,1	2,1	1,9
719	Autres recettes fiscales	1,0	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,5
722	Droits et frais administratifs	28,3	39,0	24,5	25,2	28,5	28,4	22,9	144,6	74,9	60,9
723	Amendes et condamnations pécuniaires	2,1	3,2	4,1	6,9	17,4	2,0	2,6	2,2	2,9	2,2
724	Intérêts sur traite en douane	15,1	21,5	29,9	19,5	29,3	33,3	38,8	45,1	0,0	53,0
729	Autres recettes non fiscales	52,3	49,1	56,9	57,4	67,7	73,7	96,1	115,9	199,7	127,6
<b>Total</b>		<b>106,6</b>	<b>121,4</b>	<b>119,3</b>	<b>116,7</b>	<b>148,8</b>	<b>149,0</b>	<b>202,2</b>	<b>321,6</b>	<b>279,6</b>	<b>253,9</b>

Source : DGTCF/RG/Situations annuelles des réalisations

**Tableau 24 : Situation des précomptes effectués par la DGTCP pour le compte de la DGI, de la DGD et de l'ARCOP (en millions de FCFA)**

Précomptes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>DGI</b>	<b>3 573,7</b>	<b>1 642,2</b>	<b>2 991,1</b>	<b>1 992,7</b>	<b>2 745,8</b>	<b>3 546,9</b>	<b>5 245,6</b>	<b>7 688,2</b>	<b>3 336,8</b>	<b>7 126,74</b>
ATD	2 662,8	824,2	1 996,2	782,8	1 282,9	1 357,4	2 360,0	5 035,5	953,8	735,3
IRF	359,3	353,8	392,2	576,5	748,3	607,8	625,5	822,0	667,5	708,9
Acompte BIC	551,5	464,2	602,7	633,4	714,5	1 581,7	2 260,1	1 830,7	1 715,5	5682,6
<b>DGD</b>	<b>0,0</b>	<b>26,2</b>	<b>453,0</b>	<b>59,0</b>	<b>16,7</b>	<b>89,9</b>	<b>112,0</b>	<b>48,1</b>	<b>65,8</b>	<b>42,2</b>
ATD	0,0	26,2	453,0	59,0	16,7	89,9	112,0	48,1	65,8	42,2
<b>ARCOP</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>710,3</b>
Redevance de régulation	na	na	na	na	na	na	na	na	na	710,3
<b>Total Général</b>	<b>3 573,7</b>	<b>1 668,4</b>	<b>3 444,0</b>	<b>2 051,7</b>	<b>2 762,5</b>	<b>3 636,8</b>	<b>5 357,6</b>	<b>7 736,3</b>	<b>3 402,5</b>	<b>7 879,22</b>

Source : DGTCP/PG/Circuit informatisé de la dépense

ATD : Avis à tiers détenteurs

IRF : Impôt sur le revenu foncier

BIC : Bénéfices industriels et commerciaux

**Tableau 25: Prévisions des recettes des collectivités territoriales par région et par acteur (en millions de FCFA)**

Acteurs par Région	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Boucle du Mouhoun</b>	<b>6 292,3</b>	<b>7 166,8</b>	<b>7 390,9</b>	<b>8 269,2</b>	<b>7 082,6</b>	<b>11 847,7</b>	<b>13 952,4</b>	<b>12 637,5</b>	<b>17 991,4</b>	<b>19 771,1</b>
Trésor	470,3	649,1	538,9	568,8	526,8	768,3	1 177,7	1 236,9	1 423,5	1 447,3
DGI	516,5	553,4	606,7	598,4	519,8	527,3	957,2	1 180,2	1 150,2	1 292,6
Autres	5 305,4	5 964,2	6 245,2	7 102,0	6 036,1	10 552,1	11 817,5	10 220,4	15 417,7	17 031,2
<b>Cascades</b>	<b>3 772,2</b>	<b>4 281,4</b>	<b>4 950,8</b>	<b>3 288,0</b>	<b>3 392,7</b>	<b>5 353,1</b>	<b>4 032,0</b>	<b>4 536,2</b>	<b>5 354,5</b>	<b>12 076,5</b>
Trésor	243,5	325,0	266,5	296,9	263,3	546,7	693,3	947,0	800,9	962,1
DGI	497,5	509,8	540,9	531,1	520,0	649,7	623,6	620,2	531,6	724,5
Autres	3 031,2	3 446,6	4 143,4	2 460,1	2 609,4	4 156,8	2 715,0	2 969,0	4 022,1	10 389,9
<b>Centre</b>	<b>28 270,4</b>	<b>20 803,3</b>	<b>35 291,5</b>	<b>70 927,8</b>	<b>62 533,7</b>	<b>50 663,6</b>	<b>79 500,2</b>	<b>68 473,1</b>	<b>63 756,9</b>	<b>41 376,7</b>
Trésor	3 468,0	3 620,9	3 902,7	3 504,8	3 694,0	4 102,5	6 192,3	5 667,9	7 292,4	7 710,3
DGI	12 051,3	13 490,3	14 007,5	13 661,9	14 616,5	18 362,1	18 101,0	22 352,8	26 158,6	26 067,5
Autres	12 751,2	3 692,1	17 381,3	53 761,1	44 223,3	28 199,0	55 207,0	40 452,5	30 305,9	7 598,9
<b>Centre Est</b>	<b>4 803,2</b>	<b>6 856,8</b>	<b>6 485,9</b>	<b>7 503,4</b>	<b>8 601,3</b>	<b>11 230,4</b>	<b>9 657,9</b>	<b>9 563,2</b>	<b>9 187,1</b>	<b>10 204,8</b>
Trésor	483,6	511,8	672,6	679,9	654,3	833,4	972,1	750,7	1 011,2	1 246,9
DGI	478,3	691,0	733,2	661,3	618,7	615,2	696,1	771,1	827,3	1 119,0
Autres	3 841,3	5 654,0	5 080,1	6 162,2	7 328,3	9 781,8	7 989,6	8 041,4	7 348,6	7 838,9
<b>Centre Nord</b>	<b>5 269,6</b>	<b>6 437,8</b>	<b>7 858,0</b>	<b>8 427,8</b>	<b>9 263,9</b>	<b>12 742,7</b>	<b>12 695,9</b>	<b>14 049,8</b>	<b>20 635,5</b>	<b>19 792,2</b>
Trésor	384,7	328,0	493,8	682,2	566,8	616,4	1 095,0	1 511,8	1 408,9	1 343,6
DGI	259,7	416,0	391,5	301,5	330,2	583,0	811,7	2 212,6	2 362,9	2 765,4

Acteurs par Région	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Autres	4 625,2	5 693,8	6 972,6	7 444,1	8 366,9	11 543,4	10 789,3	10 325,5	16 863,6	15 683,1
<b>Centre Ouest</b>	<b>7 119,4</b>	<b>6 563,3</b>	<b>10 268,7</b>	<b>11 528,8</b>	<b>11 203,4</b>	<b>16 922,6</b>	<b>16 022,0</b>	<b>15 112,5</b>	<b>17 708,9</b>	<b>18 607,9</b>
Trésor	1 295,6	406,7	634,9	583,5	611,6	775,4	1 017,9	1 079,1	1 032,9	1 166,6
DGI	569,5	458,2	641,3	554,9	481,1	665,2	708,4	723,7	892,3	1 238,0
Autres	5 254,3	5 698,4	8 992,5	10 390,4	10 110,8	15 482,0	14 295,8	13 309,7	15 783,7	16 203,2
<b>Centre Sud</b>	<b>3 384,5</b>	<b>3 734,7</b>	<b>4 096,0</b>	<b>3 909,0</b>	<b>5 525,6</b>	<b>8 651,4</b>	<b>5 439,4</b>	<b>7 862,1</b>	<b>10 513,6</b>	<b>9 351,9</b>
Trésor	288,4	381,8	457,3	383,3	769,3	596,7	836,7	856,9	1 130,0	1 467,9
DGI	199,3	214,1	222,2	216,7	223,3	263,0	212,8	311,3	305,4	418,5
Autres	2 896,8	3 138,8	3 416,5	3 309,0	4 533,0	7 791,6	4 389,9	6 693,9	9 078,1	7 465,5
<b>Est</b>	<b>5 239,6</b>	<b>4 996,2</b>	<b>5 488,3</b>	<b>5 902,5</b>	<b>6 618,9</b>	<b>12 761,6</b>	<b>18 245,5</b>	<b>13 481,9</b>	<b>18 308,7</b>	<b>23 344,5</b>
Trésor	437,1	521,1	775,3	603,3	563,5	746,9	895,5	1 107,8	699,1	998,0
DGI	585,8	726,2	789,6	702,4	693,7	693,1	706,5	772,0	387,5	807,7
Autres	4 216,7	3 749,0	3 923,5	4 596,8	5 361,8	11 321,5	16 643,4	11 602,1	17 222,1	21 538,7
<b>Hauts Bassins</b>	<b>7 665,7</b>	<b>9 390,0</b>	<b>10 477,6</b>	<b>11 668,3</b>	<b>11 668,3</b>	<b>10 581,4</b>	<b>16 231,4</b>	<b>15 978,2</b>	<b>19 159,5</b>	<b>20 909,7</b>
Trésor	1 009,4	923,5	1 143,6	1 356,1	1 356,1	1 596,8	1 974,2	3 174,5	2 431,5	2 446,8
DGI	2 842,8	2 828,7	3 013,4	2 949,9	2 949,9	2 875,4	4 719,1	5 391,2	5 375,6	6 715,4
Autres	3 813,6	5 637,8	6 320,7	7 362,3	7 362,3	6 109,2	9 538,1	7 412,5	11 352,5	11 747,4
<b>Nord</b>	<b>6 518,1</b>	<b>6 214,6</b>	<b>5 671,7</b>	<b>7 499,0</b>	<b>7 430,6</b>	<b>12 879,2</b>	<b>14 628,3</b>	<b>14 797,5</b>	<b>18 634,5</b>	<b>21 956,6</b>
Trésor	396,8	418,0	508,6	562,4	474,4	631,6	735,2	495,4	722,1	725,9
DGI	399,3	453,7	558,5	432,9	454,2	425,3	505,4	461,2	404,1	570,8
Autres	5 722,0	5 342,9	4 604,6	6 503,7	6 502,1	11 822,3	13 387,6	13 841,0	17 508,4	20 659,9
<b>Plateau Central</b>	<b>3 803,5</b>	<b>4 225,3</b>	<b>4 877,7</b>	<b>5 242,2</b>	<b>5 050,5</b>	<b>6 849,4</b>	<b>6 395,0</b>	<b>6 269,9</b>	<b>6 927,2</b>	<b>9 156,4</b>
Trésor	299,9	276,3	323,3	273,3	315,9	421,9	952,9	715,7	627,9	740,8
DGI	402,5	411,6	520,2	377,7	392,5	468,4	565,9	619,0	568,5	668,4
Autres	3 101,1	3 537,5	4 034,2	4 591,3	4 342,2	5 959,2	4 876,3	4 935,2	5 730,8	7 747,2
<b>Sahel</b>	<b>3 921,2</b>	<b>4 857,4</b>	<b>7 674,3</b>	<b>7 207,8</b>	<b>6 874,0</b>	<b>9 799,5</b>	<b>10 378,9</b>	<b>9 211,0</b>	<b>10 605,3</b>	<b>9 786,7</b>
Trésor	313,3	410,2	566,3	585,3	620,5	570,5	749,6	656,4	769,5	892,6
DGI	203,1	207,1	232,8	216,7	200,1	585,1	1 705,1	1 762,7	1 764,0	2 110,3
Autres	3 404,8	4 240,0	6 875,2	6 405,7	6 053,5	8 643,9	7 924,2	6 791,8	8 071,7	6 783,9
<b>Sud-Ouest</b>	<b>4 011,1</b>	<b>3 845,6</b>	<b>5 532,0</b>	<b>5 981,5</b>	<b>6 090,6</b>	<b>8 656,1</b>	<b>6 979,4</b>	<b>8 776,6</b>	<b>11 751,8</b>	<b>11 347,5</b>
Trésor	406,6	407,9	471,0	448,2	473,9	568,6	827,1	1 042,3	1 087,7	1 134,2
DGI	300,7	296,2	331,3	328,0	328,8	343,1	377,6	422,6	379,7	586,1
Autres	3 303,8	3 141,5	4 729,8	5 205,3	5 287,9	7 744,4	5 774,7	7 311,7	10 284,4	9 627,2
<b>Total</b>	<b>90 070,9</b>	<b>89 373,1</b>	<b>116 063,5</b>	<b>157 355,4</b>	<b>151 336,1</b>	<b>178 938,9</b>	<b>214 158,3</b>	<b>200 749,6</b>	<b>230 534,9</b>	<b>227 682,5</b>
Trésor	9 497,2	9 180,2	10 754,8	10 527,9	10 890,1	12 775,8	18 119,4	19 242,3	20 437,7	22 282,9
DGI	19 306,4	21 256,2	22 588,9	21 533,4	22 328,5	27 055,8	30 690,6	37 600,5	41 107,5	45 084,4
Autres	61 267,4	58 936,7	82 719,7	125 294,1	118 117,4	139 107,3	165 348,3	143 906,7	168 989,7	160 315,2

Source : DGTCP/DELF

Tableau 26 : Recouvrement des recettes des collectivités territoriales par région et par acteur (en millions de FCFA)

Acteurs par Région	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Boucle du Mouhoun</b>	<b>5 149,7</b>	<b>5 290,2</b>	<b>3 420,1</b>	<b>3 685,3</b>	<b>5 722,5</b>	<b>9 476,3</b>	<b>8 183,4</b>	<b>8 338,4</b>	<b>11 307,6</b>	<b>17 355,2</b>
Trésor	407,4	415,3	373,5	351,2	520,9	617,5	555,7	1 202,1	997,1	1 927,5
DGI	514,1	446,1	507,1	398,1	451,2	1 451,7	410,3	712,4	259,9	1 367,9
Autres	4 228,3	4 428,7	2 539,4	2 935,9	4 750,4	7 407,0	7 217,3	6 423,9	10 050,6	14 059,8
<b>Cascades</b>	<b>2 400,3</b>	<b>2 555,5</b>	<b>2 241,0</b>	<b>2 507,2</b>	<b>2 915,2</b>	<b>4 895,5</b>	<b>3 372,6</b>	<b>4 136,8</b>	<b>5 497,6</b>	<b>7 666,6</b>
Trésor	202,0	214,9	244,7	242,1	424,1	523,3	681,5	762,6	556,1	740,1
DGI	486,5	504,9	586,2	437,8	535,5	551,9	574,7	312,5	574,8	759,7
Autres	1 711,8	1 835,7	1 410,1	1 827,2	1 955,7	3 820,3	2 116,4	3 061,8	4 366,7	6 166,8
<b>Centre</b>	<b>15 012,0</b>	<b>15 985,6</b>	<b>14 623,2</b>	<b>16 137,5</b>	<b>17 205,3</b>	<b>20 455,7</b>	<b>22 014,9</b>	<b>20 778,8</b>	<b>24 895,6</b>	<b>27 524,8</b>
Trésor	2 778,1	3 586,7	3 537,3	2 964,1	3 283,0	3 935,7	3 960,0	4 380,6	4 623,4	5 381,5
DGI	9 559,2	10 248,8	9 617,5	11 072,7	11 566,7	10 156,3	13 036,1	9 492,5	14 215,8	15 536,0
Autres	2 674,7	2 150,1	1 468,4	2 100,7	2 355,6	6 363,7	5 018,9	6 905,7	6 056,4	6 607,2
<b>Centre Est</b>	<b>3 755,3</b>	<b>4 038,9</b>	<b>3 382,5</b>	<b>3 640,7</b>	<b>5 223,2</b>	<b>7 809,0</b>	<b>5 021,5</b>	<b>1 476,9</b>	<b>6 680,6</b>	<b>8 386,1</b>
Trésor	399,3	519,9	652,7	570,7	686,9	770,7	602,1	412,8	786,6	1 168,6
DGI	363,5	760,8	701,3	530,7	543,5	679,8	366,0	244,9	499,5	898,8
Autres	2 992,5	2 758,1	2 028,5	2 539,4	3 992,8	6 358,6	4 053,4	819,2	5 394,5	6 318,6
<b>Centre Nord</b>	<b>3 932,1</b>	<b>3 986,4</b>	<b>3 361,9</b>	<b>4 611,9</b>	<b>5 718,4</b>	<b>7 645,3</b>	<b>7 905,9</b>	<b>9 500,3</b>	<b>10 152,3</b>	<b>12 964,3</b>
Trésor	380,9	361,1	434,0	533,5	589,3	541,4	918,9	1 077,8	1 028,3	1 446,9
DGI	262,8	424,8	296,2	241,2	397,4	484,9	2 177,8	1 795,8	1 904,8	1 999,8
Autres	3 288,3	3 200,5	2 631,6	3 837,1	4 731,8	6 619,0	4 809,1	6 626,7	7 219,2	9 517,6
<b>Centre Ouest</b>	<b>4 281,4</b>	<b>4 641,6</b>	<b>3 478,1</b>	<b>4 333,6</b>	<b>5 292,4</b>	<b>8 274,1</b>	<b>7 635,0</b>	<b>8 042,3</b>	<b>9 293,1</b>	<b>12 639,7</b>
Trésor	619,1	419,8	516,0	512,4	596,6	699,6	774,1	835,9	857,7	1 088,4
DGI	542,5	537,2	628,1	455,8	525,9	552,3	442,8	296,6	493,0	1 016,6
Autres	3 119,8	3 684,7	2 334,0	3 365,4	4 169,9	7 022,2	6 418,1	6 909,9	7 942,4	10 534,7
<b>Centre Sud</b>	<b>1 978,1</b>	<b>2 508,8</b>	<b>1 197,9</b>	<b>2 294,5</b>	<b>2 510,6</b>	<b>4 949,6</b>	<b>4 706,8</b>	<b>4 918,8</b>	<b>5 134,4</b>	<b>5 032,4</b>
Trésor	208,7	399,3	193,6	353,8	506,1	605,7	852,2	1 054,4	1 056,3	1 062,5
DGI	142,2	183,8	149,9	163,3	171,5	270,1	193,8	248,1	249,4	304,9
Autres	1 627,2	1 925,7	854,4	1 777,4	1 833,0	4 073,9	3 660,8	3 616,3	3 828,7	3 665,0
<b>Est</b>	<b>3 607,3</b>	<b>3 924,2</b>	<b>3 302,1</b>	<b>3 728,4</b>	<b>4 476,7</b>	<b>8 080,4</b>	<b>5 666,5</b>	<b>10 085,6</b>	<b>11 799,0</b>	<b>10 752,6</b>
Trésor	300,4	483,6	631,7	522,3	558,8	680,9	729,4	844,2	690,2	771,2
DGI	393,2	603,5	723,4	731,8	630,0	634,8	668,9	626,4	677,6	608,3
Autres	2 913,6	2 837,2	1 947,0	2 474,2	3 288,0	6 764,7	4 268,2	8 615,0	10 431,3	9 373,1
<b>Hauts Bassins</b>	<b>5 567,8</b>	<b>7 088,7</b>	<b>5 887,1</b>	<b>6 444,2</b>	<b>7 559,6</b>	<b>10 506,2</b>	<b>9 913,2</b>	<b>11 101,5</b>	<b>15 731,3</b>	<b>18 462,4</b>
Trésor	711,4	946,3	1 008,2	1 048,2	1 066,1	1 687,8	1 797,7	2 254,3	1 896,2	1 906,7
DGI	1 877,1	2 632,6	3 005,8	2 572,3	2 705,2	2 893,4	2 703,8	3 319,9	3 644,8	4 295,2
Autres	2 979,3	3 509,7	1 873,1	2 823,7	3 788,3	5 925,0	5 411,8	5 527,3	10 190,3	12 260,6
<b>Nord</b>	<b>4 002,0</b>	<b>4 666,6</b>	<b>2 781,3</b>	<b>3 850,7</b>	<b>4 230,8</b>	<b>7 820,4</b>	<b>6 572,4</b>	<b>6 396,5</b>	<b>8 552,9</b>	<b>9 227,0</b>
Trésor	268,6	410,0	387,6	443,4	515,5	687,9	676,4	635,2	700,3	768,6
DGI	264,9	432,2	369,5	305,7	341,5	393,1	400,0	284,6	434,7	665,5
Autres	3 468,5	3 824,4	2 024,2	3 101,7	3 373,9	6 739,4	5 496,0	5 476,7	7 417,9	7 792,9

Acteurs par Région	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Plateau Central</b>	<b>2 840,4</b>	<b>3 013,9</b>	<b>2 773,6</b>	<b>3 327,5</b>	<b>3 441,8</b>	<b>5 459,8</b>	<b>4 639,2</b>	<b>5 832,3</b>	<b>5 517,8</b>	<b>9 592,4</b>
Trésor	237,1	285,8	312,1	316,4	398,5	475,7	896,1	721,5	805,8	943,4
DGI	353,3	456,6	725,6	337,4	509,8	524,9	478,9	480,5	386,8	515,5
Autres	2 250,0	2 271,5	1 735,9	2 673,7	2 533,5	4 459,2	3 264,2	4 630,3	4 325,3	8 133,5
<b>Sahel</b>	<b>2 528,3</b>	<b>3 019,1</b>	<b>3 078,5</b>	<b>3 579,4</b>	<b>4 118,7</b>	<b>7 631,4</b>	<b>7 786,2</b>	<b>6 197,6</b>	<b>8 455,2</b>	<b>4 438,4</b>
Trésor	231,8	432,3	514,5	611,3	666,2	596,6	710,7	441,3	454,0	497,6
DGI	181,2	226,0	210,2	158,6	157,0	659,5	1 355,2	779,9	831,4	510,5
Autres	2 115,3	2 360,8	2 353,8	2 809,5	3 295,6	6 375,3	5 720,3	4 976,3	7 169,7	3 430,3
<b>Sud-Ouest</b>	<b>2 725,6</b>	<b>2 423,2</b>	<b>1 758,6</b>	<b>2 750,7</b>	<b>3 096,4</b>	<b>5 289,5</b>	<b>3 714,6</b>	<b>4 104,8</b>	<b>4 935,9</b>	<b>7 233,3</b>
Trésor	213,7	307,2	435,4	362,2	446,0	576,4	565,9	607,9	496,0	825,4
DGI	186,0	267,7	279,0	278,8	297,5	280,3	285,7	187,9	257,3	468,4
Autres	2 325,9	1 848,3	1 044,3	2 109,7	2 352,9	4 432,9	2 863,0	3 309,0	4 182,5	5 939,6
<b>Total</b>	<b>57 780,2</b>	<b>63 142,8</b>	<b>51 286,0</b>	<b>60 891,6</b>	<b>71 511,6</b>	<b>108 293,1</b>	<b>97 132,2</b>	<b>100 910,5</b>	<b>127 953,2</b>	<b>151 275,3</b>
Trésor	6 958,5	8 782,3	9 241,3	8 831,6	10 257,8	12 399,1	13 720,8	15 230,7	14 948,1	18 528,3
DGI	15 126,5	17 725,0	17 799,9	17 684,2	18 832,6	19 532,9	23 094,1	18 781,8	24 429,6	28 947,2
Autres	35 695,3	36 635,5	24 244,8	34 375,8	42 421,2	76 361,1	60 317,3	66 898,1	88 575,5	103 799,8

Source : DGTCP/DELFI

Tableau 27 : Montants mobilisés des titres publics par voie d'émission (en milliards de FCFA)

Mode d'émission	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Adjudications	129,1	91,4	236,2	308,7	468,5	446,4	531,0	479,0	800,4	1 059,1
Syndication	0,0	121,6	0,0	0,0	0,0	184,0	173,7	211,4	272,6	330,0
<b>Total</b>	<b>129,1</b>	<b>213,0</b>	<b>236,2</b>	<b>308,7</b>	<b>468,5</b>	<b>630,4</b>	<b>704,7</b>	<b>690,4</b>	<b>1 073,0</b>	<b>1 389,1</b>

Source : DGTCP/DAMOF

Tableau 28 : Mobilisation des titres publics par type d'instruments (en milliards de FCFA)

Instrument	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Bons Assimilable du Trésor (BAT)		96,7	91,4	194,6	212,0	303,5	278,6	357,5	327,5	437,2	455,5
Obligation Assimilable du Trésor (OAT)		32,4	na	41,7	96,7	165,0	167,8	173,4	151,4	363,2	603,6
Appel Public à l'Epargne (APE)			na	121,6	na	na	na	184,0	173,7	211,4	272,6
<b>Total</b>		<b>129,1</b>	<b>213,0</b>	<b>236,2</b>	<b>308,7</b>	<b>468,5</b>	<b>630,3</b>	<b>704,7</b>	<b>690,3</b>	<b>1 073,0</b>	<b>1 389,1</b>

Source : DGTCP/DAMOF

Tableau 29 : Montants mobilisés des titres publics par maturités (en milliards de FCFA)

Maturité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
3 mois	96,7	91,4	90,4	26,3	40,0	48,2	51,0	53,1	134,7	33,0

6 mois	na	na	104,1	185,7	78,5	153,0	43,3	30,0	60,5	66,0
1 an	na	na	na	na	70,0	77,4	263,2	244,4	242,0	356,5
2 ans	na	na	na	na	115,0	na	na	na	0,0	na
3 ans	na	na	na	na	40,0	139,1	168,6	109,4	185,2	95,2
5 ans	32,4	na	41,7	96,7	75,0	28,7	4,8	42,1	115,6	221,4
7 ans	na	121,6	na	na	50,0	61,9	173,7	na	62,4	191,4
8 ans	na	na	na	na	na	na	na	211,4	272,6	na
10 ans	na	na	na	na	na	122,0	na	na	0,0	425,7
<b>Total</b>	<b>129,1</b>	<b>213,0</b>	<b>236,2</b>	<b>308,7</b>	<b>468,5</b>	<b>630,3</b>	<b>704,7</b>	<b>690,3</b>	<b>1 073</b>	<b>1 389,1</b>

Source: DGTCP/DAMOF

**Tableau 30 : Nombre d'émission des titres publics**

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre	5	5	7	9	12	17	26	21	26	27

Source: DGTCP/DAMOF

**Tableau 31 : Répartition de titres publics par maturité**

Maturité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
3 mois	4	4	3	1	1	3	2	2	3	1
6 mois	na	na	3	5	2	7	2	1	2	2
1 an	na	na	na	na	2	6	12	11	10	10
2 ans	na	na	na	na	3	na	na	na	0	0
3 ans	na	na	na	na	1	8	10	6	8	7
5 ans	1	na	1	3	2	3	1	2	4	8
7 ans	na	1	na	na	1	1	2	na	2	5
8 ans	na	na	na	na	na	na	na	2	2	0
10 ans	na	na	na	na	na	1	na	na	0	4
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>24</b>	<b>31</b>	<b>37</b>

Source: DGTCP/DAMOF

**Tableau 32 : Taux d'intérêt moyen des titres publics par maturité (%)**

Maturité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
3 mois	4,1703	4,0043	2,6251	4,9166	4,6597	5,3143	5,7584	5,5715	3,1604	2,4452
6 mois	na	na	4,5077	4,5570	4,5705	5,7070	6,0246	6,1619	4,8747	3,4227
1 an	na	na	na	na	4,9798	6,1202	6,1264	5,5889	4,7440	3,2921
2 ans	na	na	na	na	5,3369	na	na	na	na	na
3 ans	na	na	na	na	5,5000	6,0000	6,1200	6,1500	6,1500	5,7580
5 ans	6,5000	na	6,2500	6,0000	6,0000	6,1667	6,2500	6,2500	6,2500	5,8989
7 ans	na	6,5000	na	na	6,5000	6,5000	6,5000	na	6,4000	6,1469
8 ans	na	na	na	na	na	na	na	6,5000	6,5000	na



10 ans	na	na	na	na	na	6,5000	na	na	6,5000	6,4101
--------	----	----	----	----	----	--------	----	----	--------	--------

Source: DGTCP/DAMOF

Tableau 33 : Taux moyen de couverture par maturité des titres publics (%)

Maturité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
3 mois	207,3	227,8	185,1	107,0	127,2	203,7	229,2	188,1	376,1	293,3
6 mois	na	na	137,1	223,6	169,4	160,4	106,5	107,9	246,2	264,4
1 an	na	na	na	na	188,7	107,4	137,6	296,0	299,4	239,7
2 ans	na	na	na	na	147,1	na	na	na	na	na
3 ans	na	na	na	na	169,9	96,8	87,6	212,3	326,3	292,3
5 ans	107,8	na	261,3	209,3	177,0	57,2	na	255,2	342,4	302,3
7 ans	na	221,1	na	na	122,2	82,6	115,8	na	286,2	314,9
8 ans	na	na	na	na	na	na	140,4	156,3	170,4	na
10 ans	na	na	na	na	na	162,7	na	na	na	164,0

Source : DGTCP/DAMOF

Tableau 34 : Taux de rendement moyen (%)

Maturité	2019	2020	2021
3 mois	5,7	2,9	2,5
6 mois	6,4	5,0	3,7
1 an	5,9	5,0	3,2
2 ans	na	na	na
3 ans	6,7	6,2	5,5
5 ans	6,6	6,4	5,3
7 ans	na	6,4	5,9
8 ans	6,8	6,8	na
10 ans	na	na	6,8

Source: DGTCP/DAMOF

Tableau 35: Prix moyen pondéré (en FCFA)

Prix moyen pondéré	2017	2018	2019	2020	2021
3 ans	9 695,8	9 642,1	9 866,4	9 971,7	8 491,4
5 ans	9 689,8	9 693,5	9 870,0	9 896,7	10 255,2
7 ans	10 000,0	10 000,0	na	9 947,4	10 107,6
8 ans	na	na	10 000,0	10 000,0	na
10 ans	10 000,0	na	na	na	6 363,9

Source: DGTCP/DAMOF

Tableau 36 : Prévisions des décaissements des financements extérieurs (en milliards de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Appuis projet</b>	<b>376,8</b>	<b>471,1</b>	<b>370,2</b>	<b>368,5</b>	<b>355,1</b>	<b>388,1</b>	<b>308,7</b>	<b>302,0</b>	<b>366,6</b>	<b>362,2</b>
Dons	223,5	336,3	260,5	224,3	213,8	261,4	174,2	171,3	223,2	237,7

<i>dont annulation de dette FMI de lutte contre COVID19<sup>9</sup></i>	na	na	na	na	na	na	na	na	na	14,3	16,6
Emprunts	153,3	134,8	109,7	144,2	141,3	126,6	134,4	130,7	143,5	124,5	
<b>Appuis programme</b>	<b>235,1</b>	<b>189,9</b>	<b>187,7</b>	<b>214,3</b>	<b>138,3</b>	<b>125,0</b>	<b>157,0</b>	<b>147,2</b>	<b>378,3</b>	<b>126,3</b>	
Dons	195,8	180,3	127,7	126,5	72,5	92,9	118,1	99,2	176,7	76,8	
Emprunts	39,3	9,6	60,0	87,8	65,8	32,1	39,0	48,0	201,6 <sup>(a)</sup>	49,6	
<b>Total</b>	<b>611,8</b>	<b>661,1</b>	<b>557,9</b>	<b>582,8</b>	<b>493,4</b>	<b>513,0</b>	<b>465,7</b>	<b>449,2</b>	<b>744,9</b>	<b>488,5</b>	

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

(a) hausse expliquée par la prévision de décaissement du Fonds Monétaire International de 109,4 milliards de FCFA dont 66,6 milliards de FCFA pour la facilité rapide de crédit/ COVID19 et de 42,8 milliards de FCFA pour la FEC tranche n°2 de 2019 ainsi que la 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> revue.

Tableau 37 : Décaissements des financements extérieurs (en milliards de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Appuis projet</b>	<b>217,1</b>	<b>265,7</b>	<b>215,7</b>	<b>151,6</b>	<b>209,4</b>	<b>244,4</b>	<b>225,2</b>	<b>136,5</b>	<b>299,7</b>	<b>487,9</b>
Dons	111,6	205,2	157,5	105,2	100,8	119,9	122,4	45,9	156,3	196,3
<i>dont annulation de dette FMI de lutte contre COVID19</i>	na	na	na	na	na	na	na	na	14,3	17,0
Emprunts	105,5	60,5	58,2	46,4	108,6	124,5	102,8	90,6	143,5	262,0
<b>Appuis programme</b>	<b>205,9</b>	<b>124,0</b>	<b>126,7</b>	<b>219,5</b>	<b>162,8</b>	<b>77,9</b>	<b>134,9</b>	<b>192,2</b>	<b>342,4</b>	<b>126,6</b>
Dons	165,9	119,1	98,9	124,8	81,2	74,4	92,7	88,4	161,4	80,9
Emprunts	40,0	4,8	27,8	94,6	81,6	3,5	42,2	103,8	182,7	45,7
<b>Total</b>	<b>423,1</b>	<b>389,7</b>	<b>342,5</b>	<b>371,0</b>	<b>372,2</b>	<b>322,3</b>	<b>360,1</b>	<b>328,7</b>	<b>643,8</b>	<b>614,6</b>

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

Tableau 38 : Décaissements des appuis projets par type de partenaires (en milliards de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Prêts</b>	<b>105,5</b>	<b>60,5</b>	<b>58,2</b>	<b>46,4</b>	<b>108,6</b>	<b>124,5</b>	<b>102,8</b>	<b>90,6</b>	<b>143,5</b>	<b>291,6</b>
multilatéraux	95,7	48,9	53,9	41,4	104,2	118,2	96,4	73,5	98,2	247,4
bilatéraux	9,9	11,6	4,3	5,0	4,3	6,3	6,4	17,1	45,2	44,2
<b>Dons</b>	<b>111,6</b>	<b>205,2</b>	<b>157,5</b>	<b>105,2</b>	<b>100,8</b>	<b>119,9</b>	<b>122,4</b>	<b>45,9</b>	<b>156,3</b>	<b>196,3</b>
multilatéraux	92,1	73,3	95,3	49,1	68,2	77,6	101,6	20,1	107,9	110,0
<i>dont annulation de dette FMI de lutte contre COVID19</i>	na	na	na	na	na	na	na	na	14,3	17,0
bilatéraux	19,5	132,0	62,2	56,1	32,7	42,4	20,8	25,8	48,3	86,3
<b>Total</b>	<b>217,1</b>	<b>265,7</b>	<b>215,7</b>	<b>151,6</b>	<b>209,4</b>	<b>244,4</b>	<b>225,2</b>	<b>136,5</b>	<b>299,7</b>	<b>487,9</b>

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

Tableau 39 : Décaissements des appuis programmes par type de partenaires (en milliards de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Prêts</b>	<b>40,0</b>	<b>4,8</b>	<b>27,8</b>	<b>94,6</b>	<b>81,6</b>	<b>3,5</b>	<b>42,2</b>	<b>103,8</b>	<b>182,7</b>	<b>103,8</b>
multilatéraux	40,0	4,8	27,8	94,6	81,6	3,5	42,2	103,8	182,7 <sup>(a)</sup>	103,8

<sup>9</sup> Y compris les intérêts

bilatéraux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dons</b>	<b>165,9</b>	<b>119,1</b>	<b>98,9</b>	<b>124,8</b>	<b>81,2</b>	<b>74,4</b>	<b>92,7</b>	<b>88,4</b>	<b>159,7</b>	<b>88,4</b>
multilatéraux	120,6	84,2	75,2	102,8	62,0	52,1	71,3	59,5	137,4	59,5
bilatéraux	45,3	35,0	23,7	22,0	19,2	22,2	21,4	28,9	23,9	28,9
<b>Total</b>	<b>205,9</b>	<b>124,0</b>	<b>126,7</b>	<b>219,5</b>	<b>162,8</b>	<b>77,9</b>	<b>134,9</b>	<b>192,2</b>	<b>344,0</b>	<b>192,2</b>

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

- (a) hausse expliquée par le décaissement du Fonds Monétaire International de 69,3 milliards de FCFA en lien avec la facilité rapide de crédit/ COVID19.

Tableau 40 : Nombre de comptes de dépôts au trésor

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés d'Etat	9	9	12	13	13	13	14	14	14	14
Sociétés d'Economie Mixte	5	5	5	5	6	5	5	5	5	5
Etablissements Publics Nationaux	498	507	519	523	531	535	546	555	583	584
Projets	784	1 020	1 141	1 308	1 520	1 656	1 790	2 245	2 407	2 548
Services Administratifs	1 793	2 127	2 316	2 422	2 828	2 968	3 127	3 387	3 492	3 654
Organismes internationaux	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Organismes à caractère financier	5	5	5	5	5	5	6	6	6	6
Associations-Groupements-Mutuelles	45	45	45	45	45	45	46	46	48	49
Déposants privés	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>3 141</b>	<b>3 720</b>	<b>4 045</b>	<b>4 323</b>	<b>4 950</b>	<b>5 229</b>	<b>5 536</b>	<b>6 260</b>	<b>6 557</b>	<b>6 862</b>

Source: DGTCP/ACCT

**Chapitre**  
**4**

**Prévision et exécution  
des dépenses publiques**

**Tableau 41: Prévisions des dépenses de l'Administration centrale budgétaire par nature économique selon la dernière Loi de Finances Rectificative (en milliards de FCFA)**

Nature de dépense	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>1 542,0</b>	<b>1 849,4</b>	<b>1 768,7</b>	<b>1 614,1</b>	<b>1 786,3</b>	<b>2 293,5</b>	<b>2 188,9</b>	<b>2 357,5</b>	<b>2 523,8</b>	<b>2 659,7</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 549,0</b>	<b>1 839,4</b>	<b>1 772,7</b>	<b>1 617,1</b>	<b>1 799,6</b>	<b>2 297,3</b>	<b>2 191,9</b>	<b>2 466,7</b>	<b>2 533,4</b>	<b>2 669,8</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>770,3</b>	<b>829,6</b>	<b>933,3</b>	<b>925,2</b>	<b>1 070,6</b>	<b>1 206,3</b>	<b>1 365,9</b>	<b>1 713,4</b>	<b>1 649,4</b>	<b>1 757,6</b>
Salaires	334,4	366,3	437,5	469,5	519,1	573,0	700,0	845,9	878,0	950,0
Dépenses de fonctionnement	124,2	130,1	121,2	122,7	140,3	153,5	151,6	187,3	186,5	205,5
Intérêts dus	28,5	29,9	29,5	39,8	49,5	68,2	100,2	100,0	114,0	173,6
sur dette intérieure	20,1	17,5	17,5	24,0	27,8	45,2	75,4	79,2	92,7	123,0
sur dette extérieure	8,4	12,4	12,1	15,7	21,7	23,0	24,8	20,8	21,3	50,6
Transferts courants <sup>(1)</sup>	283,2	303,4	345,1	293,1	361,7	411,5	414,0	480,3	470,9	428,5
<b>Dépenses en capital<sup>(2)</sup></b>	<b>778,7</b>	<b>1 009,8</b>	<b>839,4</b>	<b>691,9</b>	<b>729,0</b>	<b>1 091,0</b>	<b>826,1</b>	<b>753,2</b>	<b>884,0</b>	<b>912,2</b>
Investissements sur ressources propres <sup>(3)</sup>	395,6	497,7	459,4	315,8	366,4	682,8	491,9	446,2	466,7	546,6
Transferts en capital et restructurations	6,3	41,0	9,8	7,7	7,5	20,2	25,5	5,1	65,0	20,0
Investissements sur ressources extérieures	376,8	471,1	370,2	368,5	355,1	388,1	308,7	302,0	352,3	345,6
<b>Prêts nets<sup>(4)</sup></b>	<b>-6,9</b>	<b>10,0</b>	<b>-4,0</b>	<b>-2,9</b>	<b>-2,9</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,0</b>	<b>-9,2</b>	<b>-9,6</b>	<b>-10,1</b>

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

- (1) excluent les exonérations
- (2) intègrent les exonérations qui sont soustraites des transferts courants
- (3) une erreur liée à la non prise en compte en 2011 des dépenses d'investissement de 2010 a été corrigée
- (4) renvoient aux prêts moins les remboursements.

Tableau 42: Prévisions révisées des dépenses de l'Administration centrale budgétaire par nature économique selon le Programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI (en milliards de F CFA)

Nature de dépense	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>10</sup>	2020	2021
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	1 472,2	1 638,4	1 779,7	1 526,6	1 698,2	2 020,5	2 167,0	2 311,1	2 543,0	na
<b>Dépenses totales</b>	1 464,2	1 628,5	1 766,6	1 529,5	1 701,1	2 024,3	2 170,0	2 320,3	2 553,0	na
<b>Dépenses courantes</b>	785,3	879,9	942,8	965,7	1 028,7	1 180,2	1 366,0	1 630,0	1 669,0	na
Salaires	334,4	366,3	441,4	456,7	507,9	623,0	700,0	846,0	898,0	na
Dépenses de fonctionnement	124,2	130,1	118,4	122,6	139,9	145,3	152,0	187,0	186,0	na
Intérêts dus	28,5	29,9	28,9	39,7	49,5	68,2	100,0	117,0	114,0	na
sur dette intérieure	20,1	17,5	16,9	24,0	27,8	45,2	75,2	73,0	93,0	na
sur dette extérieure	8,4	12,4	12,0	15,7	21,7	23,0	24,8	44,0	21,0	na
Transferts courants	298,2	353,6	354,1	346,7	331,4	343,7	414,0	480,0	471,0	na
<b>Dépenses en capital</b>	678,9	748,6	823,8	563,8	672,4	844,1	804,0	690,3	884,0	na
Investissements sur ressources propres	327,8	421,9	469,1	316,8	376,3	440,9	469,5	382,9	467,0	na
Transferts en capital et restructurations	6,3	41,0	40,5	7,7	7,5	15,2	25,5	5,1	65,0	na
Investissements sur ressources extérieures	344,8	285,7	314,2	239,3	288,6	388,0	309,0	302,3	352,0	na
<b>Prêts nets</b>	8,1	10,0	13,1	-2,9	-2,9	-3,8	-3,0	-9,2	-10,0	na

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

<sup>10</sup> Les prévisions ont été actualisées pour s'aligner sur les prévisions de la 3<sup>ème</sup> revue

Tableau 43 : Exécution des dépenses<sup>11</sup> de l'Administration centrale par nature économique (en milliards de FCFA)

Nature de dépense	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
<b>Dépenses totales et Prêts nets</b>	<b>1 452,7</b>	<b>1 652,7</b>	<b>1 434,7</b>	<b>1 411,6</b>	<b>1 638,3</b>	<b>2 146,5</b>	<b>2 127,6</b>	<b>2 177,4</b>	<b>2 539,9</b>	<b>2931,9</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 453,6</b>	<b>1 677,5</b>	<b>1 440,8</b>	<b>1 424,2</b>	<b>1 647,0</b>	<b>2 150,0</b>	<b>2 137,7</b>	<b>2 201,3</b>	<b>2 544,3</b>	<b>2921,7</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>828,6</b>	<b>819,0</b>	<b>886,7</b>	<b>923,2</b>	<b>1 118,7</b>	<b>1 318,7</b>	<b>1 383,3</b>	<b>1 644,5</b>	<b>1 764,3</b>	<b>1922,6</b>
Salaires	332,3	355,5	437,3	468,5	554,5	618,0	705,1	844,4	897,2	949,5
Dépenses de fonctionnement	120,6	118,6	102,4	109,4	128,0	174,1	196,2	198,4	176,3	197,5
Intérêts dus	41,8	34,8	44,0	43,8	65,3	69,5	97,2	117,1	140,6	192,5
sur dette intérieure	28,8	21,9	29,3	27,9	48,5	49,4	74,1	95,6	117,0	163,9
sur dette extérieure	13,0	12,8	14,7	15,9	16,8	20,2	23,1	21,5	23,5	28,6
Transferts courants	333,9	310,1	303,0	301,5	370,9	457,1	384,8	484,6	550,2	583,0
<b>Dépenses en capital</b>	<b>625,0</b>	<b>858,5</b>	<b>554,1</b>	<b>501,0</b>	<b>528,2</b>	<b>831,3</b>	<b>754,4</b>	<b>556,8</b>	<b>780,0</b>	<b>999,1</b>
Investissements sur ressources propres	402,4	497,0	329,3	302,5	338,6	570,4	447,0	419,0	432,9	518,7
Transferts en capital et restructurations	5,5	95,8	9,1	46,9	7,0	16,5	82,2	1,3	61,7	9,5
Investissements sur ressources extérieures	217,1	265,7	215,7	151,6	182,7	244,4	225,2	136,5	285,4	470,9
<b>Prêts nets</b>	<b>-0,9</b>	<b>-24,8</b>	<b>-6,1</b>	<b>-12,6</b>	<b>-8,7</b>	<b>-3,5</b>	<b>-10,1</b>	<b>-23,8</b>	<b>-4,4</b>	<b>10,2</b>

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

Tableau 44 : Subventions aux hydrocarbures et au gaz (en milliards de FCFA)

ANNEE	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Hydrocarbures p/c SONABEL	11,7	11,1	13,4	11,2	14,3	32,2	12,3	34,5	42,8	12,1
Gaz	14,6	16,9	21,2	18,8	22,9	15,8	14,3	18,5	55,3	19,2
<b>Total</b>	<b>26,4</b>	<b>28,0</b>	<b>34,6</b>	<b>30,0</b>	<b>37,2</b>	<b>47,9</b>	<b>26,6</b>	<b>53,1</b>	<b>98,1</b>	<b>31,3</b>

Source : DGTCP/PG/logiciel EXO-Subventions

<sup>11</sup> Les dépenses sont enregistrées sur la base engagée visée de 2010 à 2017 et la base liquidation à partir de 2018

**Chapitre**  
**5**

**Gestion de la dette Publique**



**Tableau 45: Encours de la dette publique par bénéficiaire (en milliards de FCFA)**

Bénéficiaires	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(b)</sup>	2020	2021
Etat	1 593,8	1 685,3	1 888,4	2 159,5	2 459,6	2 735,7	3 326,6	3 952,4	4 765,5	5 999,0
Collectivités	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	0,8	0,7	0,6	0,6	0,4
Sociétés d'Etat	47,3	47,4	46,5	28,1	37,1	31,1	38,7	14,6	11,6	9,2
EPE <sup>(c)</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	170,0
<b>Total</b>	<b>1 642,2</b>	<b>1 733,7</b>	<b>1 935,9</b>	<b>2 188,5</b>	<b>2 497,0</b>	<b>2 767,2</b>	<b>3 366,0</b>	<b>3 967,6</b>	<b>4 777,7</b>	<b>6 178,7</b>

Source : DGTCP/DDP

<sup>(b)</sup> Exprimé en valeur nominale (qui prend en compte les intérêts courus) à partir de 2019, les années antérieures sont en valeur faciale

<sup>(c)</sup> Un fonds national a contracté un emprunt de 170 milliards en 2021 qui a été pris en compte dans l'encours de la dette.

**Tableau 46: Encours de la dette publique par source de financement (en milliards de FCFA)**

Source	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Extérieur	1 290,6	1 296,0	1 412,8	1 615,1	1 766,1	1 743,0	1 909,6	2 188,6	2 464,3	2 852,5
Intérieur	351,7	437,8	523,1	573,5	731,0	1 024,2	1 456,4	1 779,0	2 313,4	3 326,2
<b>Total</b>	<b>1 642,2</b>	<b>1 733,7</b>	<b>1 935,9</b>	<b>2 188,5</b>	<b>2 497,0</b>	<b>2 767,2</b>	<b>3 366,0</b>	<b>3 967,6</b>	<b>4 777,7</b>	<b>6 178,7</b>

Source : DGTCP/DDP

**Tableau 47 : Encours de la dette publique selon la monnaie de 2015 à 2021 (en milliards de FCFA)**

DEVISES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Devises fluctuantes</b>	<b>1 229,1</b>	<b>1 281,5</b>	<b>1 181,6</b>	<b>1 220,5</b>	<b>1 214,6</b>	<b>1 189,5</b>	<b>1 286,3</b>
Dirham des Émirats arabes unis (AED)	2,9	2,3	1,5	0,9	0,4	3,0	2,9
Droits de tirages Spéciaux de FRDC (CEDEAO) (AFU)	6,8	6,0	9,7	9,9	10,5	10,8	10,9
Yuan ou renminbi chinois (CNY)	16,0	15,4	14,5	14,3	14,4	14,1	36,7
Livre britannique (GBP)	45,0	45,8	43,6	43,6	4,2	3,9	4,1
Droits de tirages Spéciaux de la BID (IDI)	98,6	110,6	97,4	92,2	102,8	95,2	93,4
Yen japonais (JPY)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	5,2
Dinar koweïtien (KWD)	47,6	45,7	37,2	35,5	34,8	30,2	29,9
Rial saoudien (SAR)	25,7	29,2	24,7	24,5	25,0	23,7	23,8
Droits de tirages Spéciaux de FMI (SDR)	774,6	816,8	767,6	805,9	825,2	775,1	779,0
Dollar des États-Unis (USD)	212,0	209,6	185,4	193,6	197,3	227,8	300,3
<b>Devises fixes</b>	<b>959,4</b>	<b>1 215,5</b>	<b>1 585,5</b>	<b>2 145,5</b>	<b>2 753,0</b>	<b>3 588,2</b>	<b>4 892,4</b>
Euro (EUR)	277,1	370,2	435,3	520,5	748,7	935,3	1 164,1
Franc CFA (XOF)	682,4	845,3	1 150,2	1 625,0	2 004,3	2 652,9	3 728,3
<b>TOTAL</b>	<b>2 188,5</b>	<b>2 497,0</b>	<b>2 767,2</b>	<b>3 366,0</b>	<b>3 967,6</b>	<b>4 777,7</b>	<b>6 178,7</b>

Source : DGTCP/DDP

Tableau 48 : Encours de la dette extérieure par type de créanciers (en milliards FCFA)

Créancier	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Banque Commerciale et Autres institutions</b>	na	na	na	na	na	15,9	20,9	18,3	35,4	57,3
<b>Bilatéral</b>	<b>216,5</b>	<b>211,9</b>	<b>218,1</b>	<b>237,4</b>	<b>241,9</b>	<b>221,7</b>	<b>224,2</b>	<b>224,2</b>	<b>250,8</b>	<b>266,4</b>
Club de Paris	63,0	61,6	59,7	44,2	51,2	58,1	65,3	69,1	108,1	103,8
Hors Club de Paris	153,4	150,3	158,4	193,1	190,7	163,6	158,9	155,2	142,6	162,6
<b>Multilatéral</b>	<b>1 074,1</b>	<b>1 084,1</b>	<b>1 194,7</b>	<b>1 377,7</b>	<b>1 524,2</b>	<b>1 505,4</b>	<b>1 664,4</b>	<b>1 946,0</b>	<b>2 178,1</b>	<b>2 528,8</b>
<b>Total</b>	<b>1 290,6</b>	<b>1 295,9</b>	<b>1 412,8</b>	<b>1 615,1</b>	<b>1 766,1</b>	<b>1 743,0</b>	<b>1 909,6</b>	<b>2 188,6</b>	<b>2 464,3</b>	<b>2 852,5</b>

Source : DGTCP/DDP

Tableau 49: Encours de la dette publique extérieure par créancier (en milliards de FCFA)

Créancier	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Multilatéraux</b>	<b>1 074,1</b>	<b>1 084,1</b>	<b>1 194,7</b>	<b>1 377,7</b>	<b>1 524,2</b>	<b>1 505,4</b>	<b>1 664,4</b>	<b>1 946,0</b>	<b>2 178,1</b>	<b>2 528,8</b>
BADEA <sup>(a)</sup>	38,1	35,8	43,5	49,3	50,8	44,3	47,1	58,6	65,3	75,0
BEI <sup>(b)</sup>	18,1	18,1	16,2	14,5	17,1	21,0	30,4	39,5	36,0	32,3
BID <sup>(c)</sup>	101,3	96,3	97,6	98,6	110,7	111,6	104,7	160,7	156,6	272,1
BOAD <sup>(d)</sup>	40,2	43,6	72,4	79,8	84,8	93,0	121,6	139,0	152,8	213,6
FAD <sup>(e)</sup>	240,7	244,1	253,2	280,4	291,2	298,4	313,7	329,2	352,7	358,9
FIDA <sup>(f)</sup>	44,6	43,4	44,7	52,2	52,2	46,6	48,7	47,3	49,1	57,2
FMI <sup>(g)</sup>	105,9	102,6	107,6	122,0	129,2	109,4	106,4	134,0	213,9	199,2
Fonds Nordique	6,7	6,7	6,7	6,6	6,5	6,4	6,2	6,1	6,0	5,8
Fonds Mondial	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	4,2	2,8	1,4	0,0	0,0
FRDC <sup>(h)</sup> (CEDEAO)	5,6	5,0	14,5	14,2	13,1	15,5	20,5	20,9	24,1	24,0
IDA <sup>(i)</sup>	445,7	464,0	511,2	629,5	732,9	729,9	834,3	980,4	1 082,9	1 242,4
OPEP <sup>(j)</sup>	27,2	24,6	27,1	30,6	30,0	25,0	27,9	29,0	38,5	48,2
<b>Bilatéraux</b>	<b>216,4</b>	<b>211,9</b>	<b>218,1</b>	<b>237,3</b>	<b>241,9</b>	<b>221,7</b>	<b>224,2</b>	<b>224,2</b>	<b>250,8</b>	<b>266,4</b>
<b>Club de Paris</b>	<b>63,0</b>	<b>61,6</b>	<b>59,7</b>	<b>44,2</b>	<b>51,2</b>	<b>58,1</b>	<b>65,3</b>	<b>69,1</b>	<b>108,1</b>	<b>103,8</b>
Agence Française de Développement	51,0	50,8	50,3	37,7	46,1	53,8	61,3	65,4	95,4	91,3
Danemark	6,3	5,1	3,9	1,7	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	5,7	5,7	5,5	4,8	4,6	4,3	4,0	3,7	5,4	5,4
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	1,8
JICA <sup>(k)12</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	5,2
<b>Hors Club de Paris</b>	<b>153,4</b>	<b>150,3</b>	<b>158,4</b>	<b>193,1</b>	<b>190,7</b>	<b>163,6</b>	<b>158,9</b>	<b>155,2</b>	<b>142,6</b>	<b>162,6</b>
Fonds d'Abu-Dhabi	2,8	3,7	3,8	2,5	1,9	1,1	0,8	0,4	3,0	2,9
Fonds Koweïtien	44,8	42,0	46,4	47,6	45,7	37,2	35,5	34,8	30,2	29,9
Fonds Saoudien	20,9	20,5	22,6	25,7	29,2	24,7	24,6	25,0	23,7	23,8
Inde	15,5	19,7	22,2	25,4	25,1	21,8	21,1	20,5	17,4	16,6
Libye	3,4	3,3	3,6	4,5	4,6	4,0	4,2	4,3	3,7	4,0

<sup>12</sup> Contrairement à la classification de l'édition antérieure, ce créancier relève du Club de Paris

Créancier	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Côte d'Ivoire	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5
Taiwan	22,7	18,1	15,4	41,9	39,2	30,8	28,9	26,3	20,9	19,1
Chine	13,7	13,5	15,0	16,0	15,4	14,5	14,3	14,4	14,1	36,8
<b>Banque Commerciale et Autres institutions</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>15,9</b>	<b>20,9</b>	<b>18,3</b>	<b>35,4</b>	<b>57,3</b>
Banque of China (BOC)	na	na	na	na	na	na	na	na	18,2	41,5
Nordea bank of Danemark(NBD)	na	na	na	na	na	15,9	20,9	18,3	17,1	14,5
UCBA <sup>(l)</sup>	na	na	na	na	na	na	na	na	na	1,3
<b>Total</b>	<b>1 290,6</b>	<b>1 296,0</b>	<b>1 412,8</b>	<b>1 615,1</b>	<b>1 766,1</b>	<b>1 743,0</b>	<b>1 909,6</b>	<b>2 188,6</b>	<b>2 464,3</b>	<b>2 852,5</b>

Source : DGTCP/DDP

- (a) BADEA : Banque arabe pour le développement économique en Afrique
- (b) BEI : Banque européenne d'investissement
- (c) BID : Banque islamique de développement
- (d) BOAD : Banque ouest africaine de développement
- (e) FAD : Fonds africain de développement
- (f) FIDA : Fonds international du développement agricole
- (g) FMI : Fonds monétaire international
- (h) FRDC : Fonds régional de développement de la communauté des états de l'Afrique de l'ouest
- (i) IDA : Association internationale de développement
- (j) OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole
- (k) JICA : Agence japonaise de coopération internationale
- (l) UCBA : UniCredit Bank Austria

Tableau 50: Encours de la dette publique intérieure par créancier (en milliards de FCFA)

Créancier	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
BCEAO (allocations de DTS <sup>(a)</sup> )	30,8	29,2	24,7	19,9	15,0	9,9	4,7	0,6	0,2	91,6
Banques commerciales	18,3	49,2	46,9	60,9	63,0	49,0	35,1	123,8	315,4	356,5
Institutions Financières Publiques	0,0	3,0	2,6	2,1	1,7	1,3	0,9	0,4	0,0	0,0
<b>Institutions Financières</b>	<b>49,2</b>	<b>81,3</b>	<b>74,1</b>	<b>82,9</b>	<b>79,7</b>	<b>60,2</b>	<b>40,7</b>	<b>124,8</b>	<b>315,6</b>	<b>448,1</b>
DC-BR (APE) <sup>(b)</sup>	60,6	182,2	162,0	121,6	97,3	256,9	406,4	600,6	817,9	1 085,7
Souscripteurs aux bons du Trésor	25,8	0,0	104,1	119,9	225,0	273,8	282,7	244,4	242,0	537,0
Souscripteurs aux obligations du Trésor	153,6	124,2	135,7	219,1	319,4	426,2	565,0	660,2	801,5	1 213,8
<b>Détenteurs des Titres Publics</b>	<b>240,0</b>	<b>306,4</b>	<b>401,8</b>	<b>460,6</b>	<b>641,7</b>	<b>956,9</b>	<b>1 254,1</b>	<b>1 505,3</b>	<b>1 861,4</b>	<b>2 836,5</b>
<b>Institutions non Financières Publiques</b>	<b>62,5</b>	<b>50,1</b>	<b>47,1</b>	<b>29,9</b>	<b>9,6</b>	<b>7,1</b>	<b>161,7</b>	<b>148,8</b>	<b>136,4</b>	<b>41,6</b>
<b>Autres créanciers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total</b>	<b>351,7</b>	<b>437,8</b>	<b>523,1</b>	<b>573,5</b>	<b>731,0</b>	<b>1 024,2</b>	<b>1 456,4</b>	<b>1 779,0</b>	<b>2 313,4</b>	<b>3 326,2</b>

Source : DGTCP/DDP

- (a): Droits de tirages spéciaux
- (b): Dépositaire central/Banque de règlement (Appel Public à l'Épargne)

Tableau 51: Service de la dette<sup>13</sup> publique par secteur de la contrepartie et par composante (en milliards de FCFA)

Rubrique	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dettes extérieures</b>	<b>37,4</b>	<b>38,8</b>	<b>45,5</b>	<b>48,8</b>	<b>56,3</b>	<b>70,4</b>	<b>78,2</b>	<b>80,5</b>	<b>84,9</b>	<b>101,2</b>
Principal	21,8	26,0	30,8	32,9	39,4	50,2	55,1	58,9	61,4	72,5
Charges	15,6	12,8	14,7	15,9	16,9	20,2	23,1	21,5	23,5	28,6
<b>Dettes intérieures</b>	<b>55,1</b>	<b>66,6</b>	<b>110,9</b>	<b>119,6</b>	<b>172,1</b>	<b>159,0</b>	<b>177,9</b>	<b>264,6</b>	<b>473,6</b>	<b>705,8</b>
Principal	29,0	48,5	81,5	91,7	122,1	109,5	103,6	169,1	350,7	542,6
Charges	26,1	18,1	29,4	27,9	50,0	49,5	74,3	95,6	122,9	163,2
<b>Total</b>	<b>92,5</b>	<b>105,4</b>	<b>156,4</b>	<b>168,4</b>	<b>228,4</b>	<b>229,4</b>	<b>256,1</b>	<b>345,1</b>	<b>558,5</b>	<b>807,0</b>

Source : DGTCP/DDP

Tableau 52 : Allègements obtenus de la dette (en milliards FCFA)

Allègements Obtenus	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTTE)	18,9	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	13,7	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
Annulation du service FMI/Covid-19	na	na	na	na	na	na	na	na	14,3	16,6
<b>Total</b>	<b>32,6</b>	<b>32,0</b>	<b>32,0</b>	<b>32,0</b>	<b>32,0</b>	<b>32,0</b>	<b>32,0</b>	<b>32,0</b>	<b>46,3</b>	<b>48,6</b>

Source : DGTCP/DDP

<sup>13</sup> hors remboursement des bons du Trésor

**Chapitre**  
**6**

**Soldes caractéristiques du TOFE, indicateurs  
de la dette, critères FEC et critères de convergence**

**Tableau 53 : Soldes caractéristiques du TOFE (en milliards de FCFA)**

Soldes caractéristiques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
Solde global (base engagement)	-176,5	-210,9	-113,5	-133,6	-225,7	-562,9	-381,7	-295,5	-562,9	-708,1
Solde global hors dons (base engagement)	-454,0	-535,3	-369,9	-363,7	-407,8	-757,2	-596,7	-429,7	-880,5	-985,3
Solde primaire de base	-195,0	-234,8	-110,2	-168,3	-159,8	-443,2	-274,3	-176,2	-454,6	-321,9
Solde de base	-236,8	-269,6	-154,2	-212,1	-225,1	-512,8	-371,6	-293,2	-595,2	-514,5
Solde global base caisse	-104,2	-160,1	-37,5	-222,8	-138,7	-488,1	-478,3	-298,0	-531,1	-703,8
Solde global base caisse hors dons	-381,7	-484,5	-293,9	-452,9	-320,7	-682,4	-693,4	-432,3	-848,8	-981,1

Source : DGTCP/DSOFE/TOFE

**Tableau 54 : Indicateurs de la dette extérieure**

Ratios de liquidité	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Service de la Dette Extérieure/Exportations de Biens & Services	≤15	2,6	2,9	3,3	3,5	3,4	3,7	3,5	3,9	2,8	2,7
Service de la Dette Extérieure/Recettes totales hors dons	≤18	3,7	3,4	4,3	4,7	4,6	5,1	5,1	4,5	5,1	5,2

Source : DGTCP/DDP

**Tableau 55: Taux d'endettement**

Indicateurs	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
PIB Nominal Rebasé base 2015	6 413,1	6 640,1	6 884,5	6 995,3	7 605,1	8 191,3	8 920,4	9 369,2	10 310,0	11 275,8
Encours Dette de l'État Central/PIB	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,3	42,2	46,2	53,2
Encours Dette Publique/PIB	25,6	26,1	28,1	31,3	32,8	33,8	37,7	42,3	46,3	54,8

Source : DGTCP/DDP

**Tableau 56 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1<sup>er</sup> rang UEMOA)**

Critères de 1 <sup>er</sup> rang UEMOA	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal <sup>(a)</sup>	≥-3%	-2,8	-3,2	-1,6	-1,9	-3,0	-6,9	-4,3	-3,2	-5,5	-6,3
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) <sup>(b)</sup>	≤3%	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,19	3,9
Encours de la dette de l'État sur PIB nominal (en %) <sup>(c)</sup>	≤70%	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,3	42,2	46,2	53,2

Source : DGTCP (DSOFE, DDP) et CNPE

- (a) et (c) ont été recalculés par la DSOFE et la DDP sur la base du PIB rebasé-base 2015 et issu du Programme pluriannuel de convergence. L'encours de dette a été corrigé sur toute la période en tenant compte uniquement de l'encours de la dette de l'État central.
- (b) tiré des Rapports annuels sur la situation économique et financière du Burkina Faso de 2012 à 2020 et tiré, pour l'année 2021, du « Rapport sur les perspectives économiques et financières 2023-2027 du Burkina Faso » élaboré par le CNPE

**Tableau 57: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2<sup>ème</sup> rang UEMOA)**

Critères de 2 <sup>ème</sup> rang UEMOA	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	37,3	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1	57,3	65,2	55,3
Taux de pression fiscale (en %) <sup>(a)</sup>	≥20%	13,9	14,9	13,7	13,3	14,1	15,1	15,2	15,7	13,4	15,0

Source : DGTCP/DSOFE et CNPE

- (a) a été recalculé par la DSOFE sur la base du PIB rebasé-base 2015 de 2012 à 2021 et en tenant compte du PIB issu du Programme pluriannuel de convergence.

**Tableau 58: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1<sup>er</sup> rang CEDEAO)**

Critères de 1 <sup>er</sup> rang CEDEAO	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au Produit intérieur brut (PIB) <sup>(a)</sup>	≤3%	2,8	3,2	1,6	1,9	3,0	6,9	4,3	3,2	5,2	5,7
Taux d'inflation en moyenne annuelle <sup>(b)</sup>	≤10%	3,8	0,5	-0,3	1	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale <sup>(c)</sup>	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation <sup>(d)</sup>	≥ 3 mois d'importations	6,5	4,7	4,6	5,0	4,4	4,2	5,0	5,0	5,9	5,3

Source : DGTCP/DSOFE et CNPE

- (a) a été recalculé par la DSOFE sur la base du PIB rebasé-base 2015 de 2012 à 2021 et en tenant compte du PIB issu du Programme pluriannuel de convergence.
- (b) (c) et (d) tirés des rapports sur la situation économique et financière du Burkina et du Rapport sur les perspectives économiques et financières 2023-2027 du Burkina Faso pour 2021

**Tableau 59: Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2<sup>ème</sup> rang CEDEAO)**

Critères de 2 <sup>ème</sup> rang CEDEAO	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio « Encours de la dette / PIB » <sup>(a)</sup>	≤70%	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,3	42,2	46,2	53,2
Variation du taux de change nominal <sup>(b)</sup>	Maintenir stable (+/- 10%)	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	5,0	5,0	1,8	3,0

Source : DGTCP/DDP et CNPE

(a) a été recalculé par la DDP sur la base du PIB rebasé-base 2015 de 2012 à 2021 et en tenant compte du PIB issu du Programme pluriannuel de convergence.

(b) tiré des rapports annuels sur la situation économique et financière du Burkina et du Rapport sur les perspectives économiques et financières 2023-2027 du Burkina Faso pour 2021.

**Tableau 60 : Les critères de performances ou de réalisations quantitatifs du suivi du programme de 2014 à 2021 FEC en milliards de FCFA**

Critères	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021	
	Norme	Réal <sup>(3)</sup>	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.
a	100,6	-9,4	149,2	100,8	64,7	31,8	460,0	378,9	263,0	394,6	200,0	196,9	201,0	379,3	na	443,1
b	150,0	121,2	200,0	159,9	230,0	228,8	60,0	0,0	100,7	200,0	370	285,0	410,0	nd	na	nd
c	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na	0,0

Source : DGTCP/DSOFE/ rapport d'analyse du TOFE

a : Plafond de financement net intérieur du gouvernement central

b : Plafond des nouveaux emprunts extérieurs contractés ou garantis par le gouvernement

c : Accumulation des arriérés de paiements extérieurs

(3) : Réalisations

**Tableau 61 : Repères indicatifs du suivi du programme FEC (en milliards de FCFA)**

Critères	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021	
	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.	Norme	Réal.
a	155,5	113,5	163,7	84,6	203,9	225,8	530,0	596,4	395,0	370,6	258,0	252,5	278,0	524,6	na	678,4
b	1 070,0	1 064,7	1 137,0	1 056,2	1 262,0	1 230,5	1 340,0	1 389,3	1 553,0	1 530,8	1 697,0	1 797,7	1 775,0	1 659,4	na	1 946,6
c	489,5	440,7	436,4	437,4	568,2	594,8	163,0	183,2	176,0	204,0	190,0	378,0	205,0	391,6	na	nd
d	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	na	0,0

Source: DGTCP/DSOFE/ rapport d'analyse du TOFE

a : Plafond du déficit global dons compris

b : Plancher des recettes totales

c : Plancher des dépenses sociales courantes en faveur de la réduction de la pauvreté

d : Accumulation des arriérés de paiements intérieurs



# 3ème Partie

**TENUE EFFECTIVE DE LA COMPTABILITE ET  
GESTION DE LA TUTELLE ET RENFORCEMENT  
DES RELATIONS ECONOMIQUES,  
FINANCIERES ET MONETAIRES**

**Chapitre**  
**7**

**Principaux indicateurs  
des Assurances**

**Tableau 62 : Effectif des sociétés d'assurance par type d'assurance**

Sociétés d'assurances	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés Vie	4	5	5	7	7	8	8	7	7	7
Sociétés dommages (IARD)	7	8	8	8	8	8	8	9	9	9
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>16</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 63 : Chiffre d'affaires des sociétés d'assurances (en millions de FCFA)**

Sociétés	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés Vie	14 066,0	15 308,0	17 995,0	19 288,0	22 237,0	28 206,0	32 657,0	40 187,0	46 497,0	56 009,0
Sociétés dommages	28 763,0	31 760,0	33 024,0	38 625,0	43 753,0	46 380,0	49 064,0	54 715,0	61 946,0	68 877,0
<b>Total</b>	<b>42 829,0</b>	<b>47 068,0</b>	<b>51 019,0</b>	<b>57 913,0</b>	<b>65 990,0</b>	<b>74 586,0</b>	<b>81 721,0</b>	<b>94 902,0</b>	<b>108 443,0</b>	<b>124 886,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 64: Situation des indemnisations des sociétés d'assurances (en millions de FCFA)**

Sociétés	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés Vie	7 545,0	8 051,0	7 856,0	9 414,0	11 352,0	13 255,0	12 955,0	15 686,0	18 926,0	21 471,0
Sociétés dommages	11 889,0	12 818,0	14 202,0	15 618,0	17 385,0	17 717,0	19 267,0	22 599,0	23 951,0	27 657,0
<b>Total</b>	<b>19 434,0</b>	<b>20 869,0</b>	<b>22 058,0</b>	<b>25 032,0</b>	<b>28 737,0</b>	<b>30 972,0</b>	<b>32 222,0</b>	<b>38 285,0</b>	<b>42 877,0</b>	<b>49 128,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 65 : Engagements réglés des sociétés d'assurances (en millions de FCFA)**

Sociétés	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Sociétés Vie</b>	<b>34 952,0</b>	<b>41 592,0</b>	<b>48 593,0</b>	<b>56 705,0</b>	<b>63 092,0</b>	<b>72 954,0</b>	<b>87 145,0</b>	<b>103 697,0</b>	<b>122 264,0</b>	<b>146 769,0</b>
<b>Sociétés dommages</b>	<b>31 731,0</b>	<b>36 018,0</b>	<b>37 924,0</b>	<b>46 372,0</b>	<b>47 158,0</b>	<b>49 087,0</b>	<b>53 087,0</b>	<b>59 437,0</b>	<b>59 959,0</b>	<b>71 550,0</b>
<b>Total</b>	<b>66 683,0</b>	<b>77 610,0</b>	<b>86 517,0</b>	<b>103 077,0</b>	<b>110 250,0</b>	<b>122 041,0</b>	<b>140 232,0</b>	<b>163 134,0</b>	<b>182 223,0</b>	<b>218 319,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 66: Placements des sociétés d'assurances (en millions de FCFA)**

Sociétés	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Sociétés Vie</b>	<b>37 295,0</b>	<b>44 452,0</b>	<b>54 422,0</b>	<b>63 635,0</b>	<b>71 211,0</b>	<b>81 970,0</b>	<b>95 894,0</b>	<b>123 017,0</b>	<b>148 691,0</b>	<b>174 742,0</b>

<b>Sociétés dommages</b>	39 100,0	44 983,0	50 229,0	57 943,0	58 488,0	62 567,0	61 728,0	72 896,0	74 715,0	73 487,0
<b>Total</b>	<b>76 395,0</b>	<b>89 435,0</b>	<b>104 651,0</b>	<b>121 578,0</b>	<b>129 699,0</b>	<b>144 537,0</b>	<b>157 622,0</b>	<b>195 913,0</b>	<b>223 406,0</b>	<b>248 229,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 67: Marge de solvabilité des sociétés d'assurance (en millions de FCFA)**

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Société Vie</b>										
Marge au bilan	4 740,0	5 576,0	7 752,0	9 235,0	9 255,0	11 537,0	21 453,0	30 007,0	34 087,0	34 096,0
Marge minimale	1 649,0	1 945,0	2 221,0	2 542,0	2 745,0	3 319,0	3 918,0	4 838,0	5 716,0	6 899,0
Excédent ou déficit de marge	3 091,0	3 631,0	5 531,0	6 693,0	6 510,0	8 218,0	17,5	25 169,0	28 369,0	27 197,0
<b>Ratio d'appréciation de la marge en %</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,4</b>	<b>3,5</b>	<b>5,5</b>	<b>6,2</b>	<b>6,0</b>	<b>4,9</b>
<b>Société Dommages</b>										
Marge au bilan	15 430,0	14 376,0	15 062,0	18 079,0	19 093,0	26 598,0	31 369,0	42 061,0	42 260,0	43 538,0
Marge minimale	4 692,0	5 086,0	6 404,0	5 460,0	6 528,0	8 694,0	8 998,0	9 212,0	10 380,0	10 719,0
Excédent ou déficit de marge	10 738,0	9 290,0	8 658,0	12 619,0	12 565,0	17 904,0	22 371,0	32 849,0	31 880,0	32 819,0
<b>Ratio d'appréciation de la marge en %</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>3,3</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>	<b>4,6</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 68: Marge de solvabilité agrégée des sociétés d'assurance (en millions de FCFA)**

Marge de solvabilité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Marge au bilan	20 170,0	19 952,0	22 814,0	27 314,0	28 348,0	38 135,0	52 822,0	72 068,0	76 347,0	77 634,0
Marge minimale	6 341,0	7 031,0	8 625,0	8 002,0	9 273,0	12 013,0	12 916,0	14 050,0	16 098,0	17 618,0
Excédent ou déficit de marge	13 829,0	12 921,0	14 189,0	19 312,0	19 075,0	26 122,0	22 388,5	58 018,0	60 249,0	60 016,0
<b>Ratio d'appréciation de la marge (%)</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,6</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>	<b>4,1</b>	<b>5,1</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 69 : Situation des primes cédées aux réassureurs (en millions de**

Sociétés	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés vie	588,0	670,0	617,0	606,0	969,0	1 500,0	1 525,0	1 555,0	2 233,0	2 659,0
Sociétés dommages	8 794,0	9 407,0	8 568,0	10 411,0	10 293,0	9 661,0	9 859,0	12 221,0	18 265,0	17 889,0
<b>Total</b>	<b>9 382,0</b>	<b>10 077,0</b>	<b>9 185,0</b>	<b>11 017,0</b>	<b>11 262,0</b>	<b>11 161,0</b>	<b>11 384,0</b>	<b>13 776,0</b>	<b>20 498,0</b>	<b>20 548,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 70 : Situation des sinistres et prestations à la charge des réassureurs (en millions de FCFA)**

Sociétés des assurances	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés vie	345,0	258,0	248,0	360,0	428,0	810,0	879,0	685,0	715,7	853,0
Sociétés dommages	2 229,0	2 660,0	2 059,0	8 521,0	2 621,0	1 407,0	2 636,0	4 340,0	2 489,0	9 338,0
<b>Total</b>	<b>2 574,0</b>	<b>2 918,0</b>	<b>2 307,0</b>	<b>8 881,0</b>	<b>3 049,0</b>	<b>2 217,0</b>	<b>3 515,0</b>	<b>5 025,0</b>	<b>3 204,7</b>	<b>10 191,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 71 : Résultats de réassurance du marché des assurances (en millions de FCFA)**

Sociétés des assurances	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés vie	-82,0	-231,0	-191,0	-79,0	-256,0	-334,0	-173,0	-419,0	-1 572,1	-994,0
Sociétés dommages	-4 787,0	-5 329,0	-5 174,0	-394,0	-5 784,0	-6 842,0	-5 856,0	-5 667,0	-12 910,9	-5 802,0
<b>Total</b>	<b>-4 869,0</b>	<b>-5 560,0</b>	<b>-5 365,0</b>	<b>-473,0</b>	<b>-6 040,0</b>	<b>-7 176,0</b>	<b>-6 029,0</b>	<b>-6 086,0</b>	<b>-14 483,0</b>	<b>-6 796,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 72 : Résultat d'exploitation des sociétés d'assurances (en millions de**

Sociétés des assurances	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés vie	551,0	74,0	1 591,0	1 491,0	1 801,0	2 153,0	3 549,0	4 598,0	4 737,0	6 475,0
Sociétés dommages	2 065,0	2 364,0	2 798,0	2 945,0	5 422,0	5 054,0	5 530,0	6 343,0	7 851,9	7 777,0
<b>Total</b>	<b>2 616,0</b>	<b>2 438,0</b>	<b>4 389,0</b>	<b>4 436,0</b>	<b>7 223,0</b>	<b>7 207,0</b>	<b>9 079,0</b>	<b>10 941,0</b>	<b>12 588,9</b>	<b>14 252,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 73 : Evolution des commissions payées aux intermédiaires d'assurances (en millions de**

Sociétés des assurances	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés vie	659,0	781,0	1 102,0	1 399,0	1 601,0	2 011,0	2 795,0	3 571,0	4 096,7	5 851,0
Sociétés dommages	2 990,0	3 330,0	3 588,0	4 495,0	5 134,0	5 733,0	6 324,0	6 544,0	7 109,1	8 155,0
<b>Total</b>	<b>3 649,0</b>	<b>4 111,0</b>	<b>4 690,0</b>	<b>5 894,0</b>	<b>6 735,0</b>	<b>7 744,0</b>	<b>9 119,0</b>	<b>10 115,0</b>	<b>11 205,9</b>	<b>14 006,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 74 : Evolution des frais généraux d'assurances (en millions de**

Sociétés des assurances	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés vie	2 563,0	3 249,0	3 798,0	3 827,0	4 731,0	5 527,0	6 070,0	7 103,0	7 131,2	7 414,0
Sociétés dommages	7 813,0	8 136,0	9 056,0	9 421,0	10 609,0	11 471,0	12 889,0	13 968,0	14 199,3	15 107,0
<b>Total</b>	<b>10 376,0</b>	<b>11 385,0</b>	<b>12 854,0</b>	<b>13 248,0</b>	<b>15 340,0</b>	<b>16 998,0</b>	<b>18 959,0</b>	<b>21 071,0</b>	<b>21 330,6</b>	<b>22 521,0</b>

Source : DGTCP/ DA

**Tableau 75: Evolution des arriérés<sup>14</sup> des sociétés d'assurances (en millions de FCFA)**

<b>Sociétés des assurances</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Sociétés Vie	828,0	1 407,0	1 642,0	1 975,0	1 673,0	2 012,0	2 050,0	1 248,0	1 252,5	1 196,0
Sociétés dommages (IARD)	12 067,0	7 475,0	3 067,0	1 788,0	4 802,0	5 506,0	7 516,0	8 242,0	9 086,0	13 595,0
<b>Total</b>	<b>12 895,0</b>	<b>8 882,0</b>	<b>4 709,0</b>	<b>3 763,0</b>	<b>6 475,0</b>	<b>7 518,0</b>	<b>9 566,0</b>	<b>9 490,0</b>	<b>10 338,5</b>	<b>14 791,0</b>

Source : DGTCP/ DA

<sup>14</sup> Créances sur les assurés et les agents d'assurances

**Chapitre**  
**8**

**Principaux indicateurs des systèmes financiers  
décentralisés et Fonds Nationaux**

**Tableau 76 : Effectif des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) par statut juridique de 2013 à 2021**

Statut Juridique	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit	133	132	120	113	113	106	103	103	103
Associations	14	14	9	11	10	11	11	11	11
Sociétés Anonymes	5	5	4	6	7	8	14	17	17
Sociétés à Responsabilité Limitée	2	2	2	3	4	4	4	4	4
<b>Total</b>	<b>154</b>	<b>153</b>	<b>135</b>	<b>133</b>	<b>134</b>	<b>129</b>	<b>132</b>	<b>135</b>	<b>135</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données SFD

**Tableau 77 : Situation des missions de contrôle sur place de 2013 à 2021**

Missions de contrôle	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Mission inspection	37	45	28	25	29	33	20	31	42
Mission de suivi des recommandations	31	18	7	6	6	11	18	6	11
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>63</b>	<b>35</b>	<b>31</b>	<b>35</b>	<b>44</b>	<b>38</b>	<b>37</b>	<b>53</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données SFD

**Tableau 78 : Effectif des membres des Systèmes Financiers Décentralisés de 2013 à**

Membres	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Hommes	871 540	940 253	980 569	1 057 667	1 066 495	1 121 267	610 903	696 698	773 959
Femmes	414 848	454 229	499 604	569 671	582 027	606 863	401 373	444 108	512 183
Groupements	215 510	209 433	265 987	231 468	243 507	270 157	163 473	196 910	231 721
<b>Total</b>	<b>1 501 898</b>	<b>1 603 915</b>	<b>1 746 160</b>	<b>1 858 806</b>	<b>1 892 029</b>	<b>1 998 287</b>	<b>1 175 749</b>	<b>1 337 716</b>	<b>1 517 863</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données SFD

**Tableau 79 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés de 2013 à 2021 (en millions de FCFA)**

Indicateurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours épargne	158 766,8	175 960,8	180 670,0	195 124,8	201 989,5	218 885,8	230 590,3	276 280,0	329 444,6
Encours crédit	103 447,5	120 887,1	129 315,1	142 938,5	169 206,6	225 250,4	186 967,2	216 350,0	272 229,2
Créances en souffrance	5 062,5	5 827,2	6 549,7	6 489,0	7 237,0	7 715,6	9 234,7	12 700,0	11 367,8

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données SFD

Avant 2013, toutes les données agrégées provenaient des reporting périodiques (données trimestrielles). Toutefois, les données trimestrielles ne pouvaient pas être agrégées en données annuelles conformément au canevas.



**Tableau 80 : Nombre des Fonds nationaux par catégorie de 2015 à 2021**

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonds d'Etat	10	10	10	10	10	10	10
Fonds nationaux de financement	9	9	9	9	9	10	10
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>20</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données FN

**Tableau 81 : Recettes par nature des Fonds nationaux de 2015 à 2021 (en millions de FCFA)**

Nature des recettes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes propres générées	2 906,2	3 842,6	8 939,2	14 004,5	10 920,0	42 892,3	67 796,3
Subvention de l'Etat	3 341,7	2 983,3	37 060,6	51 146,0	21 342,4	50 877,3	40 030,9
Autres subventions	18 513,1	12 046,1	15 277,3	11 376,2	30 382,9	20 031,0	22 270,7
Emprunts	840,0	745,0	2 219,6	47 047,1	73 958,6	47 494,6	175 114,8
Recouvrement des prêts (en principal)	9 482,3	10 644,5	11 705,2	14 541,3	14 616,4	16 365,3	23 847,3
Dépôts de garanties reçus	815,7	921,8	933,4	984,3	1 068,0	46 401,5	1 831,6
Fonds de dotation	0,0	0,0	156,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources affectées	0,0	0,0	0,0	215,0	2 253,0	6 447,0	2 433,4
Cession d'éléments d'actifs	1,7	0,0	0,0	990,5	0,0	0,0	0,0
Résultat (n-1)	4 560,4	4 269,5	27 913,6	36 299,7	56 272,0	37 412,0	76 045,6
<b>Total</b>	<b>40 461,2</b>	<b>35 452,8</b>	<b>104 205,7</b>	<b>176 604,6</b>	<b>210 813,3</b>	<b>267 921,0</b>	<b>409 370,7</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données FN

**Tableau 82: Recettes par nature des Fonds d'Etat de 2015 à 2021 (en millions de FCFA)**

Nature des recettes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes Propres Générées	241,9	392,2	5 524,4	10 806,4	8 394,6	39 241,4	62 803,7
Subvention de l'Etat	999,0	1 343,2	21 553,4	41 620,6	16 640,1	20 851,1	25 784,4
Autres Subventions	6 134,4	6 301,7	11 778,3	10 979,5	29 877,2	14 296,7	20 943,5
Emprunts	0,0	0,0	0,0	46 047,1	70 434,4	43 816,2	172 251,4
Ressources affectées	0,0	0,0	0,0	0,0	2 038,0	1 447,0	1 639,7
Résultat (n-1)	2 154,2	1 594,4	24 674,0	27 389,5	39 371,5	28 199,2	15 961,9
<b>Total</b>	<b>9 529,5</b>	<b>9 631,5</b>	<b>63 530,1</b>	<b>136 843,2</b>	<b>166 755,8</b>	<b>147 851,7</b>	<b>299 384,5</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données FN

**Tableau 83 : Recettes par nature des Fonds nationaux de financement de 2015 à 2021 (en millions de FCFA)**

Nature des recettes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes Propres Générées	2 664,3	3 450,5	3 414,8	3 198,1	2 525,3	3 650,9	4 992,6
Subvention de l'Etat	2 342,8	1 640,1	15 507,2	9 525,4	4 702,3	30 026,2	14 246,5
Autres Subventions	12 378,6	5 744,4	3 499,0	396,7	505,7	5 734,3	1 327,2
Emprunts	840,0	745,0	2 219,6	1 000,0	3 524,3	3 678,3	2 863,4
Recouvrement des prêts (en principal)	9 482,3	10 644,5	11 705,2	14 541,3	14 616,4	16 365,3	23 847,3
Dépôts de garanties reçus	815,7	921,8	933,4	984,3	1 068,0	46 401,5	1 831,6
Fonds de dotation	0,0	0,0	156,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources affectées	0,0	0,0	0,0	215,0	215,0	5 000,0	793,8
Cession d'éléments d'actifs	1,7	0,0	0,0	990,5	0,0	0,0	0,0
Résultat (n-1)	2 406,2	2 675,0	3 239,5	8 910,1	16 900,5	9 212,8	60 083,7
<b>Total</b>	<b>30 931,7</b>	<b>25 821,3</b>	<b>40 675,5</b>	<b>39 761,3</b>	<b>44 057,5</b>	<b>120 069,4</b>	<b>109 986,2</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données FN

**Tableau 84 : Dépenses par nature des Fonds nationaux de 2015 à 2021 (en millions de FCFA)**

Nature des dépenses	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Charges de fonctionnement	3 506,5	5 320,7	22 525,9	28 563,5	29 507,5	72 061,7	83 022,0
Charges de financement <sup>(1)</sup>	28 580,6	21 278,9	37 588,8	45 984,7	83 817,2	103 905,6	187 954,4
Dépenses d'investissement	3 452,2	3 460,0	4 486,0	1 371,6	3 226,5	3 283,1	3 034,4
<b>Total</b>	<b>35 539,4</b>	<b>30 059,6</b>	<b>64 600,7</b>	<b>75 919,8</b>	<b>116 551,2</b>	<b>179 250,4</b>	<b>274 010,8</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données FN

<sup>(1)</sup> Regroupent les crédits accordés par les FNF, les subventions accordées par les FE, les prises de participation (FBDES), les remboursements des dépôts de garantie et le remboursement des emprunts contractés.

**Tableau 85 : Dépenses par nature des Fonds d'Etat de 2015 à 2021 (en millions de FCFA)**

Nature des dépenses	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Charges de fonctionnement	1 062,4	1 435,3	18 383,7	24 799,7	25 080,7	65 978,1	74 624,5
Charges de financement	5 762,9	6 750,4	13 092,2	27 257,6	54 632,5	52 048,3	110 672,4
Dépenses d'investissement	373,9	335,8	1 088,3	1 001,6	1 936,2	2 144,6	2 251,5
<b>Total</b>	<b>7 199,3</b>	<b>8 521,6</b>	<b>32 564,2</b>	<b>53 058,9</b>	<b>81 649,4</b>	<b>120 171,1</b>	<b>187 548,4</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données FN

**Tableau 86 : Dépenses par nature des Fonds nationaux de financement de 2015 à 2021 (en millions de FCFA)**

Nature des dépenses	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Charges de fonctionnement	2 444,1	3 885,3	4 142,2	3 763,8	4 426,8	6 083,6	8 397,5
Charges de financement	22 817,7	14 528,4	24 496,6	18 727,1	29 184,7	51 857,3	77 282,0
Dépenses d'investissement	3 078,3	3 124,2	3 397,7	370,0	1 290,3	1 138,5	782,9
<b>Total</b>	<b>28 340,1</b>	<b>21 538,0</b>	<b>32 036,5</b>	<b>22 860,9</b>	<b>34 901,8</b>	<b>59 079,4</b>	<b>86 462,4</b>

Source : DGTCP/DSC-SFD, base de données FN

# Chapitre 9

**Etablissements publics de l'Etat, entreprises publiques,  
société d'économie mixte, bureaux de change et de transfert,  
jeux du hasard**

**Tableau 87 : Effectif des Etablissements Publics de l'Etat (EPE) par secteurs d'activités, hors ceux disposant d'une Assemblée Générale**

Secteur d'activités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Santé	17	17	17	17	17	18	19	21	21	21
Hydraulique, développement rural et foresterie	5	5	4	4	4	4	4	4	4	3
Education, enseignement et formation professionnelle	27	28	31	32	32	35	39	44	45	38
Prestation de services	15	16	17	18	21	20	18	20	21	22
Communication et culture	7	5	5	5	7	7	8	8	8	8
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>71</b>	<b>74</b>	<b>76</b>	<b>81</b>	<b>84</b>	<b>88</b>	<b>97</b>	<b>99</b>	<b>92</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 88 : Effectif des EPE ayant présenté un rapport financier à l'Assemblée Générale des EPE par secteur d'activités**

Secteur d'activités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Santé	17	17	17	17	17	18	19	18	20	21
Hydraulique, développement rural et foresterie	5	5	4	4	4	4	4	4	4	3
Education, enseignement et formation professionnelle	26	27	29	31	31	34	39	41	42	34
Prestation de services	13	13	15	17	19	19	18	19	20	20
Communication et culture	7	5	5	5	5	7	8	8	8	8
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>	<b>67</b>	<b>70</b>	<b>74</b>	<b>76</b>	<b>82</b>	<b>88</b>	<b>90</b>	<b>94</b>	<b>86</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 89 : Recettes des EPE par nature (en millions de FCFA)**

Nature de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes propres	23 717,0	25 939,4	31 655,4	32 123,5	35 745,7	35 648,9	36 344,9	40 269,0	46 553,1	55 196,1
Subvention de l'Etat	84 495,2	90 110,9	68 630,6	101 866,6	107 550,7	123 739,9	122 685,7	133 290,8	162 126,0	147 599,3
Autres Subventions	13 040,7	13 731,7	15 529,7	16 221,1	15 159,9	15 986,4	20 432,2	13 281,1	22 041,6	22 996,6
Emprunt	0,0	6 766,5	6 597,3	0,0	240,6	0,0	1 000,0	2 449,2	0,9	13 262,6
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	29 571,5	36 035,9	33 300,3	21 023,1	24 245,8	31 868,5	48 598,1	39 217,0	32 969,3	37 330,8
<b>Total</b>	<b>150 824,4</b>	<b>172 584,4</b>	<b>155 713,3</b>	<b>171 234,3</b>	<b>182 942,7</b>	<b>207 243,7</b>	<b>229 060,9</b>	<b>228 507,1</b>	<b>263 690,9</b>	<b>276 385,5</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 90 : Recettes des EPE du secteur Santé par nature (en millions de FCFA)**

Nature de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes propres	5 462,5	6 009,7	6 899,8	7 751,3	10 027,9	13 342,0	14 867,8	14 214,4	15 661,7	21 816,9
Subvention de l'Etat	20 922,1	23 208,4	18 990,7	25 970,7	23 418,0	27 273,4	30 515,2	36 159,8	67 198,7	57 888,0
Autres Subventions	620,9	1 474,8	1 450,7	829,4	841,1	465,0	149,6	179,6	219,4	765,8
Emprunt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent Exécution Budgétaire(n-1)	4 574,2	6 339,9	4 276,0	725,0	1 861,9	3 552,7	6 618,0	3 841,4	2 460,5	8 103,5
<b>Total</b>	<b>31 579,7</b>	<b>37 032,8</b>	<b>31 617,2</b>	<b>35 276,4</b>	<b>36 148,9</b>	<b>44 633,1</b>	<b>52 150,6</b>	<b>54 395,2</b>	<b>85 540,4</b>	<b>88 574,2</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 91 : Recettes des EPE du secteur Hydraulique, développement rural et foresterie par nature (en millions de FCFA)**

Natures de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes propres	905,9	648,4	578,8	461,3	457,0	619,4	623,2	662,0	298,2	247,0
Subvention de l'Etat	2953,0	3256,5	1265,4	1312,5	1969,9	3682,4	3821,8	3822,0	2142,6	800,0
Autres Subvention	14,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	64,4	59,4
Emprunt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	3194,3	3370,5	412,5	90,9	164,3	505,5	2223,3	288,9	192,5	68,9
<b>Total</b>	<b>7 067,5</b>	<b>7 275,4</b>	<b>2 256,7</b>	<b>1 864,7</b>	<b>2 591,2</b>	<b>4 807,3</b>	<b>6 668,3</b>	<b>4 772,9</b>	<b>2 697,7</b>	<b>1 175,4</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 92 : Recettes des EPE du secteur Education, enseignement et formation professionnelle (en millions de FCFA)**

Nature de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes propres	5 884,3	6 901,2	9 004,3	8 733,3	8 478,6	8 799,9	8 141,9	11 194,9	12 007,4	13 389,6
Subvention de l'Etat	33 532,4	34 625,8	35 261,3	41 076,9	52 396,2	72 621,4	71 972,5	76 071,0	75 083,4	68 765,0
Autres Subvention	7 008,9	7 296,4	8 293,5	9 507,7	7 902,4	6 685,2	7 911,8	6 274,5	11 945,0	9 511,2
Emprunt	0,0	0,0	1 597,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	11 438,4	11 041,2	10 789,2	8 769,3	7 561,9	12 048,0	28 184,6	21 394,6	15 200,4	16 856,1
<b>Total</b>	<b>57 864,0</b>	<b>59 864,6</b>	<b>64 945,6</b>	<b>68 087,2</b>	<b>76 339,1</b>	<b>100 154,5</b>	<b>116 210,8</b>	<b>114 935,0</b>	<b>114 236,2</b>	<b>108 522,0</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 93 : Recettes des EPE du secteur Prestation de services et autres par nature (en millions de FCFA)**

Nature de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes propres	8 956,8	9 307,7	12 453,1	12 216,9	13 385,3	9 606,1	9 605,3	10 722,3	15 436,9	15 587,9
Subvention de l'Etat	24 708,8	24 027,3	11 306,1	29 691,1	25 064,4	14 955,4	9 208,7	11 873,2	8 593,6	9 860,6
Autres Subvention	5 261,6	4 959,3	5 726,4	5 540,8	6 322,3	8 801,4	12 313,3	6 759,9	9 499,1	12 609,1
Emprunt	0,0	1 550,8	0,0	0,0	240,6	0,0	0,0	0,0	0,9	13 262,6
Excédent Exécution Budgétaire (n-1)	9 205,8	14 454,0	13 066,9	8 043,7	12 502,7	12 100,7	7 622,1	11 105,9	12 379,4	9 453,0
<b>Total</b>	<b>48 133,0</b>	<b>54 299,1</b>	<b>42 552,5</b>	<b>55 492,5</b>	<b>57 515,3</b>	<b>45 463,6</b>	<b>38 749,4</b>	<b>40 461,3</b>	<b>45 909,8</b>	<b>60 773,2</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 94 : Recettes des EPE du secteur Communication et culture par nature (en millions de FCFA)**

Nature de recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes propres	2 507,6	3 072,4	2 719,4	2 960,7	3 396,9	3 281,6	3 106,8	3 475,4	3 148,88	4 154,8
Subvention de l'Etat	2 378,9	4 992,9	1 807,0	3 815,4	4 702,2	5 207,3	7 167,5	5 364,7	9 107,74	10 285,7
Autres Subvention	135	1,3	59,1	343,4	94,1	34,8	57,5	67,1	313,72	51,0
Emprunt	0,0	5 215,6	5 000,0	0,0	0,0	0	1 000,0	2 449,2	0,00	0,0
Excédent Exécution Budgétaire	1 159,0	830,4	4 755,8	3 394,2	2 155,0	3 661,6	3 950,1	2 586,2	2 736,48	2 849,3
<b>Total</b>	<b>6 180,5</b>	<b>14 112,6</b>	<b>14 341,3</b>	<b>10 513,7</b>	<b>10 348,2</b>	<b>12 185,3</b>	<b>15 281,9</b>	<b>13 942,6</b>	<b>15 306,82</b>	<b>17 340,8</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 95 : Dépenses des EPE par nature (en millions de FCFA)**

Nature de Dépenses	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonctionnement	89 757,0	106 096,0	122 260,0	120 742,0	113 190,0	56 462,0	154 323,0	162 423,0	190 577,1	185 068,9
Investissement	25 592,0	30 978,0	30 247,0	28 556,0	26 765,0	104 371,0	36 388,0	37 280,0	37 704,2	41 876,9
<b>Total</b>	<b>115 349,0</b>	<b>137 074,0</b>	<b>152 507,0</b>	<b>149 298,0</b>	<b>139 955,0</b>	<b>160 833,0</b>	<b>190 711,0</b>	<b>199 703,0</b>	<b>228 281,3</b>	<b>226 945,9</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 96 : Dépenses des EPE du secteur Santé par nature (en millions de FCFA)**

Nature de dépenses	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonctionnement	23 436,0	28 710,0	30 650,0	30 947,0	33 408,0	20 259,0	44 094,0	49 008,0	75 233,6	72 257,4
Investissement	1 804,0	4 922,0	3 857,0	3 017,0	1 724,0	19 664,0	3 846,0	3 683,0	3 109,8	3 840,3
<b>Total</b>	<b>25 240,0</b>	<b>33 632,0</b>	<b>34 507,0</b>	<b>33 964,0</b>	<b>35 132,0</b>	<b>39 923,0</b>	<b>47 940,0</b>	<b>52 691,0</b>	<b>78 343,4</b>	<b>76 097,7</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 97 : Dépenses des EPE du secteur Hydraulique, développement rural et foresterie par nature (en millions de FCFA)**

Nature de Dépenses	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonctionnement	1 877,0	2 016,0	1 883,0	1 520,0	1 818,0	651,0	2 103,0	1 828,0	1 622,8	1 065,2
Investissement	2 097,0	648,0	820,0	346,0	286,0	1 959,0	4 323,0	2 840,0	1 478,8	40,5
<b>Total</b>	<b>3 974,0</b>	<b>2 664,0</b>	<b>2 703,0</b>	<b>1 866,0</b>	<b>2 104,0</b>	<b>2 610,0</b>	<b>6 426,0</b>	<b>4 668,0</b>	<b>3 101,6</b>	<b>1 105,6</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 98 : Dépenses des EPE du secteur Education, enseignement et formation professionnelle par nature (en millions de FCFA)**

Nature de Dépenses	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonctionnement	36 084,0	39 590,0	44 745,0	47 440,0	49 599,0	28 240,0	84 287,0	85 972,0	86 165,2	81 414,9
Investissement	11 012,0	10 227,0	12 278,0	13 488,0	14 860,0	45 600,0	11 654,0	14 147,0	11 897,6	12 523,1
<b>Total</b>	<b>47 096,0</b>	<b>49 817,0</b>	<b>57 023,0</b>	<b>60 928,0</b>	<b>64 459,0</b>	<b>73 840,0</b>	<b>95 941,0</b>	<b>100 119,0</b>	<b>98 062,8</b>	<b>93 938,0</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 99 : Dépenses des EPE du Secteur Prestation de services et autres par nature (en millions de FCFA)**

Nature de Dépenses	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonctionnement	24 186,0	31 220,0	38 669,0	34 960,0	22 574,0	4 517,0	13 694,0	19 071,0	20 285,0	21 476,3
Investissement	9 493,0	10 332,0	8 591,0	9 134,0	8 932,0	30 119,0	14 002,0	11 916,0	16 011,4	22 329,7
<b>Total</b>	<b>33 679,0</b>	<b>41 552,0</b>	<b>47 260,0</b>	<b>44 094,0</b>	<b>31 506,0</b>	<b>34 636,0</b>	<b>27 696,0</b>	<b>30 987,0</b>	<b>36 296,4</b>	<b>43 806,0</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 100 : Dépenses des EPE du Secteur Communication et culture par nature (en millions de FCFA)**

Nature de Dépenses	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonctionnement	4 174,0	4 560,0	6 313,0	5 875,0	5 791,0	2 795,0	10 145,0	6 544,0	7 270,5	8 855,1
Investissement	1 186,0	4 849,0	4 701,0	2 571,0	963,0	7 029,0	2 563,0	4 694,0	5 206,6	3 143,4
<b>Total</b>	<b>5 360,0</b>	<b>9 409,0</b>	<b>11 014,0</b>	<b>8 446,0</b>	<b>6 754,0</b>	<b>9 824,0</b>	<b>12 708,0</b>	<b>11 238,0</b>	<b>12 477,1</b>	<b>11 998,5</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE



**Tableau 101 : Dépenses d'investissement des EPE par secteur d'activités (en millions de FCFA)**

Nature de Dépenses	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Santé	1 804,0	4 922,0	3 857,0	3 017,0	1 724,0	19 664,0	3 846,0	3 683,0	3 109,8	3 840,3
Hydraulique, développement rural et foresterie	2 097,0	648,0	820,0	346,0	286,0	1 959,0	4 323,0	2 840,0	1 478,8	40,5
Education, enseignement et formation professionnelle	11 012,0	10 227,0	12 278,0	13 488,0	14 860,0	45 600,0	11 654,0	14 147,0	11 897,6	12 523,1
Prestation de services	9 493,0	10 332,0	8 591,0	9 134,0	8 932,0	30 119,0	14 002,0	11 916,0	16 011,4	22 329,7
Communication et culture	1 186,0	4 849,0	4 701,0	2 571,0	963,0	7 029,0	2 563,0	4 694,0	5 206,6	3 143,4
<b>Total</b>	<b>25 592,0</b>	<b>30 978,0</b>	<b>30 247,0</b>	<b>28 556,0</b>	<b>26 765,0</b>	<b>104 371,0</b>	<b>36 388,0</b>	<b>37 280,0</b>	<b>37 704,2</b>	<b>41 876,9</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 102 : Taux moyen du ratio d'autofinancement des EPE par secteur d'activités (%)**

Secteur d'activités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Santé	23,7	21,8	23,9	28,8	36,3	41,4	35,1	29,5	33,1	35,2
Hydraulique, Développement Rural et Foresterie	55,6	30,4	33,8	26,5	31,0	38,1	37,3	38,4	19,0	22,9
Education et formation professionnelle	16,3	17,4	36,1	23,1	24,6	20,5	16,7	16,5	17,7	24,5
Prestation de Service	37,0	29,8	88,7	48,4	57,8	55,1	59,9	52,8	58,2	58,5
Communication et Culture	37,8	36,9	27,6	20,2	25,7	24,5	22,4	24,8	21,1	28,3

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 103 : Effectif des EPE suivant le respect de la norme du ratio d'autofinancement (>= 20%) par secteur d'activités**

Secteur d'activités	Observation	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Santé	Respect	12	14	13	14	16	17	19	15	8	18
	Non respect	5	3	4	3	1	1	0	3	12	3
Hydraulique, Développement Rural et Foresterie	Respect	4	3	3	3	3	3	2	4	1	1
	Non respect	1	2	1	1	1	1	2	0	3	2
Education et formation professionnelle	Respect	15	16	19	18	18	15	10	11	14	16
	Non respect	11	11	10	13	13	19	29	30	28	18
Prestation de Service	Respect	10	9	10	13	14	12	12	14	15	15
	Non respect	3	4	5	4	5	7	6	5	5	5
Communication et Culture	Respect	5	3	3	3	2	3	3	4	4	5
	Non respect	2	2	2	2	3	4	5	4	4	3

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports du secrétariat sur la gestion des EPE

**Tableau 104 : Effectif des entreprises publiques et des sociétés d'économie mixte**

Catégories de sociétés	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés d'Etat (SE)	16	17	19	19	19	19	19	19	19	19
Etablissements Publics de Prévoyance Sociales (EPPS) <sup>15</sup>	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3
Sociétés d'Economie Mixte (SEM)	nd	nd	nd	nd	nd	33	33	33	33	32
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>54</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports de l'Assemblée Générale des Sociétés d'Etat

**Tableau 105 : Situation financière des sociétés d'Etat sur la période 2017 à 2020 (en millions de FCFA)**

	2017	2018	2019	2020	2021
Chiffres d'Affaires	919 441,9	1 036 090,2	1 134 456,3	1 089 866,8	1 313 807,8
Résultat net	55 534,1	68 942,1	72 352,1	56 753,1	78 130,0
Dividendes versés	13 592,4	25 534,3	34 299,4	37 872,7	23 302,4

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports de l'Assemblée Générale des Sociétés d'Etat

**Tableau 106 : Capital social par catégorie de sociétés d'économies mixtes (en millions de FCFA) dont part de l'Etat (%)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Secteur Banque-finance-assurance</b>										
Capital social	nd	nd	nd	nd	nd	nd	77 272,1	77 272,1	94 232,1	94 232,1
Part de l'Etat (%)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	16,0	16,0	16,8	16,8
<b>Secteur industrie</b>										
Capital social	nd	nd	nd	nd	nd	nd	32 593,1	32 593,1	32 593,1	32 593,1
Part de l'Etat (%)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	61,9	61,9	61,9	61,9
<b>Secteur commerce et service</b>										
Capital social	nd	nd	nd	nd	nd	nd	40 893,0	40 893,0	40 893,0	40 893,0
Part de l'Etat (%)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	17,5	17,5	17,5	17,5
<b>Secteur mine et carrières</b>										
Capital social	nd	nd	nd	nd	nd	nd	43 690,0	43 690,0	43 690,0	43 690,0
Part de l'Etat (%)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	10,0	10,0	10,0	10,0
<b>Total</b>										
Capital social	nd	nd	nd	nd	nd	nd	194 448,2	194 448,2	211 408,2	211 408,2
Total part de l'Etat (%)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	22,6	22,6	22,4	22,4

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports de l'Assemblée Générale des Sociétés d'Etat

<sup>15</sup> Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO), Caisse nationale d'assurance maladie universelle (CNAMU)

**Tableau 107 : Nombre de bureaux de change manuel par localité**

Localités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020	2021
Ouagadougou	64	78	68	74	93	98	104	131	142	142	165
Bobo-Dioulasso	8	9	8	9	10	10	10	11	12	12	12
Autres	14	14	7	7	8	8	8	8	8	8	8
<b>Total</b>	<b>86</b>	<b>101</b>	<b>83</b>	<b>90</b>	<b>111</b>	<b>116</b>	<b>122</b>	<b>150</b>	<b>162</b>	<b>162</b>	<b>185</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

**Tableau 108 : Vente de devises au Burkina Faso (en milliers)**

Devises	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Euro	48 157,2	59 114,0	157 784,0	88 016,1	50 937,5	71 286,9	94 546,8	92 767,5	22 176,7	7 601,1
Dollars américain (USD)	1 757,6	1 168,7	1 033,3 <sup>(a)</sup>	3 581,2	3 837,4	6 548,7	15 608,1	19 907,6	5 402,0	1 556,6
Dollars Canadien (CAD)	26,4	22,0	129,2	44,3 <sup>(a)</sup>	108,4	96,2	108,7	114,4	70,4	5,0
Franc Suisse (CHF)	3,6	15,4	16,1	23,9	15,5	8,2	21,3	44,6	0,0	0,0
Live sterling (GBP)	0,5	3,0	3,6	16,4	12,5	14,3	34,3	65,8	0,0	0,0
Dirham Emirates Arabes Unis (AED)	0,0	0,0	8,2	0,0	0,0	73,0	140,6	0	0,0	0,0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

(a) Lors de l'analyse des incohérences, il a été constaté des écarts entre les informations relatives aux devises USD et CAD contenu dans le fichier de la base de données et de l'annuaire statistique 2019. Pour corriger ces écarts, les données des rapports de change de 2014 et 2015 ont été reprises en vue de corriger ces incohérences constatées.

**Tableau 109 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent américain**

Devises	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Euro	1 851 537	2 275 474	7 305 399	4 075 110	2 454 576	2 397 442	2 542 625	4 613 524	2 016 935	983 983
Dollars américain (USD)	1 660 774	994 585	412 655	1 250 163	1 324 786	3 162 224	3 784 652	5 862 228	491 299	375 759
Dollars Canadien (CAD)	21 780	14 297	116 865	35 125	86 295	84 967	99 218	114 358	70 428	5 000

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

**Tableau 110 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent asiatique**

Devises	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Euro	30 046 955	36 885 249	78 623 763	43 858 042	24 475 977	35 506 924	41 566 987	39 506 928	9 452 790	2 951 950
Dollars américain (USD)	30 169	41 509	263 849	799 116	1 724 443	2 234 987	3 621 546	8 610 860	2 302 574	430 505
Dollars Canadien (CAD)	3 845	1 045	0	0	0	11 250	0	0	0	0

Franc Suisse (CHF)	940	14 900	0	0	0	0	0	0	0	0
Live sterling (GBP)	0	950	0	0	0	0	0	0	0	0
Dirham Emirates Arabes Unis (AED)	0	0	8 080	0	0	73 000	102 000	0	0	0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

**Tableau 111 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent européen**

Devises	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Euro	12 295 630	15 089 075	41 670 752	23 244 850	14 782 328	20 481 440	27 865 326	29 741 444	6 494 284	346 422
Dollars américain (USD)	43 221	28 472	272 896	826 661	610 764	809 885	1 029 545	2 994 576	1 581 921	482 875
Dollars Canadien (CAD)	800	6 638	12 320	9 150	22 125	0	32 755	0	0	0
Franc Suisse (CHF)	2 665	520	16 050	23 850	1 511	8 220 <sup>(a)</sup>	22 986	44 596	0	0
Live sterling (GBP)	490	2 091	3 580	16 380	12 485	14 309	17 121	65 808	0	0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

(a) Lors de l'analyse des incohérences, il a été constaté des écarts entre les informations relatives aux devises USD et CAD contenu dans le fichier de la base de données et de l'annuaire statistique 2019. Pour corriger ces écarts, les données des rapports de change de 2014 et 2015 ont été reprises en vue de corriger ces incohérences constatées.

**Tableau 112 : Vente de devises par les bureaux de change manuel à destination du continent africain**

Devises	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Euro	3 963 125	4 864 202	30 184 078	16 837 334	9 224 622	12 901 076	15 656 497	18 905 601	4 212 683	1 318 708
Dollars américain (USD)	23 404	154 164	83 904	254 165	177 358	341 617	489 546	2 439 972	1 026 153	267 499
Dirham Emirates Arabes Unis (AED)	0	0	119	0	0	0	0	0	0	0

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de change manuel

**Tableau 113 : Nombre de bureaux de transfert d'argent par localité**

Localités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ouagadougou	195	225	249	259	309	417	425	443	471	408
Bobo-Dioulasso	27	30	30	35	40	41	41	43	55	38
Koudougou	2	2	2	5	5	1	1	1	1	2
Ouahigouya	2	2	2	4	4	4	4	4	4	2
Banfora	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tenkodogo	12	12	12	14	14	2	2	2	4	2
Autres	20	20	20	23	23	28	8	8	12	21
<b>Total</b>	<b>260</b>	<b>293</b>	<b>317</b>	<b>342</b>	<b>397</b>	<b>495</b>	<b>483</b>	<b>503</b>	<b>549</b>	<b>475</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de transfert rapide d'argent

**Tableau 114 : Transferts reçus et émis par le Burkina Faso (en millions de FCFA)**

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Reçus	61 243,0	66 231,0	68 339,0	77 578,0	77 102,0	34 893,0	38 277,0	61 658,0	164 879,0	189 064,2
Emis	37 160,0	42 846,0	46 308,0	47 703,0	40 509,0	18 522,0	18 573,0	35 123,0	70 396,0	73 520,6
<b>Soldes</b>	<b>24 083,0</b>	<b>23 385,0</b>	<b>22 031,0</b>	<b>29 875,0</b>	<b>36 593,0</b>	<b>16 371,0</b>	<b>19 704,0</b>	<b>26 535,0</b>	<b>94 483,0</b>	<b>115 543,6</b>

Source : DGTCP/DAMOF/Rapports sur le suivi de l'activité de transfert rapide d'argent

**Tableau 115 : Nombre de dossiers de contentieux administratifs délibérés vidés<sup>16</sup>**

Contentieux administratifs	2012	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>17</sup>
Gagnés	109	103	85	110	139	92	103	185	na
Perdus	32	36	23	61	37	47	57	61	na
<b>Total</b>	<b>141</b>	<b>139</b>	<b>108</b>	<b>171</b>	<b>176</b>	<b>139</b>	<b>160</b>	<b>246</b>	<b>na</b>

Source: DGTCP/AJT/Rapports d'activités

**Tableau 116 : Nombre de dossiers de contentieux judiciaires délibérés vidés**

Contentieux judiciaires	2012	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Gagnés	9	38	45	54	66	34	71	38	na
Perdus	6	14	13	22	19	19	20	12	na
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>52</b>	<b>58</b>	<b>76</b>	<b>85</b>	<b>53</b>	<b>91</b>	<b>50</b>	<b>na</b>

Source: DGTCP/AJT/Rapports d'activités

**Tableau 117 : Incidence financière des dommages causés par l'Etat par nature de dossiers (en millions de FCFA)**

Nature de dossiers	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Exécution des décisions de justice rendant l'Etat débiteur	454,7	1 501,9	353,2	419,9	827,3	1 142,0	1 788,2	8 017,8	6 855,1	na
Transactions code CIMA (dossiers d'accident de la circulation)	39,7	40,3	21,7	46,8	37,2	19,7	45,0	85,8	77,2	na
Transactions Hors code CIMA ou protocoles d'accord	4 661,0	5 728,3	701,3	32,2	22,5	44,4	144,0	11,0	418,8	na
<b>Total</b>	<b>5 155,4</b>	<b>7 270,5</b>	<b>1 076,3</b>	<b>498,9</b>	<b>886,9</b>	<b>1 206,2</b>	<b>1 977,2</b>	<b>8 114,6</b>	<b>7 351,1</b>	<b>na</b>

Source: DGTCP/AJT/Rapports d'activités

**Tableau 118 : Situation des arrêtés portant autorisation d'organiser des tombolas de 2014 à 2021**

Années	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Nombre	24	10	16	18	9	17	22	17

Source: DGTCP/DELF

<sup>16</sup> Il faut noter concernant les tableaux 111, 112 et 113 que l'Agence judiciaire du trésor devenue Agence judiciaire de l'Etat suivant le décret N°2020-0336/PRES/PM/MINEFID/MJ du 08 mai 2020, portant création, missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence judiciaire de l'Etat, ne relève plus de la DGTCP

<sup>17</sup> Pour compter de 2021, l'AJE ne relève plus de la DGTCP

**Tableau 119 : Situation des autorisations des nouveaux dossiers relatifs aux licences d'exploitation et d'ouverture des salles de machines à sous et casinos de 2015 à 2021**

Années	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Licence	0	0	0	2	nd	0	0
Autorisations	13	7	11	8	0	1	10

**Source:** DGTCP/DELFF**Tableau 120 : Situation des comptes de gestion des Comptables Principaux de l'Etat (CPE)**

Exercice budgétaire	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombres de comptes attendus	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Nombres de comptes reçus à la DELF	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Nombres de comptes mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Nombres de comptes restant à produire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**Source:** DGTCP/DELFF**Tableau 121: Situation des comptes de gestion produits par les Agents Comptables**

Exercice budgétaire	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombres de comptes attendus	69	69	71	77	77	85	90	94	93	106
Nombres de comptes reçus à la DELF	69	69	70	77	76	85	90	92	92	97
Nombres de comptes mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes	69	69	70	77	76	85	90	92	92	91
Nombres de comptes restant à produire	0	0	1	0	1	0	0	2	1	9

**Source:** DGTCP/DELFF**Tableau 122 : Situation des comptes de gestion des collectivités territoriales faisant l'objet de jugement par la Cour des comptes**

Exercice budgétaire	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombres de comptes attendus	115	118	150	206	229	241	237
Nombres de comptes reçus à la DELF	115	117	142	188	210	212	102
Nombres de comptes mis en état d'examen et transmis à la Cour des comptes	115	117	142	188	210	212	102
Nombres de comptes restant à produire	0	1	8	18	19	29	135

**Source:** DGTCP/DELFF

**Tableau 123 : Situation des droits payés pour services rendus (en millions de FCFA)**

Catégorie de jeu	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020	2021
Tombola	39,5	40,9	42,9	43,5	44,5	79,8	80,5	82,8	83,3	83,3	50,2
Machines à Sous	36,0	36,0	36,0	68,1	73,2	78,3	78,3	78,3	78,3	78,3	81,9
<b>Total</b>	<b>75,5</b>	<b>76,9</b>	<b>78,9</b>	<b>111,6</b>	<b>117,7</b>	<b>158,1</b>	<b>158,8</b>	<b>161,1</b>	<b>161,6</b>	<b>161,6</b>	<b>132,2</b>

Source: DGTCP/DELF

**Tableau 124 : Couverture géographique des salles de machines à sous des sociétés de jeux**

Région	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
TR BOUCLE DU MOUHOUN		11	11	11	11	11	11	11	11	11
TR-CENTRE		137	137	137	142	145	145	145	145	139
TR CENTRE OUEST		6	6	6	6	6	6	6	6	6
TR CENTRE NORD		8	8	8	8	8	8	8	8	8
TR CENTRE EST		11	11	11	11	11	11	11	11	12
TR CENTRE SUD		3	3	3	3	3	3	3	3	3
TR HAUTS BASSINS		35	36	36	36	37	37	37	37	37
TR CASCADES		6	6	6	6	6	6	6	6	7
TR SUD OUEST		4	4	4	4	4	4	4	4	4
TR NORD		6	6	6	6	6	6	6	6	6
TR PLATEAU CENTRAL		2	2	2	2	2	2	2	2	3
TR EST		4	4	4	4	4	4	4	4	4
TR SAHEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>233</b>	<b>234</b>	<b>234</b>	<b>239</b>	<b>243</b>	<b>243</b>	<b>243</b>	<b>243</b>	<b>240</b>

Source: DGTCP/DELF

**Tableau 125 Situation de traitement des demandes de création de régie d'avances de 2019 à 2021**

Libellés	2019	2020	2021
<b>Etat</b>			
Nombre de demandes reçues	13	14	7
Nombre de demandes accordées	13	14	7
<b>EPE</b>			
Nombre de demandes reçues	14	9	11
Nombre de demandes accordées	14	9	11
<b>Collectivités Territoriales</b>			
Nombre de demandes reçues	4	3	2
Nombre de demandes accordées	4	3	2

Source: DGTCP/DELF

**Tableau 126 : Situation de traitement des demandes de création de régie de recettes de 2019 à 2021**

<b>Libellés</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>ETAT</b>			
Nombre de demandes reçues	4	4	4
Nombre de demandes accordées	4	4	4
<b>EPE</b>			
Nombre de demandes reçues	4	2	4
Nombre de demandes accordées	4	2	4
<b>Collectivités territoriales</b>			
Nombre de demandes reçues	21	13	17
Nombre de demandes accordées	21	13	17

**Source:** DGTCP/DELF



**Chapitre**  
**10**

**Principaux agrégats et soldes des  
opérations financières  
des Collectivités Territoriales**

**Tableau 127 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des Collectivités Territoriales (nomenclature TOFE)<sup>18</sup> de 2015 à 2021 (en millions de FCFA<sup>19</sup>)**

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>72 145,9</b>	<b>83 463,8</b>	<b>122 559,6</b>	<b>114 873,3</b>	<b>129 543,5</b>	<b>151 538,4</b>	<b>171 602,1</b>
Recettes fiscales	1 342,2	1 570,7	1 728,8	1 674,1	1 532,1	1 416,9	1 448,3
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	62 634,5	72 081,4	108 179,3	98 825,4	112 346,8	134 688,4	151 136,0
Autres recettes	8 169,2	9 811,7	12 651,6	14 373,8	15 664,6	15 433,1	19 017,7
<b>DEPENSES</b>	<b>71 294,1</b>	<b>72 622,6</b>	<b>102 189,6</b>	<b>123 654,1</b>	<b>111 046,1</b>	<b>136 934,9</b>	<b>139 585,2</b>
<b>CHARGES</b>	<b>35 908,2</b>	<b>33 719,0</b>	<b>49 105,8</b>	<b>68 250,2</b>	<b>62 943,4</b>	<b>67 881,7</b>	<b>66 491,4</b>
Rémunération des salariés	9 519,0	9 854,4	12 674,3	18 399,7	17 989,5	18 209,9	19 157,4
Utilisation de biens et services	22 953,5	21 047,5	24 112,6	28 050,5	28 650,7	29 327,9	29 355,7
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	42,6	39,4	33,7	36,5	29,3	18,9	25,4
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	822,8	672,9	1 088,8	1 263,4	725,1	1 024,8	1 130,3
Prestations sociales	382,7	389,5	412,4	459,4	509,6	276,2	253,7
Autres charges	2 187,5	1 715,3	10 784,1	20 040,7	15 039,2	19 023,9	16 568,9
<b>Solde net de gestion</b>	<b>36 237,7</b>	<b>49 744,7</b>	<b>73 453,9</b>	<b>46 623,1</b>	<b>66 600,2</b>	<b>83 656,7</b>	<b>105 110,7</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>35 386,0</b>	<b>38 903,6</b>	<b>53 083,8</b>	<b>55 403,9</b>	<b>48 102,7</b>	<b>69 053,2</b>	<b>73 093,8</b>
Actifs non financiers	35 386,0	38 903,6	53 083,8	55 403,9	48 102,7	69 053,2	73 093,8
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>851,7</b>	<b>10 841,1</b>	<b>20 370,1</b>	<b>-8 780,8</b>	<b>18 497,4</b>	<b>14 603,5</b>	<b>32 016,9</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>910,0</b>	<b>10 820,3</b>	<b>20 343,7</b>	<b>-8 878,6</b>	<b>18 462,1</b>	<b>14 614,9</b>	<b>32 217,3</b>
Actifs financiers	6 083,2	13 472,3	37 446,5	-5 863,1	20 845,3	20 647,3	20 636,0
Passifs	5 173,2	2 652,0	17 102,8	3 015,5	2 383,2	6 032,4	-11 581,3

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

<sup>18</sup> Base « Manuel des statistiques des finances publiques 2014 »

<sup>19</sup> La liste des communes dont les opérations ne sont pas incluses dans les tableaux des opérations financières des CT sur la période 2015-2021 figure en annexe

Tableau 128 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des Communes rurales sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>38 121,9</b>	<b>43 332,7</b>	<b>69 214,3</b>	<b>61 043,0</b>	<b>68 564,4</b>	<b>81 156,4</b>	<b>95 261,3</b>
Recettes fiscales	235,5	253,1	473,1	398,1	311,8	213,1	242,1
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	34 607,1	38 963,9	62 913,6	53 689,2	60 549,0	73 136,3	85 345,3
Autres recettes	3 279,4	4 115,7	5 827,6	6 955,7	7 703,7	7 807,0	9 673,9
<b>DEPENSES</b>	<b>38 705,7</b>	<b>39 401,0</b>	<b>58 517,2</b>	<b>66 127,1</b>	<b>54 861,5</b>	<b>71 750,7</b>	<b>79 298,7</b>
<b>CHARGES</b>	<b>14 547,1</b>	<b>12 719,9</b>	<b>21 957,8</b>	<b>31 386,8</b>	<b>26 402,6</b>	<b>30 227,6</b>	<b>30 964,3</b>
Rémunération des salariés	3 345,8	3 466,8	3 922,7	7 485,7	6 848,6	6 315,2	6 691,3
Utilisation de biens et services	10 032,9	8 377,3	11 271,2	12 026,9	11 765,9	13 064,3	13 827,2
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	334,0	322,0	314,5	631,5	315,7	516,1	521,5
Prestations sociales	82,0	84,2	99,7	98,5	107,2	115,2	118,3
Autres charges	752,5	469,6	6 349,6	11 144,2	7 365,2	10 216,8	9 806,0
<b>Solde net de gestion</b>	<b>23 574,8</b>	<b>30 612,7</b>	<b>47 256,5</b>	<b>29 656,2</b>	<b>42 161,8</b>	<b>50 928,7</b>	<b>64 297,0</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>24 158,6</b>	<b>26 681,1</b>	<b>36 559,4</b>	<b>34 740,3</b>	<b>28 458,9</b>	<b>41 523,1</b>	<b>48 334,3</b>
Capacité/besoin de financement = Financement	24 158,6	26 681,1	36 559,4	34 740,3	28 458,9	41 523,1	48 334,3
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-583,8</b>	<b>3 931,6</b>	<b>10 697,1</b>	<b>-5 084,1</b>	<b>13 703,0</b>	<b>9 405,7</b>	<b>15 962,6</b>
Actifs financiers	-525,6	3 887,0	10 670,8	-5 181,9	13 668,2	9 417,1	16 138,1
Passifs	3 420,8	6 490,9	21 829,8	-4 429,9	13 546,5	13 406,1	10 545,4

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 129 : Principaux agrégats des Opérations financières des Communes urbaines sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>31 164,8</b>	<b>35 665,0</b>	<b>48 079,4</b>	<b>46 309,6</b>	<b>54 044,0</b>	<b>58 267,5</b>	<b>63 240,2</b>
Recettes fiscales	1 106,1	1 316,4	1 254,1	1 272,8	1 216,0	1 184,3	1 190,4
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	25 318,2	28 847,5	40 478,3	37 990,2	45 315,6	49 854,6	53 405,4
Autres recettes	4 740,5	5 501,1	6 347,0	7 046,5	7 512,4	7 228,6	8 644,5
<b>DEPENSES</b>	<b>28 771,3</b>	<b>29 411,5</b>	<b>38 302,2</b>	<b>51 561,5</b>	<b>50 084,9</b>	<b>56 970,1</b>	<b>50 183,1</b>
<b>CHARGES</b>	<b>19 929,5</b>	<b>19 807,3</b>	<b>25 627,2</b>	<b>35 097,0</b>	<b>34 657,4</b>	<b>35 630,6</b>	<b>33 308,0</b>
Rémunération des salariés	5 881,4	6 084,0	8 372,1	10 307,7	10 569,0	11 354,8	11 885,3
Utilisation de biens et services	12 252,2	12 008,0	11 972,4	15 132,5	15 813,4	15 092,5	14 216,3
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	42,6	39,4	33,7	36,5	29,3	18,9	25,4
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	259,7	326,5	746,4	466,0	353,2	401,1	465,2
Prestations sociales	295,7	298,5	305,0	345,4	394,8	148,6	122,4
Autres charges	1 197,9	1 051,0	4 197,7	8 808,9	7 497,7	8 614,8	6 593,3
<b>Solde net de gestion</b>	<b>11 235,3</b>	<b>15 857,7</b>	<b>22 452,2</b>	<b>11 212,6</b>	<b>19 386,6</b>	<b>22 636,9</b>	<b>29 932,2</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>8 841,7</b>	<b>9 604,2</b>	<b>12 675,0</b>	<b>16 464,5</b>	<b>15 427,5</b>	<b>21 339,5</b>	<b>16 875,1</b>
Actifs non financiers	8 841,7	9 604,2	12 675,0	16 464,5	15 427,5	21 339,5	16 875,1
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>2 393,6</b>	<b>6 253,5</b>	<b>9 777,2</b>	<b>-5 251,9</b>	<b>3 959,1</b>	<b>1 297,4</b>	<b>13 057,1</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>2 393,6</b>	<b>6 277,4</b>	<b>9 777,2</b>	<b>-5 251,9</b>	<b>3 958,6</b>	<b>1 297,4</b>	<b>13 112,2</b>
Actifs financiers	3 004,5	6 331,1	15 493,9	-2 915,2	5 282,3	2 959,9	6 053,8
Passifs	611,0	53,8	5 716,7	2 336,7	1 323,8	1 662,5	-7 058,3

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

**Tableau 130 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières des régions (collectivités Territoriales) sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)**

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>RECETTES</b>	<b>2 859,1</b>	<b>4 466,1</b>	<b>5 265,9</b>	<b>7 520,7</b>	<b>6 935,1</b>	<b>12 114,6</b>	<b>13 100,6</b>
Recettes fiscales	0,6	1,2	1,7	3,2	4,3	19,6	15,8
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 709,3	4 270,0	4 787,3	7 146,0	6 482,2	11 697,5	12 385,4
Autres recettes	149,2	194,9	477,0	371,6	448,5	397,5	699,3
<b>DEPENSES</b>	<b>3 817,1</b>	<b>3 810,1</b>	<b>5 370,1</b>	<b>5 965,5</b>	<b>6 099,8</b>	<b>8 214,2</b>	<b>10 103,4</b>
<b>CHARGES</b>	<b>1 431,5</b>	<b>1 191,8</b>	<b>1 520,7</b>	<b>1 766,5</b>	<b>1 883,4</b>	<b>2 023,5</b>	<b>2 219,1</b>
Rémunération des salariés	291,8	303,6	379,5	606,4	571,9	540,0	580,7
Utilisation de biens et services	668,5	662,2	869,0	891,0	1 071,3	1 171,1	1 312,1
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	229,1	24,4	27,8	165,8	56,3	107,7	143,6
Prestations sociales	5,0	6,8	7,8	15,6	7,6	12,4	13,1
Autres charges	237,1	194,7	236,7	87,7	176,3	192,3	169,6
<b>Solde net de gestion</b>	<b>1 427,6</b>	<b>3 274,3</b>	<b>3 745,2</b>	<b>5 754,3</b>	<b>5 051,7</b>	<b>10 091,1</b>	<b>10 881,5</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>2 385,6</b>	<b>2 618,3</b>	<b>3 849,4</b>	<b>4 199,1</b>	<b>4 216,4</b>	<b>6 190,7</b>	<b>7 884,3</b>
Actifs non financiers	2 385,6	2 618,3	3 849,4	4 199,1	4 216,4	6 190,7	7 884,3
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>-958,0</b>	<b>656,0</b>	<b>-104,2</b>	<b>1 555,2</b>	<b>835,3</b>	<b>3 900,4</b>	<b>2 997,1</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-958,0</b>	<b>656,0</b>	<b>-104,2</b>	<b>1 555,2</b>	<b>835,3</b>	<b>3 900,4</b>	<b>2 967,1</b>
Actifs financiers	-342,1	650,3	122,8	1 481,9	2 016,4	4 281,4	4 036,8
Passifs	615,9	-5,7	227,0	-73,3	1 181,1	381,0	1 069,7

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

**Tableau 131 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région de la Boucle du Mouhoun sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)**

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>RECETTES</b>	<b>6 119,9</b>	<b>7 190,2</b>	<b>11 356,3</b>	<b>13 672,7</b>	<b>10 941,8</b>	<b>13 628,3</b>	<b>19 514,5</b>
Recettes fiscales	47,6	61,4	85,4	80,4	87,2	95,6	104,3
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	5 690,4	6 170,9	10 340,9	12 496,2	9 613,3	12 731,0	17 710,3
Autres recettes	381,9	958,0	930,1	1 096,1	1 241,3	801,6	1 699,9
<b>DEPENSES</b>	<b>6 397,3</b>	<b>5 636,2</b>	<b>8 528,7</b>	<b>11 417,9</b>	<b>9 490,8</b>	<b>11 313,1</b>	<b>11 324,9</b>
<b>CHARGES</b>	<b>2 753,5</b>	<b>2 255,5</b>	<b>3 527,8</b>	<b>5 417,4</b>	<b>4 521,5</b>	<b>4 563,2</b>	<b>4 489,1</b>
Rémunération des salariés	595,1	604,6	623,0	1 373,3	1 143,5	943,8	995,2
Utilisation de biens et services	2 015,3	1 366,4	1 766,6	2 077,6	1 862,0	2 055,6	2 087,0
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	59,6	214,2	165,6	387,7	68,8	54,0	37,3

Prestations sociales	18,0	20,0	24,0	25,3	24,0	19,3	16,8
Autres charges	65,4	50,3	948,6	1 553,5	1 423,1	1 490,4	1 352,8
<b>Solde net de gestion</b>	<b>3 366,4</b>	<b>4 934,8</b>	<b>7 828,5</b>	<b>8 255,3</b>	<b>6 420,3</b>	<b>9 065,0</b>	<b>15 025,4</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>3 643,8</b>	<b>3 380,8</b>	<b>5 000,9</b>	<b>6 000,5</b>	<b>4 969,3</b>	<b>6 749,9</b>	<b>6 835,8</b>
Actifs non financiers	3 643,8	3 380,8	5 000,9	6 000,5	4 969,3	6 749,9	6 835,8
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>-277,4</b>	<b>1 554,0</b>	<b>2 827,6</b>	<b>2 254,8</b>	<b>1 451,0</b>	<b>2 315,2</b>	<b>8 189,7</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-277,4</b>	<b>1 554,0</b>	<b>2 792,7</b>	<b>2 254,8</b>	<b>1 455,8</b>	<b>2 315,2</b>	<b>8 420,1</b>
Actifs financiers	830,3	1 659,7	4 966,0	2 183,3	789,7	4 488,7	7 755,3
Passifs	1 107,7	105,7	2 173,4	-71,5	-666,1	2 173,6	-664,8

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

**Tableau 132 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région des Cascades sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>2 955,2</b>	<b>3 471,4</b>	<b>5 533,2</b>	<b>3 954,5</b>	<b>4 163,5</b>	<b>5 651,4</b>	<b>8 061,0</b>
Recettes fiscales	26,0	40,7	50,7	24,9	41,9	31,6	42,9
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 683,6	3 151,5	4 873,4	3 090,8	3 474,8	4 891,3	7 261,1
Autres recettes	245,6	279,2	609,0	838,8	646,8	728,5	757,0
<b>DEPENSES</b>	<b>3 395,1</b>	<b>3 226,3</b>	<b>4 671,9</b>	<b>4 062,1</b>	<b>3 060,3</b>	<b>4 548,8</b>	<b>5 468,4</b>
<b>CHARGES</b>	<b>1 410,2</b>	<b>1 221,7</b>	<b>2 305,5</b>	<b>2 583,6</b>	<b>1 845,0</b>	<b>2 581,5</b>	<b>2 767,6</b>
Rémunération des salariés	509,5	470,3	511,2	950,7	731,1	807,7	881,6
Utilisation de biens et services	742,5	686,6	932,7	919,6	802,4	1 035,4	1 078,1
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	93,5	9,9	27,0	24,2	59,4	29,7	21,9
Prestations sociales	13,9	10,4	10,5	10,4	9,2	16,2	12,9
Autres charges	50,8	44,6	824,1	678,7	242,9	692,5	773,1
<b>Solde net de gestion</b>	<b>1 545,0</b>	<b>2 249,7</b>	<b>3 227,7</b>	<b>1 370,9</b>	<b>2 318,5</b>	<b>3 070,0</b>	<b>5 293,4</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>1 984,9</b>	<b>2 004,6</b>	<b>2 366,5</b>	<b>1 478,5</b>	<b>1 215,3</b>	<b>1 967,3</b>	<b>2 700,8</b>
Actifs non financiers	1 984,9	2 004,6	2 366,5	1 478,5	1 215,3	1 967,3	2 700,8
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>-439,9</b>	<b>245,1</b>	<b>861,3</b>	<b>-107,6</b>	<b>1 103,2</b>	<b>1 102,6</b>	<b>2 592,7</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-439,9</b>	<b>245,1</b>	<b>861,3</b>	<b>-107,6</b>	<b>1 103,4</b>	<b>1 102,6</b>	<b>2 592,7</b>
Actifs financiers	-241,1	-27,8	1 551,8	-904,9	586,6	1 485,6	2 587,7
Passifs	198,8	-272,9	690,5	-797,3	-516,8	383,0	-5,0

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

**Tableau 133 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>17 357,9</b>	<b>17 703,4</b>	<b>22 011,4</b>	<b>22 991,2</b>	<b>27 184,1</b>	<b>27 988,3</b>	<b>33 516,1</b>
Recettes fiscales	697,8	770,4	919,6	738,9	749,4	599,2	575,9
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	14 274,8	14 491,5	18 230,2	18 919,0	22 693,6	23 461,8	28 141,3
Autres recettes	2385,2	2441,6	2861,6	3333,4	3741,1	3927,3	4798,8
<b>DEPENSES</b>	<b>16 172,9</b>	<b>14 266,4</b>	<b>16 812,1</b>	<b>24 415,4</b>	<b>24 939,9</b>	<b>29 574,5</b>	<b>25 797,5</b>
<b>CHARGES</b>	<b>11 006,4</b>	<b>10 703,5</b>	<b>12 502,1</b>	<b>17 369,6</b>	<b>18 229,9</b>	<b>18 152,2</b>	<b>16 597,9</b>
Rémunération des salariés	2 606,3	2 602,9	4 474,4	4 622,9	4 865,7	5 810,4	6 118,9
Utilisation de biens et services	6 898,4	6 967,6	5 993,1	8 526,6	9 464,4	8 756,8	8 607,6
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	37,3	34,4	31,3	28,3	25,4	15,3	22,2
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	292,8	99,3	454,1	263,1	118,8	120,7	143,6
Prestations sociales	205,0	200,6	215,4	238,9	260,3	11,8	16,2
Autres charges	966,7	798,7	1333,7	3689,8	3495,2	3437,2	1689,4
<b>Solde net de gestion</b>	<b>6 351,4</b>	<b>6 999,9</b>	<b>9 509,3</b>	<b>5 621,6</b>	<b>8 954,2</b>	<b>9 836,1</b>	<b>16 918,1</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>5 166,5</b>	<b>3 562,8</b>	<b>4 310,1</b>	<b>7 045,8</b>	<b>6 710,1</b>	<b>11 422,2</b>	<b>9 199,6</b>
Actifs non financiers	5 166,5	3 562,8	4 310,1	7 045,8	6 710,1	11 422,2	9 199,6
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>1 185,0</b>	<b>3 437,1</b>	<b>5 199,3</b>	<b>-1 424,1</b>	<b>2 244,2</b>	<b>-1 586,1</b>	<b>7 718,6</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>1 185,0</b>	<b>3 437,1</b>	<b>5 199,3</b>	<b>-1 424,1</b>	<b>2 244,2</b>	<b>-1 586,1</b>	<b>7 718,6</b>
Actifs financiers	1 003,5	3 621,9	5 203,2	2 356,1	1 530,3	145,9	3 497,8
Passifs	-181,4	184,8	4,0	3 780,2	-713,9	1 732,1	-4 220,7

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 134 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre-Est sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>RECETTES</b>	<b>4 555,1</b>	<b>6 553,8</b>	<b>8 898,9</b>	<b>7 137,1</b>	<b>8 580,8</b>	<b>7 877,0</b>	<b>7 834,3</b>
Recettes fiscales	33,0	48,3	55,2	58,0	64,8	50,1	52,7
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	3 971,6	5 736,2	7 973,9	6 079,8	7 543,0	6 945,7	6 908,6
Autres recettes	550,6	769,2	869,8	999,3	973,0	881,2	873,0
<b>DEPENSES</b>	<b>4 761,5</b>	<b>5 698,9</b>	<b>7 579,5</b>	<b>8 210,5</b>	<b>7 579,7</b>	<b>8 376,3</b>	<b>8 343,7</b>
<b>CHARGES</b>	<b>1 953,4</b>	<b>1 885,5</b>	<b>3 192,1</b>	<b>4 393,4</b>	<b>3 653,7</b>	<b>4 402,2</b>	<b>4 436,7</b>
Rémunération des salariés	613,7	641,9	749,0	1 040,4	1 109,2	964,8	964,5
Utilisation de biens et services	1 199,9	1 135,6	1 432,9	1 614,3	1 639,9	1 653,9	1 685,7
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	50,2	21,0	42,9	21,4	13,7	33,4	33,5
Prestations sociales	14,2	15,5	17,7	21,6	21,8	25,7	25,7
Autres charges	75,4	71,5	949,7	1 695,6	869,2	1 724,4	1 727,3
<b>Solde net de gestion</b>	<b>2 601,7</b>	<b>4 668,3</b>	<b>5 706,7</b>	<b>2 743,7</b>	<b>4 927,1</b>	<b>3 474,8</b>	<b>3 397,6</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>2 808,2</b>	<b>3 813,4</b>	<b>4 387,3</b>	<b>3 817,2</b>	<b>3 925,9</b>	<b>3 974,1</b>	<b>3 907,0</b>
Actifs non financiers	2 808,2	3 813,4	4 387,3	3 817,2	3 925,9	3 974,1	3 907,0
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>-206,5</b>	<b>854,9</b>	<b>1 319,4</b>	<b>-1 073,4</b>	<b>1 001,1</b>	<b>-499,3</b>	<b>-509,4</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-206,5</b>	<b>853,6</b>	<b>1 319,4</b>	<b>-1 073,4</b>	<b>1 001,1</b>	<b>-499,3</b>	<b>-509,4</b>
Actifs financiers	-314,2	798,7	2 793,0	-1 499,4	2 580,9	-185,1	-72,3
Passifs	-107,7	-54,9	1 473,5	-426,0	1 579,8	314,2	437,1

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 135 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Centre-Nord sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>RECETTES</b>	<b>5 145,3</b>	<b>6 689,0</b>	<b>9 147,4</b>	<b>8 794,4</b>	<b>10 268,3</b>	<b>11 883,4</b>	<b>13 485,6</b>
Recettes fiscales	21,3	37,3	31,9	53,3	41,1	30,8	39,3
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	4 519,8	6 084,8	8 238,0	7 846,0	9 173,3	10 546,9	12 145,9
Autres recettes	604,2	566,9	877,5	895,1	1 054,0	1 305,7	1 300,4
<b>DEPENSES</b>	<b>5 915,1</b>	<b>5 820,2</b>	<b>7 052,7</b>	<b>8 170,5</b>	<b>7 198,3</b>	<b>12 008,4</b>	<b>10 946,6</b>
<b>CHARGES</b>	<b>2 223,4</b>	<b>1 774,3</b>	<b>2 223,6</b>	<b>3 570,4</b>	<b>4 059,2</b>	<b>4 513,0</b>	<b>4 038,1</b>
Rémunération des salariés	604,1	567,5	644,9	1 025,8	977,0	1 008,9	1 006,9
Utilisation de biens et services	1 527,5	1 116,1	1 413,8	1 409,5	1 749,8	1 955,9	1 930,0
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	6,9	4,6	23,2	10,1	9,6	8,3	10,6
Prestations sociales	12,5	14,1	15,1	19,8	17,6	20,3	17,3
Autres charges	72,3	72,1	126,5	1 105,2	1 305,2	1 519,7	1 073,4
<b>Solde net de gestion</b>	<b>2 921,9</b>	<b>4 914,6</b>	<b>6 923,8</b>	<b>5 224,0</b>	<b>6 209,1</b>	<b>7 370,4</b>	<b>9 447,5</b>



<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>3 691,7</b>	<b>4 045,8</b>	<b>4 829,1</b>	<b>4 600,1</b>	<b>3 139,1</b>	<b>7 495,4</b>	<b>6 908,5</b>
Actifs non financiers	3 691,7	4 045,8	4 829,1	4 600,1	3 139,1	7 495,4	6 908,5
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>-769,8</b>	<b>868,8</b>	<b>2 094,7</b>	<b>623,9</b>	<b>3 070,0</b>	<b>-125,0</b>	<b>2 539,0</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-769,8</b>	<b>868,8</b>	<b>2 094,7</b>	<b>623,9</b>	<b>3 070,0</b>	<b>-125,0</b>	<b>2 539,0</b>
Actifs financiers	409,7	1 281,6	2 725,8	901,8	3 471,8	1 653,9	321,2
Passifs	1 179,5	412,8	631,1	277,8	401,8	1 778,8	-2 217,8

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

**Tableau 136 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région du Centre-Ouest sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>5 559,5</b>	<b>5 974,1</b>	<b>9 385,6</b>	<b>8 110,0</b>	<b>10 579,5</b>	<b>11 324,1</b>	<b>13 362,8</b>
Recettes fiscales	67,3	84,0	78,3	90,9	93,4	107,5	111,5
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	4 964,5	5 257,3	8 616,1	7 199,2	9 686,2	10 354,7	12 099,4
Autres recettes	527,7	632,8	691,2	819,9	799,9	862,0	1 152,0
<b>DEPENSES</b>	<b>5 066,9</b>	<b>5 848,3</b>	<b>8 589,3</b>	<b>10 091,9</b>	<b>9 276,0</b>	<b>10 687,8</b>	<b>11 493,9</b>
<b>CHARGES</b>	<b>2 607,0</b>	<b>2 349,0</b>	<b>3 512,2</b>	<b>5 391,2</b>	<b>4 536,7</b>	<b>5 255,2</b>	<b>5 119,5</b>
Rémunération des salariés	691,6	683,7	704,5	1 327,0	1 241,9	1 266,3	1 295,5
Utilisation de biens et services	1 789,9	1 540,3	1 850,7	1 825,9	1 952,3	1 996,5	2 149,8
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	10,8	12,8	23,1	15,0	47,7	287,8	72,5
Prestations sociales	20,1	20,5	18,6	21,0	22,1	22,8	23,8
Autres charges	94,6	91,8	915,2	2 202,3	1 272,8	1 681,9	1 577,8
<b>Solde net de gestion</b>	<b>2 952,4</b>	<b>3 625,1</b>	<b>5 873,4</b>	<b>2 718,7</b>	<b>6 042,8</b>	<b>6 068,9</b>	<b>8 243,4</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>2 459,9</b>	<b>3 499,3</b>	<b>5 077,2</b>	<b>4 700,7</b>	<b>4 739,3</b>	<b>5 432,6</b>	<b>6 374,4</b>
Actifs non financiers	2 459,9	3 499,3	5 077,2	4 700,7	4 739,3	5 432,6	6 374,4
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>492,6</b>	<b>125,8</b>	<b>796,3</b>	<b>-1 982,0</b>	<b>1 303,5</b>	<b>636,3</b>	<b>1 868,9</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>492,6</b>	<b>125,8</b>	<b>796,3</b>	<b>-2 001,8</b>	<b>1 303,5</b>	<b>636,3</b>	<b>1 868,9</b>
Actifs financiers	1 076,8	403,5	3 536,7	-3 491,0	2 182,5	-131,3	673,9
Passifs	584,2	277,7	2 740,4	-1 489,2	878,9	-767,6	-1 195,1

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

**Tableau 137 : Principaux agrégats et soldes des Opérations financières de la région du Centre-Sud sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>3 188,0</b>	<b>3 733,4</b>	<b>5 665,7</b>	<b>4 979,0</b>	<b>4 489,8</b>	<b>6 359,2</b>	<b>7 322,3</b>
Recettes fiscales	25,5	14,6	21,3	17,6	24,6	19,9	40,6
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 703,7	3 245,2	4 979,9	4 130,1	3 312,8	5 143,4	5 587,8
Autres recettes	458,8	473,6	664,6	831,3	1 152,4	1 195,9	1 693,9

<b>DEPENSES</b>	<b>2 396,0</b>	<b>3 299,7</b>	<b>4 994,2</b>	<b>5 748,3</b>	<b>3 964,6</b>	<b>5 631,1</b>	<b>5 958,9</b>
<b>CHARGES</b>	<b>1 290,6</b>	<b>1 232,3</b>	<b>2 035,7</b>	<b>2 785,8</b>	<b>2 320,1</b>	<b>2 706,9</b>	<b>2 883,4</b>
Rémunération des salariés	383,5	424,9	435,3	799,4	757,1	729,4	832,8
Utilisation de biens et services	836,8	756,1	1 042,7	1 012,1	870,9	1 139,2	1 155,5
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	23,7	2,1	18,7	3,8	7,8	5,5	7,0
Prestations sociales	9,3	11,1	12,5	11,2	15,3	21,4	23,0
Autres charges	37,4	38,2	526,4	959,4	669,1	811,5	865,1
<b>Solde net de gestion</b>	<b>1 897,3</b>	<b>2 501,1</b>	<b>3 630,0</b>	<b>2 193,1</b>	<b>2 169,7</b>	<b>3 652,3</b>	<b>4 438,9</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>1 105,3</b>	<b>2 067,4</b>	<b>2 958,5</b>	<b>2 962,5</b>	<b>1 644,5</b>	<b>2 924,1</b>	<b>3 075,5</b>
Actifs non financiers	1 105,3	2 067,4	2 958,5	2 962,5	1 644,5	2 924,1	3 075,5
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>792,0</b>	<b>433,6</b>	<b>671,5</b>	<b>-769,3</b>	<b>525,2</b>	<b>728,2</b>	<b>1 363,4</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>850,7</b>	<b>381,0</b>	<b>676,1</b>	<b>-769,3</b>	<b>525,2</b>	<b>728,2</b>	<b>1 363,4</b>
Actifs financiers	524,0	880,3	2 058,7	-518,4	386,6	-3,7	612,4
Passifs	-326,7	499,4	1 382,6	251,0	-138,6	-731,9	-751,0

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 138 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région de l'Est sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>4 207,2</b>	<b>5 286,9</b>	<b>8 647,8</b>	<b>6 936,9</b>	<b>11 503,2</b>	<b>9 032,1</b>	<b>14 307,4</b>
Recettes fiscales	66,8	74,6	105,8	72,6	77,5	59,2	72,9
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	3 655,8	4 692,5	7 872,3	6 057,7	10 558,0	8 365,9	13 337,8
Autres recettes	484,6	519,8	669,7	806,7	867,7	607,0	896,7
<b>DEPENSES</b>	<b>4 860,4</b>	<b>4 186,8</b>	<b>6 508,7</b>	<b>9 727,3</b>	<b>9 084,6</b>	<b>7 477,4</b>	<b>12 097,1</b>
<b>CHARGES</b>	<b>2 115,8</b>	<b>1 862,4</b>	<b>2 543,9</b>	<b>4 359,8</b>	<b>3 873,6</b>	<b>3 203,5</b>	<b>4 041,5</b>
Rémunération des salariés	509,3	555,0	640,4	1 145,7	1 117,5	821,5	1 161,3
Utilisation de biens et services	1 313,5	1 087,1	1 302,3	1 672,3	1 488,6	1 173,2	1 512,1
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	79,6	109,0	101,6	115,3	100,2	178,0	500,0
Prestations sociales	17,0	19,7	20,8	19,5	45,6	18,2	24,2
Autres charges	196,4	91,4	478,7	1407,1	1121,7	1012,5	844,0
<b>Solde net de gestion</b>	<b>2 091,4</b>	<b>3 424,6</b>	<b>6 104,0</b>	<b>2 577,1</b>	<b>7 629,6</b>	<b>5 828,6</b>	<b>10 265,9</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>2 744,6</b>	<b>2 324,4</b>	<b>3 964,8</b>	<b>5 367,4</b>	<b>5 210,9</b>	<b>4 274,0</b>	<b>8 055,6</b>
Actifs non financiers	2 744,6	2 324,4	3 964,8	5 367,4	5 210,9	4 274,0	8 055,6
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>-653,3</b>	<b>1 100,2</b>	<b>2 139,1</b>	<b>-2 790,3</b>	<b>2 418,7</b>	<b>1 554,7</b>	<b>2 210,3</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-653,3</b>	<b>1 100,2</b>	<b>2 139,1</b>	<b>-2 790,3</b>	<b>2 418,7</b>	<b>1 566,1</b>	<b>2 210,3</b>
Actifs financiers	348,1	1 323,3	3 000,6	-1 140,8	2 585,5	1 307,4	2 288,7
Passifs	1001,3	223,1	861,4	1649,5	166,8	-258,7	78,4

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 139 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région des Hauts-Bassins sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>7 228,8</b>	<b>8 995,8</b>	<b>13 008,2</b>	<b>12 774,9</b>	<b>13 217,7</b>	<b>18 157,5</b>	<b>19 267,0</b>
Recettes fiscales	230,4	239,0	232,5	291,1	226,3	304,4	274,2
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	6 190,1	7 694,1	11 315,1	10 974,7	11 202,1	16 198,1	17 072,0
Autres recettes	808,2	1062,7	1460,6	1509,2	1789,3	1655,0	1920,8
<b>DEPENSES</b>	<b>6 276,3</b>	<b>7 862,5</b>	<b>12 164,0</b>	<b>14 578,6</b>	<b>14 015,0</b>	<b>15 314,3</b>	<b>16 267,5</b>
<b>CHARGES</b>	<b>3 825,7</b>	<b>4 096,2</b>	<b>7 091,8</b>	<b>8 809,1</b>	<b>8 245,8</b>	<b>8 596,0</b>	<b>9 166,7</b>
Rémunération des salariés	1 350,3	1 344,7	1 834,0	2 380,6	2 618,7	2 500,9	2 709,9
Utilisation de biens et services	1 996,2	2 393,9	3 363,3	3 655,6	3 811,0	3 571,5	3 285,7
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	5,4	5,0	2,3	8,2	3,9	3,5	3,2
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	107,2	90,0	161,9	254,8	206,9	113,6	189,4
Prestations sociales	27,2	30,3	32,7	37,0	46,6	68,3	52,6
Autres charges	339,4	232,3	1697,6	2472,9	1558,8	2338,2	2926,0
<b>Solde net de gestion</b>	<b>3 403,1</b>	<b>4 899,6</b>	<b>5 916,4</b>	<b>3 965,8</b>	<b>4 971,9</b>	<b>9 561,5</b>	<b>10 100,3</b>

<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>2 450,6</b>	<b>3 766,3</b>	<b>5 072,2</b>	<b>5 769,5</b>	<b>5 769,2</b>	<b>6 718,3</b>	<b>7 100,8</b>
Actifs non financiers	2 450,6	3 766,3	5 072,2	5 769,5	5 769,2	6 718,3	7 100,8
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>952,5</b>	<b>1 133,3</b>	<b>844,2</b>	<b>-1 803,6</b>	<b>-797,3</b>	<b>2 843,2</b>	<b>2 999,5</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>952,5</b>	<b>1 133,3</b>	<b>846,5</b>	<b>-1 881,6</b>	<b>-838,2</b>	<b>2 843,2</b>	<b>2 999,5</b>
Actifs financiers	772,9	1 234,7	3 415,5	-2 305,4	-41,8	2 941,9	2 063,7
Passifs	-179,6	101,3	2569,0	-423,8	796,4	98,7	-935,8

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 140 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Nord sur la période 2015-2021 en millions de FCFA

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>RECETTES</b>	<b>5 038,7</b>	<b>5 698,9</b>	<b>8 632,3</b>	<b>7 752,7</b>	<b>8 437,8</b>	<b>11 718,8</b>	<b>10 809,3</b>
Recettes fiscales	44,7	82,4	57,7	48,5	48,4	52,4	53,1
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	4 422,1	5 063,2	7 912,6	7 006,9	7 659,8	10 822,0	10 059,6
Autres recettes	572,0	553,2	662,0	697,3	729,6	844,3	696,5
<b>DEPENSES</b>	<b>4 380,9</b>	<b>5 309,1</b>	<b>8 129,5</b>	<b>7 759,3</b>	<b>7 509,8</b>	<b>9 225,0</b>	<b>10 561,9</b>
<b>CHARGES</b>	<b>2 398,5</b>	<b>2 379,3</b>	<b>3 762,4</b>	<b>4 710,7</b>	<b>4 087,4</b>	<b>4 211,8</b>	<b>4 469,6</b>
Rémunération des salariés	511,2	658,0	585,6	1 153,0	968,3	960,8	917,7
Utilisation de biens et services	1 700,8	1 557,6	1 681,5	1 536,4	1 646,6	1 703,4	1 433,9
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	73,3	76,1	37,6	92,4	46,0	144,4	79,7
Prestations sociales	13,9	15,7	15,9	14,4	13,5	14,3	13,1
Autres charges	99,4	71,9	1441,8	1914,5	1412,9	1388,9	2025,2
<b>Solde net de gestion</b>	<b>2 640,2</b>	<b>3 319,6</b>	<b>4 869,9</b>	<b>3 042,1</b>	<b>4 350,5</b>	<b>7 507,0</b>	<b>6 339,7</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>1 982,4</b>	<b>2 929,9</b>	<b>4 367,1</b>	<b>3 048,6</b>	<b>3 422,4</b>	<b>5 013,2</b>	<b>6 092,3</b>
Actifs non financiers	1 982,4	2 929,9	4 367,1	3 048,6	3 422,4	5 013,2	6 092,3
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>657,8</b>	<b>389,8</b>	<b>502,8</b>	<b>-6,5</b>	<b>928,1</b>	<b>2 493,8</b>	<b>247,4</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>657,8</b>	<b>400,5</b>	<b>504,4</b>	<b>-6,5</b>	<b>928,1</b>	<b>2 493,8</b>	<b>217,4</b>
Actifs financiers	840,3	947,7	2 495,1	-473,5	1 658,1	1 400,7	461,4
Passifs	182,5	547,2	1 990,6	-466,9	730,0	-1 093,0	244,0

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 141 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Plateau Central sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)

LIBELLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>RECETTES</b>	<b>3 031,4</b>	<b>3 517,6</b>	<b>5 780,6</b>	<b>5 388,5</b>	<b>6 150,0</b>	<b>6 152,0</b>	<b>9 543,9</b>
Recettes fiscales	20,7	46,3	26,5	136,5	33,2	21,7	29,0
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 768,0	3 164,2	5 169,5	4 239,9	4 813,4	4 952,5	7 982,7
Autres recettes	242,7	307,2	584,5	1012,1	1303,4	1177,8	1532,1
<b>DEPENSES</b>	<b>4 052,3</b>	<b>3 522,9</b>	<b>5 285,9</b>	<b>6 032,1</b>	<b>4 588,6</b>	<b>5 182,0</b>	<b>5 924,0</b>

<b>CHARGES</b>	<b>1 478,1</b>	<b>1 340,4</b>	<b>2 265,7</b>	<b>3 385,2</b>	<b>2 734,8</b>	<b>2 950,7</b>	<b>2 921,2</b>
Rémunération des salariés	371,0	391,6	440,1	757,2	787,6	720,1	745,6
Utilisation de biens et services	1 035,1	863,3	1 197,6	1 275,6	1 037,2	1 307,3	1 513,5
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	4,3	25,7	8,3	39,7	7,3	14,0	15,8
Prestations sociales	13,1	13,3	9,4	20,4	15,1	18,0	10,6
Autres charges	54,6	46,6	610,3	1292,3	887,5	891,2	635,6
<b>Solde net de gestion</b>	<b>1 553,3</b>	<b>2 177,2</b>	<b>3 514,9</b>	<b>2 003,3</b>	<b>3 415,2</b>	<b>3 201,4</b>	<b>6 622,7</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>2 574,2</b>	<b>2 182,5</b>	<b>3 020,1</b>	<b>2 646,9</b>	<b>1 853,8</b>	<b>2 231,4</b>	<b>3 002,8</b>
Actifs non financiers	2 574,2	2 182,5	3 020,1	2 646,9	1 853,8	2 231,4	3 002,8
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>-1 020,8</b>	<b>-5,3</b>	<b>494,7</b>	<b>-643,6</b>	<b>1 561,4</b>	<b>970,0</b>	<b>3 619,8</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-1 020,8</b>	<b>17,2</b>	<b>494,7</b>	<b>-643,6</b>	<b>1 561,4</b>	<b>970,0</b>	<b>3 619,8</b>
Actifs financiers	65,7	595,6	1 578,9	-649,0	1 930,8	619,5	3 824,2
Passifs	1 086,5	578,4	1 084,2	-5,5	369,4	-350,5	204,3

Source: DGTCP/DSOFE/TOF-CT

Tableau 142 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Sahel sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>4 412,6</b>	<b>5 020,1</b>	<b>8 415,2</b>	<b>7 961,4</b>	<b>8 372,7</b>	<b>14 791,9</b>	<b>7 066,7</b>
Recettes fiscales	34,4	46,2	37,3	33,3	20,5	11,0	20,5
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	3 831,5	4 259,7	7 338,7	7 036,7	7 680,9	14 106,8	6 338,9
Autres recettes	546,7	714,2	1039,2	891,4	671,2	674,1	707,2
<b>DEPENSES</b>	<b>4 548,1</b>	<b>4 851,3</b>	<b>6 932,7</b>	<b>8 548,3</b>	<b>5 900,1</b>	<b>10 267,2</b>	<b>9 236,5</b>
<b>CHARGES</b>	<b>1 479,6</b>	<b>1 354,0</b>	<b>2 132,3</b>	<b>3 111,1</b>	<b>2 444,0</b>	<b>3 613,2</b>	<b>2 628,6</b>
Rémunération des salariés	390,1	479,6	570,1	971,9	872,1	819,9	641,3
Utilisation de biens et services	1 006,7	810,1	1 230,0	1 490,5	1 248,0	1 685,0	1 699,9
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	15,1	6,2	16,1	22,4	27,9	16,2	13,1
Prestations sociales	10,1	11,7	11,9	12,5	12,3	12,7	10,0
Autres charges	57,6	46,4	304,2	613,7	283,7	1079,4	264,3
<b>Solde net de gestion</b>	<b>2 933,0</b>	<b>3 666,1</b>	<b>6 282,8</b>	<b>4 850,3</b>	<b>5 928,7</b>	<b>11 178,7</b>	<b>4 438,1</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>3 068,5</b>	<b>3 497,3</b>	<b>4 800,4</b>	<b>5 437,3</b>	<b>3 456,1</b>	<b>6 654,0</b>	<b>6 607,9</b>
Actifs non financiers	3 068,5	3 497,3	4 800,4	5 437,3	3 456,1	6 654,0	6 607,9
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>-135,5</b>	<b>168,8</b>	<b>1 482,5</b>	<b>-586,9</b>	<b>2 472,6</b>	<b>4 524,8</b>	<b>-2 169,8</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>-135,5</b>	<b>168,8</b>	<b>1 482,5</b>	<b>-586,9</b>	<b>2 477,8</b>	<b>4 524,8</b>	<b>-2 169,8</b>
Actifs financiers	359,5	28,3	1 869,9	687,9	1 937,6	7 036,9	-4 170,9
Passifs	495,0	-140,5	387,4	1274,9	-540,3	2512,1	-2001,1

Source: DGTCP/DISOFE/TOF-CT

**Tableau 143 : Principaux agrégats des Opérations financières de la région du Sud-Ouest sur la période 2015-2021 (en millions de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>RECETTES</b>	<b>3 346,3</b>	<b>3 629,2</b>	<b>6 077,1</b>	<b>4 419,8</b>	<b>5 654,4</b>	<b>6 974,3</b>	<b>7 511,2</b>
Recettes fiscales	26,7	25,5	26,6	28,1	23,8	33,4	31,3
Cotisations sociales	na	na	na	na	na	na	na
Dons	2 958,6	3 070,3	5 318,8	3 748,5	4 935,6	6 168,3	6 490,5
Autres recettes	361,0	533,4	731,8	643,3	694,9	772,6	989,3
<b>DEPENSES</b>	<b>3 071,2</b>	<b>3 094,1</b>	<b>4 940,3</b>	<b>4 891,9</b>	<b>4 438,6</b>	<b>7 329,2</b>	<b>6 164,4</b>
<b>CHARGES</b>	<b>1 365,8</b>	<b>1 264,9</b>	<b>2 010,7</b>	<b>2 362,8</b>	<b>2 391,8</b>	<b>3 132,4</b>	<b>2 931,4</b>
Rémunération des salariés	383,4	429,7	461,6	851,9	799,7	855,5	886,0
Utilisation de biens et services	891,0	766,9	905,3	1 034,5	1 077,6	1 294,2	1 216,9
Consommation de capital fixe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	5,6	2,1	8,7	13,4	11,0	19,2	5,8
Prestations sociales	8,3	6,8	7,9	7,3	6,3	7,3	7,6
Autres charges	77,5	59,5	627,3	455,8	497,0	956,2	815,2
<b>Solde net de gestion</b>	<b>1 980,4</b>	<b>2 364,2</b>	<b>4 066,3</b>	<b>2 057,0</b>	<b>3 262,6</b>	<b>3 841,9</b>	<b>4 579,8</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS</b>	<b>1 705,3</b>	<b>1 829,2</b>	<b>2 929,6</b>	<b>2 529,1</b>	<b>2 046,8</b>	<b>4 196,8</b>	<b>3 233,0</b>
Actifs non financiers	1 705,3	1 829,2	2 929,6	2 529,1	2 046,8	4 196,8	3 233,0
<b>Capacité/besoin de financement = Financement</b>	<b>275,1</b>	<b>535,0</b>	<b>1 136,7</b>	<b>-472,1</b>	<b>1 215,8</b>	<b>-354,8</b>	<b>1 346,8</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)</b>	<b>274,6</b>	<b>535,0</b>	<b>1 136,7</b>	<b>-472,1</b>	<b>1 215,8</b>	<b>-354,8</b>	<b>1 346,8</b>
Actifs financiers	407,7	724,8	2 251,3	-1 009,8	1 251,6	-113,1	793,0
Passifs	133,1	189,8	1 114,5	-537,7	35,8	241,7	-553,8

Source: DGTCP/DISOFE/TOF-CT

# GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
<b>Adjudication</b>	Technique permettant l'acquisition d'émissions de bons ou d'obligations par un système d'enchères
<b>Agréé de change manuel</b>	Toute personne physique ou morale installée sur le territoire d'un Etat membre de l'UEMOA ayant reçu un agrément du Ministre chargé des finances pour l'exécution des opérations de change manuel que pour l'achat et la vente de devises.
<b>Appui budgétaire</b>	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique
<b>Autres subventions aux EPE</b>	Ensemble des ressources financières accordées par les partenaires de l'établissement autres que l'Etat
<b>Bons assimilables du trésor</b>	Titres de créances à court terme émis par l'état par voie d'adjudication
<b>Bureau de change manuel</b>	Local de l'agréé de change manuel devant servir à l'exercice de l'activité de change manuel
<b>Bureau de transfert d'argent</b>	Local de sous-agent devant servir à l'exercice de l'activité de transfert rapide d'agent
<b>Couverture des engagements réglementés</b>	Rapport des actifs admis sur les engagements réglementés. Ce taux doit être supérieur à 100%.
<b>Créances en souffrance</b>	Créances dont au moins une échéance est restée impayée depuis plus de quatre-vingt-dix jours
<b>Dépenses</b>	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses courantes (salaires et traitements, charges de la dette publique, fonctionnement et transferts courants) et en dépenses en capital
<b>Dépenses d'investissement et d'équipement</b>	Dépenses ayant contribué à l'augmentation du patrimoine entendu au sens comptable (constructions, achats de biens durables)

<b>Concepts</b>	<b>Définitions</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	Dépenses d'acquisition de biens et services inhérents au fonctionnement de l'administration publique centrale
<b>Dépenses de personnel</b>	Constituées des éléments de rémunération des agents de l'administration publique centrale
<b>Dépenses de transferts courants</b>	Ressources allouées sans contrepartie par l'administration publique centrale à ses démembrements, aux ménages, aux institutions sans but lucratif et aux autorités supranationales
<b>Dépenses en capital</b>	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles
<b>Dépôts de garantie reçus</b>	Somme d'argent ou tout autre document demandé par la structure de microfinance lors de la signature d'un dossier de crédit pour sécuriser ledit dossier qu'elle consent à un particulier. Cette garantie permet à la structure de récupérer les sommes prêtées en cas de défaillance de l'emprunteur
<b>Dettes</b>	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
<b>Dettes bilatérales</b>	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un État auprès d'un autre État
<b>Dettes extérieures</b>	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt
<b>Dettes intérieures</b>	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale
<b>Dettes multilatérales</b>	Ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI), des banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)
<b>Dettes publiques</b>	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes



Concepts	Définitions
<b>Dettes publiques extérieures</b>	Ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs
<b>Encours de crédit</b>	L'encours de crédit est le cumul des crédits accordés non encore remboursés. Est considérée comme une opération de crédit, tout acte par lequel un système financier décentralisé met, à titre onéreux, des fonds à la disposition d'un membre ou d'un client à charge pour ce dernier de les rembourser à l'échéance convenue.
<b>Encours de la dette</b>	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés
<b>Encours épargne</b>	Sont considérés comme épargne, les fonds, autres que les cotisations et contributions obligatoires, recueillis par le système financier décentralisé auprès de ses membres ou de sa clientèle avec le droit d'en disposer dans le cadre de son activité, à charge pour lui de les restituer à la demande des déposants selon les termes convenus. L'encours d'épargne est le cumul des dépôts net reçus par la structure
<b>Engagement</b>	C'est l'acte initial de la procédure normale de l'exécution des dépenses publiques. C'est la décision prise par l'autorité qui habilité à cet effet (l'Ordonnateur) pour prélever une partie des crédits budgétaires et poser un acte qui doit entraîner une dette à la charge de l'Etat ou des organismes publics (EPE, CT)
<b>Engagements réglementés</b>	Provisions techniques (PT) brutes de recours et de réassurance ainsi que les dettes privilégiées, couvertes par des actifs sûrs, liquides, rentables (ou en accord avec la réglementation), diversifiés
<b>Excédent d'exécution budgétaire N-1</b>	Constate l'excédent de l'exercice précédent arrêté après la journée complémentaire. Il est égal à la différence entre le total des recettes recouvrées et celui des dépenses mandatées de l'exercice précédent
<b>Exportations de biens et services</b>	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue
<b>Facilité élargie de crédit</b>	Instrument utilisé par le FMI en vue d'apporter une aide financière aux pays qui connaissent des difficultés prolongées de balance des paiements. Pour le cas du Burkina Faso, le FMI apporte des appuis budgétaires (dons et prêts) à travers le programme FEC. Des critères sont mis en place et leur respect constitue le déclenchement des décaissements des différents financements extérieurs
<b>Financement</b>	Le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur la base caisse. Il représente les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer



Concepts	Définitions
	<p>leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts.</p> <p>Les opérations de financement ont la même fonction que les recettes et les dons : elles permettent à l'Etat d'engager des dépenses. Mais, une opération de financement crée une dette que l'Etat devra rembourser</p>
<b>Fonds d'Etat</b>	C'est une composante des Fonds nationaux (FN). Ils ont pour objet le financement sans contrepartie des activités s'inscrivant dans leur champ de compétence
<b>Fonds de dotation</b>	Fonds mis à la disposition des FNF afin de commencer leurs activités
<b>Fonds Nationaux</b>	Regroupent les Fonds d'Etat et les Fonds nationaux de financement
<b>Fonds nationaux de financement</b>	C'est une composante des Fonds nationaux (FN) dont l'objet principal est de faire du crédit pour le financement des activités de développement à la base
<b>Frais généraux</b>	Frais engagés par l'assureur pour faire face aux frais de fonctionnement (frais de personnel, loyers, copies, travaux, fournitures et services extérieurs, transports et déplacements... ;)
<b>Groupement</b>	Ensemble des associations et des entreprises ayant un compte au sein de la structure de microfinance
<b>Hors trésor</b>	Ensemble des agents de la DGTCP qui travaillent en dehors du réseau du trésor. Ils sont constitués des agents en disponibilité, en détachement ou mis à disposition
<b>Institution mutualiste ou coopérative d'épargne et de crédit</b>	Groupement de personnes, doté de la personnalité morale, sans but lucratif et à capital variable, fondé sur les principes d'union, de solidarité et d'entraide mutuelle et ayant principalement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir du crédit
<b>Intérêts dus</b>	Charges de la dette contractée vis-à-vis des agents économiques résidents et non-résidents
<b>Liquidation</b>	<p>C'est la seconde phase de la procédure normale de la dépense publique. Elle consiste à vérifier la réalité de la dette et à arrêter le montant de la dépense. Elle comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la certification du service fait, par laquelle l'ordonnateur atteste la conformité de l'engagement de la livraison ou de la prestation ;</li> <li>- la détermination du montant de la dépense au vu des titres ou décisions établissant les droits acquis par les créanciers.</li> </ul>
<b>Loi de finances initiale</b>	<p>Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.</li> <li>- Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en</li> </ul>

Concepts	Définitions
	<p>distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor.</p> <p>La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.</p>
<b>Loi de finances rectificative</b>	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
<b>Marge de solvabilité</b>	C'est le rapport entre la marge au bilan et la marge minimale, voir article 337-1 du code des assurances.
<b>Marge réglementaire</b>	C'est la marge minimale calculée selon les règles édictées par le Code CIMA en ses articles 337-2 (pour les sociétés non vie), 337-3 (pour les sociétés vie) et 337-4 (pour les sociétés mixtes).
<b>Obligations assimilables du trésor</b>	Titres de créances à moyen et long terme, émis par l'Etat par voie d'adjudication.
<b>Obligations du trésor</b>	Titre à moyen et long terme, négociables sur toute l'étendue du territoire des membres de l'UEMOA, émis par les états membres de l'Union
<b>Placements</b>	Investissements opérés par la société d'assurance. Ces investissements doivent se faire selon les dispositions de l'article 335-1
<b>Prestation</b>	Somme payable par la société d'assurances au demandeur, au cessionnaire, au créancier gagiste ou au bénéficiaire lorsque se réalise un sinistre couvert par la police
<b>Produit intérieur brut</b>	<p>Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;</li> <li>- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations.</li> <li>- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.</li> </ul>
<b>Provisions techniques</b>	Provisions constituées pour faire face aux sinistres futurs pour les risques dont la prime a déjà été encaissée. Elles doivent répondre au principe imposé par le législateur qui est celui des engagements réglementés et doivent à tout instant être représentées par des actifs équivalents.
<b>Réalisations quantitatives</b>	Elles servent de référence pour suivre l'évolution des variables macroéconomiques telles que les agrégats monétaires, les réserves internationales, les soldes budgétaires et les emprunts extérieurs, par

Concepts	Définitions
	rapport aux objectifs inscrits dans le programme du pays. Les programmes appuyés par la FEC visent à préserver les dépenses sociales et les autres dépenses prioritaires, notamment par la fixation d'objectifs quantitatifs explicites lorsque cela est possible
<b>Recettes propres des EPE</b>	Ensemble des recettes qui sont générées par les activités de l'établissement. Elles ne doivent inclure ni l'excédent d'exécution budgétaire de l'exercice n-1, ni les subventions accordées par les autres partenaires, ni les reports sur exercices antérieurs (excédent de trésorerie, recouvrement des restes à recouvrer des exercices antérieurs). Il s'agit des recettes propres effectivement recouvrées et mentionnées dans le compte de gestion
<b>Remboursement des emprunts</b>	Il concerne la provision des établissements ayant contracté des emprunts dans le cadre de leurs investissements ou de toute autre opération
<b>Repères structurels</b>	Ils aident à suivre l'application des réformes macroéconomiques essentielles dont dépend la réalisation des objectifs du programme et les progrès accomplis par rapport à ces repères sont évalués lors de revues du programme. Les réformes en question varient d'un programme à l'autre et peuvent comprendre, par exemple, l'amélioration du fonctionnement du secteur financier, la mise en place de dispositifs de protection sociale ou une meilleure gestion des finances publiques
<b>Résultat n-1 des FN</b>	Différence entre les recettes et les dépenses de l'année précédente
<b>Service de la dette</b>	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée
<b>Sinistre</b>	Événement (incendie, décès...) qui fait jouer les garanties du contrat : indemnité, capital ou rente
<b>Solde budgétaire global</b>	Capacité/besoin de financement, corrigé (e) de la réorganisation des transactions sur actifs financiers et passifs réputées servir les objectifs de la politique générale (prêts en appui de politiques). Les prêts en appui de politiques sont ajoutés aux charges. Le produit de la privatisation tiré de la vente d'actifs non financiers et le remboursement des prêts sont inclus dans les transactions sur postes financiers dans le calcul du solde budgétaire global
<b>Solde courant</b>	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde indique l'effort consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public
<b>Solde de base</b>	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes
<b>Solde global</b>	Capacité/besoin de financement, y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liées aux objectifs de la politique économique. Les soutiens financiers accordés sous forme de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente



Concepts	Définitions
	d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers
<b>Solde global base engagement (déficit ou excédent)</b>	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédent, si les ressources sont supérieures aux dépenses ; déficit, dans le cas contraire).
<b>Solde global hors dons</b>	Il est égal à la différence entre les recettes totales et les dépenses totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'État, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons
<b>Solde net de gestion</b>	Il représente les recettes moins les charges. Le solde net de gestion est aussi égal à la variation de la valeur nette due à des transactions. C'est un indicateur synthétique de la viabilité des opérations financières de l'État.
<b>Solde primaire</b>	Ce solde représente la capacité/besoin de financement hors charge d'intérêts ou charge nette d'intérêts. Il est utilisé pour l'analyse de la viabilité de la dette nette
<b>Solde primaire courant</b>	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes hors charges de la dette. Il indique l'effort qui serait consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public si la charge de la dette ne devrait pas être payée.
<b>Sous-agent</b>	Conformément aux dispositions de l'Instruction n°13-11-2015 du 10 novembre 2015 de la BCEAO relative aux modalités d'exercice de l'activité de transfert rapide d'agent, un sous-agent est une personne morale ou physique à qui les intermédiaires agréés et les Systèmes financiers décentralisés donnent mandat pour exercer, pour leur compte et sous leur responsabilité, l'activité au sein de l'UEMOA
<b>Soutenabilité de la dette</b>	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
<b>Subventions de l'Etat dans les EPE</b>	Ensemble des ressources financières accordées par l'Etat à l'établissement public.
<b>Syndication ou appel public à l'épargne</b>	Il désigne le processus par lequel une société, une institution ou un gouvernement (l'émetteur) vend des titres au public investisseur en faisant recours à des intermédiaires constitués en un syndicat de placement
<b>Système financier décentralisé</b>	Institution dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire et habilitée aux termes de la loi N°023-2009 à fournir ces prestations.
<b>Tableau des opérations Financières de l'Etat</b>	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des

<b>Concepts</b>	<b>Définitions</b>
	paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
<b>Taux de sinistre à prime ou de sinistralité</b>	Part que représente la charge des sinistres dans les primes de l'exercice. On le note S/P
<b>Tirages sur emprunts</b>	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
<b>Total des dépenses</b>	Correspond aux dépenses mandatées (dépenses de personnel, autres dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement et d'équipement, remboursement des emprunts, présalaires des élèves fonctionnaires).
<b>Unités de recouvrement</b>	Ensemble des structures chargées de la mobilisation des recettes de services auprès des ministères et institutions. Elles sont subdivisées en trois groupes que sont la recette générale (RG, DAMOF, DDP et TMDC), les vingt (20) perceptions spécialisées et l'Agence judiciaire de l'Etat
<b>Viabilité de la dette</b>	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies

# METADONNEES

## Marge de solvabilité

<b>Objectif :</b> Mesurer la solidité financière du marché.			
<b>Définition :</b> La <b>marge de solvabilité</b> est le rapport entre la marge au bilan et la marge minimale, voir article 337-1 du code des assurances. $\text{Indicateur} = \frac{\text{Marge au Bilan}}{\text{Marge minimale}}$			
<b>Référence de l'indicateur :</b> le code des assurances article 337-1	<b>Producteur :</b> DA	<b>Désagrégation :</b> Non désagrégé	<b>Périodicité :</b> Annuelle
<b>Sources :</b> Rapport du marché des assurances			

## Taux de frais généraux

<b>Objectif :</b> Mesurer le niveau des frais de fonctionnement engagés par la société d'assurances			
<b>Définition :</b> Le taux de frais généraux est le rapport des frais généraux sur les primes émises $\text{Indicateur} = \frac{\text{frais généraux}}{\text{Primes}}$			
<b>Référence de l'indicateur :</b> le code des assurances	<b>Producteur :</b> DA	<b>Désagrégation :</b> Non désagrégé	<b>Périodicité :</b> Annuelle
<b>Sources :</b> Rapport du marché des assurances			

## Taux de sinistres sur primes

<b>Objectif :</b> Mesurer le niveau de sinistralité d'une société d'assurances			
<b>Définition :</b> la part que représente la charge des sinistres dans les primes de l'exercice. $\text{Indicateur} = \frac{\text{sinistres}}{\text{Primes}}$			

<b>Référence de l'indicateur :</b> le code des assurances	<b>Producteur :</b> DA	<b>Désagrégation :</b> Non désagrégé	<b>Périodicité :</b> Annuelle
<b>Sources :</b> Rapport du marché des assurances			

### Couverture des engagements réglementés

<b>Objectif :</b> Mesurer la couverture des engagements pris auprès des assurés			
<b>Définition :</b> c'est le rapport des actifs admis sur les engagements réglementés.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Actifs admis}}{\text{Engagements réglementés}}$			
<b>Référence de l'indicateur :</b> le code des assurances	<b>Producteur :</b> DA	<b>Désagrégation :</b> Non désagrégé	<b>Périodicité :</b> Annuelle
<b>Sources :</b> Rapport du marché des assurances			

**Taux d'autofinancement :** est le rapport entre les recettes propres et les dépenses de fonctionnement.

$$\text{Taux d'autofinancement} = \frac{\text{Recettes propres recouvrées}}{\text{Dépenses de fonctionnement mandatées}}$$

**Taux de Couverture des Dépenses par les Ressources :** c'est le rapport entre le total des ressources disponibles et celui des dépenses mandatées.

$$\text{Taux de Couverture des Dépenses par les Ressources} = \frac{\text{Total des ressources disponibles}}{\text{Total des Dépenses mandatées}}$$

**Taux de rendement moyen :** C'est la moyenne des rendements des titres de même maturité.

**Objectif :** Connaître le cout effectif de l'emprunt supporté par l'émetteur pour des titres ayant la même maturité.

$$\text{Taux de rendement moyen} = \frac{\sum \text{taux de rendement} * \text{montant retenu}}{\sum \text{montant retenu}}$$







**ANNEXES**

**Annexe1 : liste des communes dont les opérations ne sont pas incluses dans les tableaux des opérations financières des CT sur la période 2015-2021**

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Commune	Yargatenga			Karangasso-Sambla	Kyon	Garango	Solenzo
	Ouargaye					Béguédo	Kouka
						Boussouma-Centre-Est	Sanaba
						Komtoèga	Sami
						Niogo	Balavé
							Tansila
							Garango
							Béguédo
							Boussouma
							Komtoèga
							Niogo
							Kelbo
						Koutougou	

Source : DGTCP/DSOFE

## Annexe 2 : Equipe d'élaboration de l'annuaire statistique

Numéro d'ordre	Nom et Prénom (s)	Fonction	Contact
1	SANON Célestin Santéré	Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique	
2	OUEDRAOGO/SEMDE Aminata	Directrice Générale Adjointe du Trésor et de la Comptabilité Publique	
3	BONTOGO Siméon	Directeur du Suivi des Opérations Financières de l'Etat	70 02 36 85 <a href="mailto:bontsim2006@yahoo.fr">bontsim2006@yahoo.fr</a>
4	COMPAORE Judith Félicité	Contrôleur Interne	70 73 75 61 <a href="mailto:judifeli@yahoo.fr">judifeli@yahoo.fr</a>
5	COMPAORE Abdoul Rasmané	Chef du service des statistiques de finances publiques	70 43 39 21 <a href="mailto:cabdoulrasmane@gmail.com">cabdoulrasmane@gmail.com</a>
6	KABORE Roland	Chargé des statistiques de finances publiques	70 49 82 42 <a href="mailto:roland1kabore@gmail.com">roland1kabore@gmail.com</a>
7	TOU Ibrahima	Chargé des statistiques de finances publiques	78 11 97 50 <a href="mailto:ibrahimatou77@gmail.com">ibrahimatou77@gmail.com</a>
8	OUEDRAOGO P. Dieudonné	Chargé des statistiques de finances publiques	78 02 52 73 <a href="mailto:payamsseba@gmail.com">payamsseba@gmail.com</a>
9	YAMEOGO Arlenn	Chargé des statistiques des opérations financières de l'Etat	75 30 30 25 <a href="mailto:arlenn2000@gmail.com">arlenn2000@gmail.com</a>
10	BASSOLE Wilfried Gustave	Chargé des statistiques des opérations financières de l'Etat	78 55 81 00 <a href="mailto:newoulou2@gmail.com">newoulou2@gmail.com</a>
11	MOSSE Francis	Chargé des statistiques des opérations financières de l'Etat	70 38 44 76 <a href="mailto:mossefra@gmail.com">mossefra@gmail.com</a>
12	ZIDA/TAPSOBA Odile	Chargé des statistiques des opérations financières de l'Etat	67 77 49 40 <a href="mailto:tapsodile@gmail.com">tapsodile@gmail.com</a>

### Annexe 3 : Liste des participants à l'atelier de validation

Numéro d'ordre	Nom et Prénom (s)	Structure	Tél.	Adresse électronique
1	TRAORE Romain	DAMOF	70 59 97 77	<a href="mailto:traoromgg@gmail.com">traoromgg@gmail.com</a>
2	SAMBARE Oukiattou	DAMOF	70 37 07 88	<a href="mailto:lenganeoukiattou@yahoo.fr">lenganeoukiattou@yahoo.fr</a>
3	BASSOLE Wilfried Gustave	DSOFE	78 55 81 00	<a href="mailto:newoulou2@gmail.com">newoulou2@gmail.com</a>
4	KONTOGOM Sibri	SRH	72 33 89 00	<a href="mailto:sibrikontogom@gmail.com">sibrikontogom@gmail.com</a>
5	SAM Marc T	DELF	70 94 55 96	<a href="mailto:tinbwaoga@yahoo.com">tinbwaoga@yahoo.com</a>
6	YAMEOGO Arlenn	DSOFE	75 30 30 25	<a href="mailto:arlenn2000@gmail.com">arlenn2000@gmail.com</a>
7	PANKOLO Abdoul Azize	RG	71 24 02 63	<a href="mailto:pankoloabdoulaziz@gmail.com">pankoloabdoulaziz@gmail.com</a>
8	KABORE Roland	DSOFE	70 49 82 42	<a href="mailto:roland1kabore@gmail.com">roland1kabore@gmail.com</a>
9	BONKOUNGOU Moussa	DA	70 05 03 86	<a href="mailto:b.mousbil@yahoo.fr">b.mousbil@yahoo.fr</a>
10	COMPAORE Abdoul Rasmané	DSOFE	70 43 39 21	<a href="mailto:cabdoulrasmane@gmail.com">cabdoulrasmane@gmail.com</a>
11	ZALLA L. Ben Idriss	DSC-SFD	70 39 82 54	<a href="mailto:zbenidriss@gmail.com">zbenidriss@gmail.com</a>
12	OUEDRAOGO Dieudonné	P. DSOFE	78 02 52 73	<a href="mailto:payamsseba@gmail.com">payamsseba@gmail.com</a>
13	TOU Ibrahima	DSOFE	78 11 97 50	<a href="mailto:ibrahimatou77@gmail.com">ibrahimatou77@gmail.com</a>
14	BONTOGO Siméon	DSOFE	70 02 36 85	<a href="mailto:bontsim2006@yahoo.fr">bontsim2006@yahoo.fr</a>
15	COMPAORE Judith Félicité	DSOFE	70 73 75 61	<a href="mailto:judifeli@yahoo.fr">judifeli@yahoo.fr</a>
16	ZOUNGRANA Tasséré	DDP	78 01 05 93	<a href="mailto:ztass51@gmail.com">ztass51@gmail.com</a>
17	NANEMA Marcellin	DGESS	71 50 13 90	<a href="mailto:nanemamarcellin@yahoo.fr">nanemamarcellin@yahoo.fr</a>
18	BLE Yaya	BCMS	70 09 14 34	<a href="mailto:bleyaya35@gmail.com">bleyaya35@gmail.com</a>
19	NAKOULMA Christophe	W. PG	76 59 19 33	<a href="mailto:nakoulmachristophe@gmail.com">nakoulmachristophe@gmail.com</a>
20	OUEDRAOGO Adama	ACCT	78 16 95 08	<a href="mailto:oa junior1@gmail.com">oa junior1@gmail.com</a>

21	MOSSE Francis	DSOFE	70 38 44 76	<a href="mailto:mossefra@gmail.com">mossefra@gmail.com</a>
22	BELEMBAOGO Boukaré	DSOFE	60 09 04 07	<a href="mailto:belembaogoboukare@gmail.com">belembaogoboukare@gmail.com</a>
23	ZOUNDI Brahim	DSOFE	65 80 79 58	<a href="mailto:rzoundi@yahoo.fr">rzoundi@yahoo.fr</a>
24	ZIDA/TAPSOBA Odile	DSOFE	67 77 49 40	<a href="mailto:tapsodile@gmail.com">tapsodile@gmail.com</a>



**Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique**  
**Secteur n°55, avenue Mouammar Kadhafi, Ouaga 2000**  
**-01 BP. 92 Ouagadougou 01**  
**Tél. : (226) 25 66 20 17 ; Fax : (226) 25 30 57 61**  
**Site web : [www.tresor.gov.bf](http://www.tresor.gov.bf)**

Concept et réali:  Tél + 226 76 18 05 20 / 70 11 75 05 - Email : [zahrein2@yahoo.fr](mailto:zahrein2@yahoo.fr)